

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

L'INFLUENCE DE CHARLES FOURIER

SUR LE

Mouvement Social Contemporain

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ (LETTRES)

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

MORRIS FRIEDBERG

M. A. (Harvard University)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER
PARIS (5^e)

1926



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'INFLUENCE DE CHARLES FOURIER
SUR
LE MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN
EN FRANCE

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

L'INFLUENCE DE CHARLES FOURIER

SUR LE

Mouvement Social Contemporain

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ (LETTRES)

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

MORRIS FRIEDBERG

M. A. (Harvard University)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (5^e)

—
1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbations aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Nous avons l'intention de mettre en lumière les parties vivantes de la pensée de Fourier, en définissant les diverses influences qu'elle a pu exercer sur le mouvement des idées et des institutions en France. C'est dire qu'il ne nous paraîtra pas nécessaire d'exposer toute la doctrine fouriériste, ni même de définir tous ses éléments principaux. Beaucoup de ce que Fourier a écrit, particulièrement la partie cosmogonique de son œuvre avec ses analogies universelles et la description du nouveau monde moral n'ont exercé qu'une faible influence sur la pensée des générations suivantes. Nous avons isolé, dans ce travail, les éléments vivaces de la doctrine au risque de dénaturer la pensée de Fourier. Il n'y a rien, dans cet exposé du fouriérisme, qui puisse suggérer ce que certains écrivains vont jusqu'à appeler la « vésanité » de Fourier (1).

(1) Maxime Leroy, *Henri de Saint-Simon*, 1924, p. 9. M. Gonnard, avec plus de circonspection, parle de ces « livres singuliers » de Fourier, « où l'on relève des idées parfois profondes, à côté d'absurdités qui ont valu à leur auteur une réputation de folie » (*Histoire des Doctrines Economiques*, 1922, III, p. 45). Proudhon dans la *Création de l'ordre* apprécie en ces termes, le génie de Fourier : ce fut, dit-il « un génie purement instinctif, dont la vie s'écoula, pour ainsi dire, en un perpétuel ravissement ». 335 n.

On n'y trouvera pas non plus, ou, du moins, très rarement, des indications sur la bizarrerie du style, sur les défauts de composition de ses écrits et sur les nombreuses contradictions qu'on y rencontre. En somme, nous n'avons pas voulu analyser ni apprécier l'œuvre, excepté quand cela était inévitable.

Il convient, pourtant, de signaler ici ces défauts, parce qu'ils empêchèrent ses doctrines de devenir populaires. Ses livres rebutaient les masses et même les bourgeois instruits. Dans son *Union Ouvrière*, Flora Tristan dresse une liste des livres qu'elle conseille aux ouvriers. Elle regrette, dit-elle, de ne pouvoir y comprendre les œuvres de Fourier (1). Sans les exposés plus accessibles de la doctrine qui furent faits par ses disciples, il est possible que la doctrine ne fut jamais sortie de l'obscurité dans laquelle elle resta jusque vers 1830. Béranger, qui composa une ode à la louange de Fourier, déclara dans une lettre à Pellarin de 1843 : « Quant à moi, je le confesse en toute humilité, il y a treize ans, les ouvrages de Fourier étaient au-dessus de ma portée, et sans MM. Transon et Lechevalier, j'aurais été condamné à ne pouvoir me rendre compte de la portée scientifique de son œuvre » (2).

Le travail de ces disciples fut vraiment considérable. Aucune autre école socialiste, dit Warschauer, n'a fait preuve d'une activité littéraire aussi intense. C'est peut-

(1) *Union ouvrière*, 2^e Edit., 1844, p. 112.

(2) Citée par C. Pellarin, *Vie de Fourier*, 5^e Ed., 1871, p. 223.

être cette activité qu'il convient de décrire, sommairement, dans son ensemble (1).

Un premier disciple s'attacha à Fourier en 1816, d'autres vinrent ensuite, mais ils ne furent pas nombreux et leurs efforts restèrent dispersés jusqu'en 1831. C'est à ce moment que, par leurs conférences et par leurs articles de journaux, ils commencèrent à attirer l'attention sur eux. A ce moment même, les saint-simoniens traversaient la crise d'un schisme, suivi, en 1832, par un procès qui les discrédita devant l'opinion. Beaucoup de saint-simoniens embrassèrent l'évangile de Fourier. Parmi ces transfuges, Pecqueur, qui devait plus tard devenir un théoricien important du socialisme, Jules Lechevalier, Transon, Paget, Lemoyne, Hippolyte Renaud, Berbrugger étaient des écrivains de talent. Leur adhésion et celle des saint-simoniens qui suivirent leur exemple, donnèrent à « l'école sociétaire », comme on l'appelait dès cette époque, la force et la cohésion.

Alors commença la remarquable activité littéraire et journalistique dont nous venons de faire mention, à laquelle s'ajouta un large programme de conférences publiques dans toute la France. En juin 1832, parut le premier numéro du *Phalanstère*, plus tard appelé la *Réforme Industrielle*, journal hebdomadaire qui avait mille abonnés. De nombreuses adhésions se produisirent et le fouriérisme commença à attirer l'attention de la presse, par-

(1) Sur ce point, nos sources principales sont : H. Bourgin, *Fourier*, 1905, pp. 422-508 ;

A. Alhaïza, *Historique de l'Ecole sociétaire*, 1894 ;

O. Warschauer, *Geschichte des Sozialismus et des Communismus im 19^e Jahrhundert*, 2^e Abteilung, *Fourier, Seine Théorie und Schule*, 1893.

ticulièrement en province. Les journaux ouvriers de Lyon firent bon accueil à la doctrine; en la répandant, ils fortifiaient la tendance qu'avaient déjà les tisseurs lyonnais à former des associations coopératives. En 1834, Considérant publia le premier volume de la *Destinée Sociale*, le plus intelligent et le plus remarquable exposé de la doctrine; d'autres livres, par Clarisse Vigoureux, Baudet-Dulary et d'autres dont les auteurs sont moins connus, suivirent.

Le journal *Le Phalanstère* ayant expiré en 1834, un nouveau journal, *La Phalange*, parut deux ans plus tard, qui, comme le journal précédent, se préoccupa de faire connaître la doctrine fouriériste. Cette publication, qui paraissait trois fois par mois, aida au développement de l'école, surtout après 1840, quand il donna moins de place aux articles de pure doctrine et réserva une place plus importante aux questions politiques ou sociales d'intérêt contemporain. Pendant une courte période, des feuilles nouvelles, l'*Almanach Social* (1840-1844) et le *Nouveau Monde* (1839-1844) contribuèrent aussi à ce progrès en attirant sur la doctrine l'attention des classes ouvrières, public que l'école avait jusqu'alors négligé. Cependant, les livres se multipliaient. P. Forest, Renaud, de Pompéry, Cantagrel, Pellarin et bien d'autres exposèrent le fouriérisme et s'efforçaient de montrer le rôle utile qu'il pouvait jouer dans la solution des problèmes contemporains. Ainsi Victor Considérant, dans *Les Bases de la politique positive* (1841), tâcha, non sans succès, d'attirer au fouriérisme les sympathies de l'opinion générale, en présentant un programme accessible. Un certain nom-

bre de journaux voulurent bien, à partir de 1840, donner place dans leurs colonnes à l'exposé de la doctrine. En 1841, l'école commençait la réédition des œuvres de Fourier.

Un fait important qui aida à populariser la doctrine fut la transformation, en juillet 1843, de *La Phalange*, en un journal quotidien, la *Démocratie Pacifique*. Ce journal, bien rédigé, présenta dans son premier numéro un programme vivant, qui survenait à un moment opportun. Ce programme, sous le titre de *Manifeste politique et social de la Démocratie Pacifique*, grandit la réputation de l'Ecole parmi les bourgeois libéraux. Son influence s'accrut; Benoît Malon, dans son *Histoire du Socialisme*, remarque que la *Démocratie pacifique* fut un des plus importants journaux socialistes qui aient jamais existé. Son importance était telle que l'école fouriériste représentait le socialisme aux yeux du public de cette époque en opposition au communisme (1). Deux ans après l'apparition de la *Démocratie Pacifique*, l'école put publier une revue mensuelle, *La Phalange*, qui vécut jusqu'en 1849 et qui était presque exclusivement consacrée aux questions de pure doctrine. L'intérêt croissant qu'apportaient les ouvriers à la doctrine apparaissait dans le succès de la vente des *Almanachs phalanstériens*. Ces publications, qui parurent annuellement de 1845 à 1852, contenaient une instruction doctrinale et pratique. Neuf mille exemplaires du premier almanach furent vendus en quinze jours; on en

(1) G. Weill, *Histoire du parti républicain en France*, p. 193.

vendit vingt mille en tout. Les numéros suivants se vendirent également en grandes quantités.

A la fin de juin 1846, des librairies sociétaires existaient dans une quarantaine de villes françaises et étrangères et la vente des livres fouriéristes s'accrut constamment. Il a été calculé qu'on ne publia pas moins de 400 livres se proposant d'exposer le fouriérisme (1). Certains de ces livres furent largement disséminés; par exemple, jusqu'en décembre 1846, 2.351 exemplaires de l'*Organisation du Travail*, de Briancourt (1845), sont vendus; 2.131 exemplaires de la *Petite Exposition du système phalanstérien*, de Considérant; 556 du *Manifeste de l'Ecole Sociétaire*; et plus de 7.000 exemplaires de la *Solidarité*, d'Hippolyte Renaud (qui atteignit la 7^e édition en 1898 (2)).

Le pape Grégoire XVI avait mis le *Nouveau Monde*, de Fourier, et la *Destinée Sociale*, de Considérant, à l'Index. Mais cette interdiction manqua son but, car elle accrut la curiosité qu'on avait de connaître la doctrine; tous les milieux de la bourgeoisie connurent ses théories et se rendirent compte du succès croissant de l'école (3). Comme disait François Vidal en 1846 : « Parmi les gens qui s'occupent sérieusement d'économie sociale, il n'est personne qui n'ait lu les ouvrages de Fourier ou de ses disciples » (4).

(1) Chiffre indiqué par M. Jacqmin dans un discours prononcé à l'inauguration de la statue de Fourier, cité par *La Rénovation*, juillet, 1899.

(2) V. H. Bourgin, *Fourier*, p. 495-496.

(3) Warschauer, *Fourier und seine Schule*, p. 78.

(4) *Répartition de la richesse*, p. 319.

On ne doit pas oublier le fait que le fouriérisme se montre dans les œuvres spécialement littéraires, surtout avant 1848. Dans plusieurs numéros de *La Phalange*, entre 1845 et 1847, Lecomte de Lisle publia des poèmes socialistes. Cantagrel composa un roman fouriériste, *Le Fou du Palais-Royal*. Les romans sociaux de George Sand et d'Eugène Sue, surtout ceux de ce dernier, qui parurent en feuilleton dans *Le Constitutionnel*, dans *Le Journal des Débats* et dans *Le Siècle*, contribuaient à répandre les idées sociétaires (1). Eugène Sue a aussi fait éditer par la *Démocratie Pacifique*, son *Berger de Kravan ou Entretiens socialistes et démocratiques*, ouvrage dans lequel se montre l'intérêt qu'il apportait au socialisme phalanstérien. Béranger composa une ode à l'honneur de Fourier. A une époque plus récente, on peut citer l'exemple de Zola, grand admirateur de Fourier; son *Travail* est fortement imprégné du fouriérisme.

Les événements de février aidèrent d'abord à la popularité du fouriérisme. Les phalanstériens s'étaient faits remarquer en attaquant vigoureusement le régime. Considérant, Hennequin, Cantagrel furent élus membres de l'Assemblée Constituante. En avril 1849, dans un grand discours à l'Assemblée, Considérant exposa la doctrine phalanstérienne « en demandant à l'Assemblée de mettre à la disposition de son école les ressources nécessaires pour une expérience de réalisation » (2). Mais les jours de juin détournèrent les masses des remèdes utopiques.

(1) V. Malon, *Hist. du Socialisme*, II, 295 ; V. aussi H. Bourgin, *Fourier*, p. 503.

(2) H. Bourgin, *Fourier* p. 498.

D'ailleurs la théorie n'avait pas pénétré profondément les classes ouvrières. Son conservatisme économique et l'obstination des fouriéristes à constituer des phalanstères ne s'accordaient pas avec les aspirations populaires. En général la doctrine fouriériste ne fut jamais aussi populaire en France qu'en Amérique, où l'on comptait, vers 1848, 200.000 fouriéristes (1) et où, suivant l'expression quelque peu exagérée, sans doute, du socialiste allemand Charles Grün, « après Napoléon, l'homme le plus populaire était Fourier » (2). Mais les essais phalanstériens qui naquirent en Amérique ne tardèrent pas à s'écrouler et leur chute dissipa cette sympathie éphémère.

En France, plusieurs essais, qui échouèrent tous, furent tentés pour réaliser une communauté modèle. Un large groupe de l'Ecole s'entêta à vouloir créer des essais de phalanstère. Cette dispersion d'énergie empêcha l'Ecole d'exercer l'influence maxima dont elle était capable et contribua à sa décomposition graduelle, comme école, après 1852. Considérant, chef de l'Ecole, exilé en 1849, se consacra tout entier, après cette date, à établir une communauté au Texas. Cet essai ayant échoué lamentablement, découragea ses espoirs et ceux de la plupart des fouriéristes. Contre les difficultés, que leur suscita le gouvernement, contre les désillusions des masses et l'influence dissolvante de Proudhon, ils furent sans force et sans désir de combat.

A diverses reprises, après la disparition de la *Démocra-*

(1) Chiffre indiqué par M. L. Swift dans son livre, *Brook Farm*, New-York, 1900.

(2) Citée par Benoit Malon, *Hist. du socialisme*, 1883, II, 70.

tie Pacifique en novembre 1851, jusqu'à aujourd'hui, on a essayé de renouer la tradition fouriériste au moyen de sociétés constituées et de revues. Ces tentatives ont peu réussi. Jules Duval, ancien rédacteur à *La Phalange*, fonda, en 1861, *L'Economiste français*, qui paraissait tous les quinze jours; les quelques phlanstériens qui y collaborèrent se firent les théoriciens de la coopération en général. Après le vote de la loi de 1868, qui permettait les réunions publiques, de grandes réunions socialistes furent tenues au Vauxhall, où, parmi autres conférenciers, Cantagrel parla sur le fouriérisme. Mais Langlois intéressa davantage les auditeurs-ouvriers par ses conférences inspirées du proudhonisme (1). *L'Economiste français* fut suivi, en 1868, par la *Science Sociale*, revue trimensuelle qui exposait un vague programme d'association et de réformes. Le programme du *Bulletin* (plus tard la *Revue*) du *Mouvement social* de Charles Limousin, qui parut de 1877 à 1887, n'était pas plus précis. Le dernier organe des phlanstériens fut la *Rénovation*, qui, fondé en 1888, put durer jusqu'en 1923, grâce à la générosité d'une donatrice, Mme Griess-Traut. Ce journal, assez terne et sans vigueur, resta sans influence. Il est remarquable seulement par la fidélité qu'il montra aux dogmes fouriéristes formulés un siècle auparavant. Cet exemple de fidélité obstinée à une doctrine est bien fouriériste.

Par leur activité dans la vie publique, dans l'éducation, dans la coopération et dans d'autres manifestations

(1) G. Weill, *Histoire du parti républicain en France*, p. 497.

du mouvement social, par les applications pratiques qu'ils ont faites des idées du vieux Fourier, des disciples comme Leclaire, Godin, Mme Pape-Carpentier, Jean Macé, Bonnard, Rampal, Moigneu et bien d'autres ont beaucoup contribué à les répandre. Les détails de cette activité seront décrits dans les chapitres suivants.

En somme, le fouriérisme a pu entrer dans les institutions contemporaines, ainsi que dans le monde des idées. On pourra, dans les chapitres qui suivent, mesurer combien est considérable cette infiltration.

Dans les chapitres qu'on va lire, notre manière de présenter les idées a été la suivante : en premier lieu, nous avons exposé les idées de Fourier, puis celles de ses disciples ; en second lieu, nous les avons confrontées avec les théories des divers penseurs qui ont participé au mouvement social du XIX^e siècle.

CHAPITRE PREMIER

SOCIALISME

Quelle part Fourier et ses épigones ont-ils prise à l'évolution du socialisme en France ? Comme nous allons le voir, cette part a été large. Si la France est, comme le veut Warschauer (1), le lieu de naissance du socialisme et si la Révolution marque la date de sa naissance, on peut dire, en poursuivant l'image, que Fourier a été le principal maître de son enfance. Le point de départ du fouriérisme c'est la philosophie de la Révolution dans son ensemble. « Le socialisme de coopération, dit Jaurès — et par là il veut dire le fouriérisme — lève du même sillon révolutionnaire que le socialisme communiste » (2).

La doctrine de Fourier se laisse apercevoir dans ses premiers écrits, qui datent de l'année 1803. L'article qu'il publia dans un journal de Lyon et qui est intitulé « l'Harmonie Universelle » (3), et la lettre de Fourier au Grand Juge (4) contiennent l'essence de sa théorie associa-

(1) Warschauer, O., *op. cit.*, 1^{re} Abteilung, *Saint-Simon*, Einleitung.

(2) *Histoire Socialiste*, 1789-1900, sous la direction de Jean Jaurès, t. III, *La Convention*, p. 328.

(3) V. Fourier, *Manuscrits*, I, p. 52-53.

(4) V. Pellarin, C., *Lettre de Fourier au Grand Juge*. On n'a pas soupçonné l'existence de cette lettre jusqu'en 1874, quand elle fut découverte aux Archives Nationales.

tioniste. Notons en passant, que dans la même année parut également le premier écrit de Saint-Simon, *Lettres d'un habitant de Genève*, qui, lui aussi, contient en germe presque toutes les idées maîtresses de l'auteur (1).

Ces écrits de Lyon renferment d'abord la critique du chaos social de la civilisation présente, qui ne produit que l'indigence. Et cette indigence est « le principal germe des désordres sociaux ». Comment extirper la pauvreté ? C'est le seul problème de la « science sociale » (2). « Il fallait, écrit Fourier au Grand Juge, inventer un ordre industriel plus productif que le nôtre. Telle sera l'harmonie universelle », dont l'heure va venir prochainement dans l'évolution naturelle prévue par Dieu. Les humains sont dirigés par des mobiles qui, utilisés comme il faut, vont conduire le genre humain à « l'opulence », à « la paix perpétuelle », à « la liberté des femmes » et à « l'unité du globe ». Malgré cette unité administrative, il n'existera dans « l'harmonie » aucune égalité économique des individus.

Il y a un point essentiel de la doctrine de Fourier qui manque dans ces premières ébauches. Il l'indique seulement, mais il ne veut pas, dit-il, dévoiler encore le secret. C'est l'utilisation des « attractions » par la voie de l'association. Cette idée n'est développée que dans son premier livre, publié en 1808 : *La Théorie des Quatre Mouvements*. Les travaux postérieurs de Fourier — *l'Association domestique agricole* (1822), *Le Nouveau Monde industriel* (1829-

(1) G. Weill, *Saint-Simon*, 1894, p. 38.

(2) Pellissin, *Lettre de Fourier au Grand Juge*, p. 19.

30). *La Fausse Industrie* (1835-36) — donnent une forme définitive à son système; ils ajoutent, en particulier, des précisions sur le « garantisme », c'est-à-dire, l'époque de transition vers la société nouvelle.

Ainsi complétée, la doctrine socialiste de Fourier peut être résumée en quelques lignes. Elle comprend d'abord une critique puissante de la civilisation contemporaine, où il ne voit qu'incohérence et parasitisme, qu'impliquent nécessairement le système de la libre concurrence et le morcellement. Ce système a pour résultat économique l'insuffisance des produits, pour résultat moral la dégradation des mœurs. « Les stagnations périodiques », jointes à la mauvaise répartition des richesses, déjà insuffisamment produites, accroissent encore l'indigence des ouvriers et rendent possible la haine des classes. Ces crises fortifient la tendance à la concentration de la production en quelques mains, la formation de la « féodalité commerciale ». C'est là une évolution naturelle et inévitable à la « caducité » ou quatrième phase de la civilisation (1). Comme le travail n'est pas assuré au peuple, sa liberté prétendue est une illusion.

Pour remédier à ces vices, il faut instituer l'association, localement, et aussi sous la forme de fédération nationale et internationale. L'association permet à toutes les tendances naturelles de l'individu — les « passions » — de prendre un plein essor. Cet essor est orienté d'une manière utile à tous et à chacun par l'intermédiaire de l'enseignement « intégral » et naturel et du mécanisme des « séries »

(1) *Unité Universelle*, II, 207.

affectées chacune à une certaine occupation et divisées en « groupes » qui se répartissent les fonctions diverses (1). Les séries et le système de séances de travail courtes et variées rendent possible le travail attrayant. La répartition des produits se fait en raison du concours des trois facteurs de production, du capital et du talent aussi bien que du travail; car Fourier ne veut pas abolir la propriété privée du capital, même acquis par héritage. « L'esprit de propriété, disait-il, est le plus fort levier qu'on connaisse pour électriser les civilisés... On devait donc... transformer tous les salariés en propriétaires co-intéressés ou associés. » (*Unité Universelle*, III, 171) (2).

Le passage au nouveau régime s'effectuera sans violence. L'aide d'un philanthrope rendra possible la « phalange » ou communauté d'essai; le succès éclatant de cette expérience provoquera des imitations. La multiplication de ces phalanges conduira naturellement à l'organisation

(1) Ainsi, les grandes séries sont le ménage, la culture, la fabrique, l'éducation etc. ; ces grandes séries se divisent à leur tour en d'autres séries : ainsi la culture comprend les séries de forêt, de champs, de potagers, etc. et chacune de ces séries se partage, encore, en groupes.

(2) La question ayant été posée de savoir si le système fouriériste qui conserve la propriété privée, pouvait être appelé « socialiste », il est intéressant de citer, à ce propos, l'opinion de Pecqueur. Dans sa *Théorie d'Economie sociale et politique*, il déclare : « Il n'est pas douteux que Fourier, lui-même, à son insu, ne favorise les tendances à la socialisation de la propriété. Si la société s'organisait en phalanstère, les milles propriétaires morcelées d'une commune ne feraient plus qu'une propriété indivise, sous la raison sociale de tous ses habitants actionnaires. Les individus ou les familles n'auraient donc plus droit à l'appropriation arbitraire du territoire. Leur titre serait échangé contre une action transférable et leur fermage transformé en un intérêt perçu par le capital, d'après une proportion avec le talent et le travail, qui ne cesserait de décroître au fur et à mesure... que la lumière de l'égalité... échaufferait les cœurs ou illuminerait les entendements. Finalement, de décroissance en décroissance, la part affectée au capital équivaldrait à zéro et ferait place à la socialisation complète du sol et des instruments mobiliers. Le système du maître va droit à l'abolition finale du droit arbitraire de propriété sur les instruments de travail en général. » (p. 879-880).

unitaire de toutes les nations, qui permettra la paix universelle. Dans l'hypothèse où les phalanges ne pourraient se constituer rapidement, Fourier propose de nombreuses mesures transitoires et des institutions qui constitueraient ce qu'il appelle, en 1808, le « garantisme » (1). Dans cette étape intermédiaire, l'intervention de l'Etat sera utile pour surveiller l'échange, pour créer et protéger des institutions nouvelles comme les « fermes d'asile ». En s'alliant aux producteurs, l'Etat constituera la « régie composée », dont le but sera de réduire le nombre des concurrents. L'Etat doit aussi prendre en ses mains les transports, les assurances et certaines formes de commerce (2).

Bien qu'il possède certains caractères collectivistes, comme on vient de le voir, le fouriérisme peut donc être appelé un socialisme sociétaire ou associationniste par opposition au socialisme collectiviste de Marx. Considérant résuma l'essentiel de ce système en disant qu'il avait pour objet l'association, pour procédé d'organisation, la série, pour force motrice, l'attraction, c'est-à-dire la spontanéité ou la liberté (3). La *Démocratie Pacifique* du 11 août 1850 le résuma en disant qu'il consistait en trois éléments principaux : 1° l'association appliquée à l'agriculture, à la fabrique, au travail domestique, à toutes les activités humaines ; 2° la distribution des travaux suivant les voca-

(1) V. *Quatre Mouvements*, p. 52, Tableau du mouvement social.

(2) V. Fourier, *Manuscrits*, III, 24-25, 225 ; *Nouveau Monde*, p. 429-431 ; *Unité Universelle*, II, p. 224 ss., 230 ; *Quatre Mouvements*, p. 397 ss. V. aussi Bourgin, *Fourier*, p. 389-394.

(3) Victor Considérant, *Le socialisme devant le Vieux Monde*, p. 55.

tions natives; 3° un ordre social basé sur l'ordre naturel permettant la libre manifestation des caractères humains.

« Fourier a eu le mérite, disait un historien du socialisme français, de nous transmettre une condamnation vraiment intégrale de l'industrialisme....., un exposé probant de la valeur de l'action collective. Tous les publicistes socialistes qui se succéderont de 1830 à 1848 lui devront une part plus ou moins développée de leurs propres œuvres » (1).

Mais, avant que la doctrine de Fourier pût atteindre le public, elle devait être exposée d'une manière mieux ordonnée et plus persuasive. C'est ce que firent, sans changer les principes directeurs de la doctrine, les successeurs de Fourier — « l'école sociétaire » ou « phalanstérienne », comme ils s'appelaient. Parmi eux, le plus représentatif et le plus influent fut Victor Considérant. Il fit pour la doctrine de Fourier ce que fit Bazard pour la doctrine de Saint-Simon et même davantage.

Auteur de plusieurs livres, membre de l'Assemblée Constituante de 48, rédacteur, conférencier, il fut celui qui contribua le plus à répandre la doctrine du maître avant 48. Pour lui, Fourier était « le père du socialisme scientifique »; mais il ne pensait pas que le socialisme fût « une doctrine déterminée ». Il voyait plutôt en lui une aspiration qui peut être et, en effet, est représentée par

(1) Paul Louis, *Les Etapes du Socialisme*, 1903, p. 80. Pour éviter toute équivoque, on pourrait substituer à l'expression « action collective » employée par M. Paul Louis, celle d'« individus librement associés, soustraits pour la plupart, à l'action de l'Etat. »

diverses doctrines. Le socialisme de Considérant est clairement exposé dans le *Manifeste de la Démocratie Pacifique* du 1^{er} août 1843 et dans le *Socialisme devant le Vieux Monde* (1849), dont la clarté et la verve rendent la lecture intéressante encore aujourd'hui.

Dans ces écrits, on voit le fouriérisme adapté au nouvel esprit de l'époque. Les revendications des classes déshéritées sont présentées avec une vigueur comparable, presque, à celle du Manifeste Communiste... « Ou l'affranchissement des prolétaires, prévient-il, ou la guerre sociale » (*Vieux Monde*, p. 3). La reconnaissance de la lutte des classes a fait, estime-t-il, des progrès considérables, depuis la mort de Fourier. Cependant, il reste encore anti-révolutionnaire comme Fourier. Il n'approuverait pas qu'on dépouillât de force les riches au profit des pauvres. « Le socialisme... est criminel, ajoute-t-il, quand il prend les armes contre le produit du suffrage universel » (*Vieux Monde*, 134). Pour lui, comme pour Fourier, l'association économique, seule, résoudra définitivement la question sociale, car le mal, dit-il, « a sa racine dans l'organisation sociale, pas dans l'organisation politique » (1). La commune doit-être la « pierre angulaire » de l'édifice social. En attendant l'association, il fait appel aux classes supérieures et leur demande, dans leur propre intérêt, mais surtout au nom du « droit chrétien de l'égalité et de l'unité humaine » d'aider à établir la République. Il serait désirable que le gouvernement s'attribuât les services nationaux comme les assurances, les chemins de fer

(1) *Destinée Sociale*, 4^e éd., 1851, p. 139.

et les établissements de crédit. Considérant est réformiste, comme Fourier l'était surtout après 1819 (1). Il raille Louis Blanc pour avoir cru « le moment venu de refaire... la société de toutes pièces », car, dit-il, « on ne refera, jamais une société avec les décrets... On ne décrète pas les faits intimes, l'organisation moléculaire... qui détermine l'état d'une société » (*Vieux-Monde*, 89). Il est même plus violent que Fourier contre le communisme, dont les principes d'égalité absolue sont oppressifs et font violence à la nature humaine. « Le paysan, dit Considérant, comme les marxistes ont dû le reconnaître plus tard, est généralement invulnérable au communisme ».

Il se distingue donc de Fourier principalement par le caractère plus prolétarien de sa critique du capitalisme et par sa tendance à avoir plus largement recours, s'il le fallait, à l'activité de l'Etat. La *Démocratie Pacifique* en vint même jusqu'à dire que « le socialisme d'Etat n'est que la première ébauche du socialisme scientifique (i. e. le fouriérisme). C'est le socialisme d'Etat que nous (les fouriéristes) nommons particulièrement garantisme ou organisation des garanties sociales » (Vol. XIV, 1851, p. 204 s.). Le fouriérisme de 48 suivait la même direction que devait prendre le socialisme en France pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Pour étudier les rapports entre le fouriérisme et les autres doctrines du dix-neuvième siècle, on commence na-

(1) V. *Unité Universelle*, IV, 597. « Je n'ai fait qu'en 1814 et 1817 les deux principales découvertes sur le mode composé, et qu'en 1819 l'invention du simple ».

turellement par Saint-Simon et ses disciples. En dépit des analogies frappantes qu'on peut relever entre les deux doctrines, le fouriérisme ne doit rien au saint-simonisme. Au contraire cette dernière doctrine n'a pas été sans faire quelques emprunts à la pensée de Fourier, particulièrement dans le domaine moral (1).

Ni Saint-Simon, ni Bazard, il est vrai, n'avaient lu Fourier. Mais Enfantin, qui partagea pendant quelques années la direction de l'Ecole et en devint plus tard le chef unique, paraît avoir subi l'influence du libéralisme de Fourier, qui veut affranchir l'individu de toute contrainte. Ce libéralisme, appliqué par Enfantin aux rapports des sexes, introduisit dans l'école saint-simonienne des germes de discorde et fut, en dernière analyse, la cause de la dispersion de l'Ecole.

La partie économique de la doctrine saint-simonienne était déjà formulée quand Enfantin connut l'œuvre de Fourier vers 1829. Il s'en fit une haute opinion (2). « Vous y trouverez (chez Fourier), disait-il dans un de ces enseignements de la rue Monsigny, de grandes choses : par exemple sa critique du monde actuel sous le rapport économique, son analyse du temps perdu par suite de la concurrence et sa mordante satire contre la morale chrétienne ». (3). Après 1830, la notion du travail attrayant

(1) V. H. Louvancour, *De Saint-Simon à Fourier*, (thèse, Droit, Paris), 1913, chapitre IV.

(2) Lorenz von Stein rapporte que « Victor Considérant lui disait qu'Enfantin avait dans sa bibliothèque le premier ouvrage de Fourier, *la Théorie des quatre Mouvements* et qu'Abel Transon l'avait retrouvé plus tard parmi ses livres, beaucoup usagé ». *Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich*, 1850, II, p. 206.

(3) *Œuvres d'Enfantin*, vol. 3. p. 75.

apparaît dans la doctrine saint-simonienne, empruntée sans doute à Fourier (1). On revendique pour Fourier et pour Saint-Simon à la fois, la paternité de l'idée des armées industrielles qui, comme celle du travail attrayant, a passé au socialisme contemporain. Fourier accusa les saint-simoniens de plagiat. Quoique Fourier eût lancé l'idée dès 1808 et lui eût donné de grandes précisions, Saint-Simon avait déjà également fait la même suggestion. Chez celui-ci, cependant, l'idée n'était qu'à l'état d'ébauche. « On ne peut pas, dit Louvancour, ne pas être frappé des analogies... entre les conceptions des Saint-Simoniens sur les armées industrielles et celles de Fourier; ...sur ce point, ...l'influence de Fourier ne fait aucun doute » (2).

Il y a d'autres analogies entre les deux doctrines : la même critique de la libre concurrence, la même formule de la coopération des classes et de l'association universelle. Comme Fourier, Saint-Simon fait de la réforme des institutions économiques « la condition de la réforme sociale, qu'il complète et achève », comme Fourier, par la réforme morale (3). Tous deux se préoccupent d'améliorer la condition morale et matérielle des pauvres. Tous deux prévoient que l'âge d'or est en avant. Croyant que la société est un organisme qu'on peut étudier, tous deux cherchent à constituer une « science sociale ».

Mais, sous ces ressemblances, on trouve des différences fondamentales. Comme le remarque Warschauer, le com-

(1) Louvancour, *op. cit.*, p. 152.

(2) *Ibid.* p. 153-154.

(3) Bourgin, *Fourier*, p. 55.

merce et la science (Handel und Wissenschaft), qui sont l'origine des maux de la société dans le système de Fourier, sont au contraire pour Saint-Simon ce qui la sauvera (1). Saint-Simon s'inspire des Encyclopédistes, Fourier de Rousseau (2). L'idée d'association de Saint-Simon est imprécise; celle des saint-simoniens n'est pas beaucoup plus nette. Nous demandons, disent Bazard et Enfantin dans un écrit de 1830, que « tous les instruments de travail, les terres et les capitaux... soient exploités par association et hiérarchiquement... » (3). C'est cela que M. Gide qualifie de « socialisation », plutôt que d'association universelle. Cette association se distingue nettement, on le voit, de la conception concrète du phalanstère, dont les rouages, même insignifiants, sont décrits avec soin. Le principe saint-simonien de la réglementation hiérarchique de la subordination de la liberté à la production est très loin de l'individualisme extrême du phalanstère, bien que Fourier, aussi, admette la hiérarchie. « L'inégalité, dit-il, ne déplaît point à l'homme; au contraire chacun se complaît dans l'ordre hiérarchique » (4).

La doctrine saint-simonienne doit, donc, assez peu au fouriérisme. Cependant un grand nombre des saint-simoniens ont personnellement subi son action. Le schisme entre Bazard et Enfantin et la chute de l'Ecole en 1832 contribuèrent à fournir de nombreuses recrues au fouriérisme au moment même où celui-ci commençait à être

(1) *Fourier und seine Schule*, p. 125.

(2) G. Weill, *Saint-Simon*, p. 221.

(3) Cité par Reybaud, *Etudes sur les Réformateurs*, I, p. 119.

(4) *Manuscrits*, III, 290 (année 1806); l'idée identique est exprimée dans la *Lettre au Grand Juge* (de 1803), p. 19.

mieux connu. Parmi les écrivains de talent qui quittèrent les rangs du saint-simonisme pour répandre les doctrines de Fourier, il convient de distinguer Jules Lechevalier et Abel Transon; on peut encore citer ici Hippolyte Renaud, Pellarin (le biographe de Fourier), Paget, Eugénie Ni-boyet. Ces adhérents et leurs émules jouèrent un rôle important dans la dissémination du fouriérisme, qui devait, dès 1840, atteindre de larges proportions.

En fait, entre 1833 et 1851, il y avait en France un déluge de livres, de revues, de journaux, d'almanachs et de conférences sur le fouriérisme qui, sans porter les adhésions formelles à un total de plus de trois mille, répandit ses idées dans tous les milieux sociaux, comme le constate L. von Stein dans son *Socialismus und Communismus* (1842, p. 323-328).

Stein note cependant que la bourgeoisie repousse le fouriérisme qu'elle accuse d'être proche parent du communisme. Les organes catholiques aussi s'y opposent, sans peut-être échapper tout à fait à son influence. L. Veuillot reproche à Lacordaire d'entretenir de bonnes relations avec les phalanstériens de la *Démocratie Pacifique* (1). Ozanam ne reproduit-il pas la phraséologie fouriériste, quand il recommande, dès avant 1840, le droit au minimum pour les ouvriers et leur participation à la propriété des industries par le moyen des actions de travail ? (1). L'effet de ces efforts de propagande fut naturellement grand sur les écoles socialistes. Prenons un à un

(1) V. *La Rénovation*, juillet, 1913.

(2) *Ibid*, juillet, 1913.

les socialistes marquants et déterminons, si possible, dans quelle mesure ils ont subi l'action du fouriérisme.

Commençons avec Pecqueur, dont la doctrine collectiviste paraît avoir exercé une réelle influence sur les auteurs du Manifeste Communiste (1). Nommé rédacteur de résolutions à la Commission Ouvrière du Luxembourg, il rédigea avec Vidal, membre lui aussi de la Commission, tout un plan du socialisme d'Etat qui fut inséré dans le *Moniteur Officiel* (2). Ancien saint-simonien, passé au fouriérisme, il publiait des articles dans le journal *Le Halanstère*, de 1832. Deux ans plus tard, il abandonne l'école fouriériste pour propager pour son propre compte un communisme religieux et collectiviste.

Il nous dit, lui-même, dans sa *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, qu'il procède du « saint-simonisme pour la face sociale, gouvernementale et historique : ...de Fourier, pour la face matérielle de l'association et de la solidarité » (p. IV). C'est précisément par l'art de l'association et de la solidarité universelle que peut se définir, à son avis, tout ce qu'il appelle « l'économie sociale et politique » (p. I). L'objet de cette association — ou du socialisme comme on dirait plutôt aujourd'hui — est pour lui, comme pour Fourier, de fournir les moyens

(1) V. C. Adler, *le Manifeste Communiste*, Introduction historique et commentaire, Rieder. 1902.

(2) V. L. Puech. *La Tradition socialiste en France et la Société des nations*, 1921, p. 123.

du plus grand développement moral, intellectuel et physique de tous (p. 187).

Sa critique de la société est, en grande partie, fouriériste (1). D'ailleurs il le reconnaît expressément. « Personne n'ignore, dit-il, dans son *Economie Sociale*, qu'en France la critique de l'antagonisme, du morcellement des intérêts, de l'isolement des individus, des familles et des nations était faite dès 1818 (*sic*) de main de maître par Fourier ». Après avoir loué aussi la critique saint-simonienne du droit de propriété et de la constitution morale et politique de la société, il déclare : « cette critique n'a pas tout épuisé ; mais elle est complète : on n'y ajoutera guère que la méthode. Tout ce que nous écrivions à cet égard il y a trois ans (en 1839), tout ce qu'on a écrit depuis, tout ce que l'on dira dans l'avenir ne peut être, suivant nous, qu'un corollaire ou une paraphrase des principes posés par ces deux écoles. Mais la portion organique laisse une vaste carrière aux recherches et au perfectionnement et c'est ici que la déviation et la contradiction sont permises » (p. V).

Comment cette partie organique de l'œuvre de Pecqueur diffère-t-elle de celle de Fourier ? Le fouriérisme ne le satisfait pas, parce qu'il aboutit à l'anarchie en combattant l'autorité ; en outre, il reproche à Fourier le rôle honorable laissé au capital et la négligence du facteur politique. Pecqueur recommande la propriété et l'administration par l'Etat de tous les instruments du travail. Il suppose que le choix des métiers ne sera pas laissé à la

(1) V. Bourgin, *Fourier*, p. 480-483.

libre initiative individuelle, mais sera la fonction de l'Etat qui déterminera la rétribution du travail, fixant des salaires égaux, excepté dans le cas où il sera nécessaire d'accorder un salaire supplémentaire au talent (1). Il permet la propriété privée des objets acquis par l'épargne, mais il interdit que cette propriété reçoive un intérêt. Comme chez les saint-simoniens, l'héritage est aboli. Il est vrai que dans un ouvrage précédent, *Des Intérêts du Commerce* (1839), il avait suivi exactement la formule fouriériste de rétribution selon le capital, le travail et le talent. Mais dans l'ouvrage de 1842 (*L'Economie Sociale*), il avait dévié vers le communisme. Dans tous ces points fondamentaux, il s'est écarté de Fourier, ou plutôt, comme il le disait lui-même, il a dépassé Fourier, mais en suivant la même direction (2).

Il reste proche de lui, d'abord par l'importance attribuée à la commune qui devient, dit-il, « l'atelier social du travail », reconnu comme « la raison sociale » de la production nationale par l'autorité centrale (p. 105). Le droit au travail, les droits de la femme, le droit à l'éducation générale et l'instruction professionnelle sont probablement repris de Fourier (3). Il veut le travail attrayant mais il ne croit pas que les courtes séances facultatives de Fourier soient pratiques (p. 106). Certaines de ses prévisions répètent celles de Fourier. Il voudrait voir installé le phalanstère, mais sans « les bayadères » et les autres détails du monde moral qu'a voulu Fourier (p. 750). Il compte

(1) Pecqueur, *Théorie d'Economie sociale*, p. 604, 637, 662.

(2) V. ci-dessus, p. 20.

(3) Bourgin, *Fourier*, p. 563, 564, 570.

comme Fourier que l'organisation économique internationale rendra possible la distribution des cultures suivant les avantages naturels de chaque région; et il décrit très complètement, et avec une abondance de détails qui fait défaut dans Fourier et dans Saint-Simon, les institutions qui assureront la paix.

En somme, Pecqueur doit certainement beaucoup à Fourier. Et cela mérite de retenir notre attention parce que Pecqueur a contribué pour une large part à la constitution du communisme populaire après 1840 et parce que, comme dit Bourgin, « par Pecqueur et par d'autres sources, fouriéristes ou non-fouriéristes, le fouriérisme a exercé une influence certaine sur les auteurs du Manifeste Communiste » (1)

Un autre socialiste important, d'avant 1848, qui, comme Pecqueur, appartient pendant quelque temps aux rangs fouriéristes, ne fut pas également sans influence sur Marx et Engels, ainsi que sur les socialistes et communistes contemporains. Ce fut François Vidal, auteur de deux livres importants, *De la répartition des richesses ou de la Justice distributive en économie sociale* (1846) et de *Vivre en travaillant; projets, voies et moyens de réformes sociales* (1848).

Nous dirons de la critique que fait Vidal du capitalisme, ce que nous avons déjà dit de celle de Pecqueur, qu'elle est, en très grande partie, empruntée au fouriérisme; nous aurons, d'ailleurs, à faire à peu près la même

(1) Bourgin, *Fourier*, p. 572, 575.

constatation en ce qui concerne la critique dressée par les autres socialistes français. Tout récemment, on a écrit que « toute la littérature socialiste qui a suivi n'a guère ajouté d'essentiel au tableau magistral, donné par Fourier, des vices de la civilisation » (1).

Le point de vue de Vidal et sa solution du problème social ressemblent à ceux de Pecqueur; sa méthode, pourtant, est plus analytique et son programme moins utopique. Comme il le dit lui-même, il préfère aux solutions communistes, celle que propose Fourier du problème de la répartition des richesses parce qu'elle lui semble viable et la plus utile comme moyen de transition vers un système de répartition plus en accord avec l'équité; et, à la fin de son volume, c'est en effet le plan fouriériste de rétribution du capital et du travail qu'il fait sien, se contentant de modifier les proportions premières (2).

Il démontre, comme l'avait déjà fait Pecqueur, que l'association de Fourier mènera logiquement au communisme; c'est ce qui est une vertu à ses yeux, comme aussi à ceux de Pecqueur. Il est conduit à cette conclusion par le raisonnement suivant : Comme on votera tôt ou tard par tête dans la phalange, il pourrait bien arriver un jour que « l'on assignât au capital un intérêt fixe... que l'on affectât à l'extinction des dettes tout le revenu disponible et que l'on socialisât ainsi définitivement et la propriété et les titres de la propriété ». Du reste, ajoute-t-il,

(1) Tougan-Baranowsky, *L'évolution historique du socialisme moderne*, 1913, p. 104.

(2) Vidal, *De la répartition*, p. 482.

« si Fourier... n'a pas proscrit le capital en principe et d'une manière explicite, il lui a ravi les moyens d'exercer directement sur le travail une pression écrasante... Le capitaliste ne dispose pas des instruments de production, il ne dispose que de ses revenus... ce qui est toute autre chose ! Le minimum garanti à tout sociétaire est prélevé sur le produit général, avant toute répartition » (1).

Un bon nombre de conceptions fouriéristes se trouvent chez Vidal; tout calculé, sa dette envers Fourier, si elle est moins importante que celle de Pecqueur, est tout de même considérable (2).

Si l'on considère les différences de point de départ entre deux théories comme le communisme, qui proclame : à chacun selon ses besoins, et le fouriérisme, qui dit : à chacun selon son capital, son travail et son talent, on ne doit pas s'étonner de trouver que les communistes d'avant 48 rejettent délibérément une grande part de ce qui est l'essentiel à la solution fouriériste. Ainsi Buchez et Pierre Leroux marquent clairement leur opposition à la doctrine de Fourier, qui, à leurs yeux, n'est qu'une « forme nouvelle de l'exploitation du travailleur par le capitaliste ».

Mais, d'abord, on ne peut écarter en toute certitude l'influence des travaux préparatoires de Fourier sur toute école d'avant 48, qui prend pour devise « l'association », même si, comme c'est le cas chez Buchez, elle avait eu des rapports avec le saint-simonisme et que leur « association » prenne la forme exclusivement ouvrière, dont le

(1) Vidal, *De la répartition*, p. 330-331. V. aussi, ci-dessus, p. 20 n.

(2) Bourgin, *Fourier*, p. 573.

capitaliste est exclu. Comme le dit Vidal, la communauté de tous ces théoriciens, tout comme le phalanstère, c'est la démocratie organisée. Tout citoyen participe à la nomination des chefs et à la gestion des intérêts sociaux, exactement comme dans Fourier (*De la répartition*, 382).

En outre, Buchez et les autres communistes ont sans doute accepté la partie critique et certaines suggestions positives de Fourier (1). Ils répètent, avec Fourier, que la liberté n'est pas réelle si elle n'est fondée sur l'indépendance économique. Tous veulent réaliser le « travail attrayant ». L'agriculture, en Icarie, comme dans la phalange, est la base de toute économie. Dézamy, dans son *Code de la Communauté* (1842), adopte de nombreuses suggestions typiques de Fourier : les armées industrielles, les entrepôts commerciaux, les banques populaires et d'autres qui se rapportent plus ou moins à la tradition fouriériste et à la propagande contemporaine de l'école fouriériste.

De toutes les doctrines d'avant 48 qui émanent en partie de la pensée de Fourier, celle qui a été, peut-être, la plus répandue dans la foule, c'est celle de Louis Blanc. Son livre *l'Organisation du travail*, constitue une vulgarisation des idées socialistes contemporaines. Le système de Louis Blanc, disait Considérant dans son *Socialisme*

(1) Buchez doit-être compris parmi les communistes, à cause de son égalitarisme et de sa notion de la nationalisation des terres. Il dit, par exemple dans son *Traité de politique* (p. 331), que « la terre est un domaine qui ne peut appartenir, en principe, qu'à la société » (cité par Isambert, *Les Idées socialistes en France*, 1905, p. 244). M. H. Bourgin appelle Buchez un communiste religieux (*Les Systèmes Socialistes*, 1923, p. 100).

devant le vieux monde, « est celui de Buchez avec l'intervention de l'Etat » (p. 87). Quand il insiste sur l'intervention de l'Etat il puise probablement à d'autres sources que Fourier. Au nom de la liberté, il demande la réhabilitation du principe d'autorité (9^e éd., p. 18). L'idée de répartition selon les besoins, ou de l'égalité des salaires dans l'étape transitoire, n'est pas de Fourier (p. 12).

Mais lui, non plus que les autres, n'a pas échappé à l'ambiance fouriériste. Dans le réquisitoire contre la société, il semble, dit un historien socialiste, qu'« à chaque pas, Fourier vienne à son secours » (1). Reproduisant Fourier, il dit que « la concurrence est pour le peuple un système d'extermination...., pour la bourgeoisie une cause... d'appauvrissement et de ruine » (p. 24). Si son « atelier industriel » suit le modèle de l'association ouvrière de Buchez, son atelier agricole n'est autre que le phalanstère, comprenant même la consommation en commun (p. 113).

Les avantages de la grande culture que les ateliers agricoles vont instituer et les défauts du morcellement qui seront ainsi écartés, Fourier les a déjà énumérés. Comme dit Considérant, Louis Blanc « ne craint pas de tirer parti des procédés d'organisation de Fourier, comme de ses banques montaires, de ses diverses institutions garantistes », et en général, peut-on dire, de l'idée de la commune sociétaire. Il se distingue des communistes et de la plupart des collectivistes et se rapproche de Fourier par la grande place qu'il fait à la propriété privée; il permettrait aux entreprises privées de faire concurrence aux

(1) Paul Louis, *Pecqueur, Louis Blanc, Vidal, Cabet*, broch., 1922, p. 22.

ateliers sociaux (p. 76). Le but général de son organisation du travail, c'est la conversion des salariés en associés, avec laquelle adviendra le travail attrayant — expression fouriériste qui avait fait fortune. L'objet immédiat, c'est de garantir le droit au travail; cette formule deviendra le cri de guerre des révolutionnaires de 48.

Pendant les quelques années qui précédèrent la révolution de février, les socialistes et les publicistes de toutes sortes invoquaient le droit au travail. Beaucoup d'entre eux subissaient ici, plus ou moins, l'influence de Fourier. En effet, Fourier fut le premier à formuler scientifiquement cette revendication et ce sont ses disciples qui ont, peut-être, le plus fait pour la rendre populaire. La priorité de Fourier sur ce point est signalée par Menger dans sa monographie sur le *Produit intégral du travail* et aussi par Mutafoff dans son *Zur Geschichte des Rechts auf Arbeit mit besonderer Rücksicht auf Charles Fourier*. Ce dernier est certain que les écrivains d'avant 48 doivent au fouriérisme leur préoccupation constante : l'idée du droit au travail.

Proudhon examina d'un point de vue critique la doctrine du droit au travail. Il en dénonça les faiblesses comme devise; contre Considérant, qui en bon fouriériste, se faisait le défenseur de la propriété privée, il démontra que cette doctrine impliquait la destruction de la propriété privée. Le droit au travail, disait-il, doit être équilibré par le devoir du travail, il implique le droit pour chacun de travailler à sa propre profession, ce qui entraîne le droit aux outils, aux matériaux, au produit et

aux moyens d'échanger le produit. Et il arrive ainsi à sa propre solution, le crédit gratuit (1).

Sur ce sujet, donc, comme sur d'autres, le fouriérisme lui servit de point de départ; et le point de vue général des fouriéristes qui excita son mépris, lui servit à clarifier sa propre doctrine. En effet, c'est contre le fouriérisme, surtout que Proudhon dirigea ses attaques, parce que, comme dit M. Rist, « l'école de Fourier était à ce moment (1848) la seule école socialiste qui eût une certaine influence, grâce surtout à l'active propagande de Victor Considérant » (2). En particulier, il dirigea ses sarcasmes contre le caractère utopique d'une doctrine qui avait l'ambition d'achever l'harmonie dans la société et la fusion des classes en laissant subsister l'intérêt du capital, l'inégalité économique et l'immoralité. Il railla l'idée de « travail attrayant ». « Le travail, disait-il dans les *Contradictions*, porte en soi son attrait...; il n'a besoin de variété, ni de courtes séances... ni de rivalités, mais seulement de liberté et d'intelligence » (II, 298).

Mais il reconnaît lui-même qu'il a trouvé des idées chez Fourier. Au fond, il avait une grande admiration pour Fourier. « Nous admirons, dit-il, les grandes personifications de la réflexion et de la spontanéité : Platon, Aristote, Spinoza, Kant, Fourier » (3). Il lui devait probablement plus qu'il n'en avait conscience.

C'est Fourier qui lui a donné l'idée qu'il existait une « science sociale ». Dans son *Avertissement aux proprié-*

(1) Mutatoff, C., *Zur Geschichte des rechts auf Arbeit mit besonderer Rücksicht auf Charles Fourier*, p. 65-71.

(2) Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, 5^e éd., 1926, p. 346 n.

(3) *Création de l'Ordre*, 2^e éd., 1849, p. 225.

taires, il déclare que « ce qui fera vivre le nom (de Fourier) et lui assure parmi les philosophes et socialistes une place à lui seul, c'est cette affirmation aussi neuve que hardie que l'organisme doit être l'objet d'une science exacte et positive, affirmation qui, à elle seule, était une révolution » (2^e éd., p. 59). Quel est l'objet de cette science suivant Proudhon ? C'est « de retrouver dans les faits leurs séries et leurs lois. Travail, produits, valeurs, échanges, capital, tels sont les termes d'une série par laquelle peut être représenté un système de faits économiques. D'autres systèmes seront représentés par d'autres séries. L'élaboration des divers systèmes... doit aboutir à la création de l'ordre » (1). Mais c'est Fourier qui est, pour Proudhon, « le révélateur de la loi sérielle ». Fourier, dit-il, « s'élance d'un bond, sans analyse et par intuition pure, à la loi suprême de l'univers » (2). Après avoir méprisé l'emploi que faisait Fourier de la série, une nouvelle étude modifia son opinion et lui fit concevoir « que la série industrielle de Fourier puisse devenir la forme idéale de la société » (3). « Les catégories fouriéristes, a dit M. Bouglé, restent à ses réflexions et à ses recherches ce que sont aux réflexions de Marx, les catégories de Hegel » (4).

Comme les autres socialistes, il continue la tradition fouriériste, quand il attaque la féodalité industrielle qui consacre par la monopolisation des services publics « la parcellarité » du travail, et par l'inégalité de l'impôt, le

(1) Bourgin, *Les Systèmes Socialistes*, p. 131-132.

(2) *Création de l'Ordre*, 2^e éd., p. 138.

(3) *Ibid.*, p. 335.

(4) O. Bouglé, *La sociologie de Proudhon*, 1911, p. 96.

servage économique ou salariat (1). Pour combattre ces vices, il préconise la libre association économique avec la commune comme unité, l'association, dit-il, qui « doit embrasser la société toute entière, et réserver néanmoins tous les droits de la liberté individuelle et corporative » et que « Fourier, artiste mystique et prophète, nommé Harmonie ». Pour éviter toute ambiguïté, il substitue le mot « mutualité » au mot « association », dont la signification vague se prête, dit-il, à diverses interprétations (2). L'application concrète de ce principe de mutualité c'est sa « fédération agricole-industrielle ».

Il n'y a que très peu de différence entre les caractères économiques de « l'association » de Fourier et cette fédération qui doit assurer : « l'organisation... en d'autres mains que celles de l'Etat, de tous les services publics » ; le fonctionnement de « la mutualité de crédit et de l'assurance..., la péréquation de l'impôt..., la garantie du travail et de l'instruction..., une combinaison des travaux qui permette à chaque travailleur de devenir de simple manouvrier, industriel et artiste, et de salarié, maître » (3). Fourier a voulu plutôt faire du salarié un associé. C'est là une différence, mais il ne pouvait pas échapper à Proudhon, qu'en fait, dans l'organisation économique de son temps, il n'était pas possible que chaque travailleur devînt un entrepreneur à son propre compte.

Et si on associe, de droit, le nom de Proudhon avec l'idée du fédéralisme politico-économique, on ne doit pas

(1) *Du principe fédératif*, 1863, p. 111.

(2) *De la capacité politique*, éd. Rivière, 1924, p. 193-194.

(3) *Du principe fédératif*, 1863, p. 111-112.

oublier que l'association universelle de Fourier est, dans ses lignes générales, tout à fait semblable. Un récent écrivain, en classant les divers systèmes socialistes, désigne le fouriérisme comme l'exemple éminent du « socialisme fédératif » (1). Chez Fourier, comme chez Proudhon, le lien entre les groupements fédérés est « assez lâche et toujours souple » (2). Les membres de l'administration centrale de l'association de Fourier sont élus par les phalanges individuelles et ne possèdent que des pouvoirs consultatifs. Chez Proudhon, l'organisation de crédit permettra l'échange plus ou moins direct et gratuit. Le numéraire sera supprimé, les parties contractantes échangeront marchandises ou services contre un « papier social ». Ce papier c'est « la lettre de change généralisée » (3).

Les « comptoirs communaux » de Fourier devaient remplir des fonctions analogues à celles des banques de Proudhon, émettant aussi comme elles des lettres de change. Mais il est évident que Fourier ne se proposait pas d'abolir l'intérêt. Ce n'est pas ici l'endroit de présenter dans leurs détails les systèmes du crédit des deux écrivains. Il suffit de dire, avec M. Bourgin, que « la théorie directe et gratuite de Proudhon reproduit... en la perfectionnant, la théorie fouriériste de l'échange » (p. 574). M. Georges Renard souligne, du reste, que Proudhon a emprunté à Coignet et à Lechevalier beaucoup de détails se rapportant au fonctionnement de sa Banque; c'est Lechevalier qui remplaça Proudhon lorsque, malade lui-même, il ne

(1) Tougan-Baranowsky, *L'évolution historique du Socialisme*.

(2) C. Bouglé, dans *Proudhon et notre temps*, Chiron, 1920, p. 251.

(3) W. Oualid, dans *Proudhon et notre temps*, p. 139.

put venir présenter son projet aux délégués de la Commission du Luxembourg (1). Pendant quelques années avant 1848, Coignet étudia les questions de l'organisation du crédit dans des brochures et dans les colonnes de la *Démocratie Pacifique*.

Ce que cherchait Fourier dans son « garantisme » ou étape transitoire, est exactement exprimé par Proudhon quand il dit que son propre fédéralisme amène « un garantisme politico-économique qui donne ample satisfaction aux aspirations démocratiques et aux sentiments de conservation bourgeoise » (2).

Bourgin dresse une liste de ce que Proudhon doit à Fourier et à ses disciples : notion de la science sociale, critique qu'il rendait plus positive, loi sérielle, droit au travail, principe de l'association agricole et industrielle, conception de la fédération économique et administrative, éducation professionnelle, système de « garanties » (3). Pecqueur s'exprime avec une malveillance qui ne lui est pas habituelle, quand il somme Proudhon de reconnaître tout ce qu'il a emprunté à Fourier : « Restituez à Fourier, lui dit-il, toutes les grandes lumières qui vous ont guidé dans la critique de l'organisation économique et des vices de la civilisation, toutes les conceptions positives qui vous donnent l'apparence d'un organisateur, telle que la banque d'échange, sa formule du droit au travail, ses sé-

(1) V. Gaumont, *Histoire générale de la coopération en France*, 1924 2 vols., I, p. 249.

(2) *Du principe fédératif*, p. 319.

(3) Bourgin, *Fourier*, p. 574.

ries, que vous avez défigurées ou transformées jusqu'à je ne sais quoi de ridicule et d'inintelligible » (1).

Ainsi on peut conclure avec M. Bourgin que « l'influence de Fourier sur Proudhon a été grande, la plus grande peut-être de toutes celles qu'ait subies ce théoricien si jaloux de son esprit » (2). On peut rapprocher de ce jugement l'opinion de M. Bouglé, qui dit que Proudhon « en dépit des airs de tranche-montagne qu'il affecte volontiers », est au fond un génie synthétique et réconciliateur » (3); et celle de M. Maxime Leroy, qui juge que « l'essentiel de Fourier a passé en Proudhon, dont l'originalité consiste principalement dans la forme » (4).

La doctrine de Fourier et des fouriéristes, élargie par Pecqueur, Louis Blanc, Proudhon et les autres socialistes, a pu contribuer largement à former la pensée socialiste de 48, dont bien des socialistes d'aujourd'hui aiment à se réclamer. « Sans l'auteur du *Nouveau Monde* et sans Saint-Simon aussi, dit Paul Louis, ni le socialisme français, ni peut-être le socialisme allemand n'eussent pris l'expansion qui a signalé la fin de la monarchie de juillet... Fourier, surtout, par ses attaques contre le capitalisme... a frayé la voie aux communistes les plus radicaux » (5).

Les évènements de 48 ébranlèrent rudement la foi des

(1) Pecqueur, le *Salut du Peuple*, 1849-1850, p. 33, cité par Bourgin, *Fourier*, 545-546.

(2) Bourgin, *Fourier*, p. 574.

(3) C. Bouglé, *La Sociologie de Proudhon*, 1911, p. 34.

(4) Libres Entretiens, 1919, *Saint-Simonisme, Fouriérisme, Proudhonisme*.

(5) Paul Louis, *Les Etapes du Socialisme*, p. 80-81.

ouvriers dans les idéalistes qu'ils avaient suivis jusque-là. A partir de cette époque, ils montrèrent davantage d'esprit de classe, ils commencèrent à penser qu'ils devaient faire eux-mêmes leur propre émancipation.

Cet état d'esprit leur fit accueillir les idées de Proudhon : presque seul, de tous les socialistes de la période précédant 48, il luttait pour le socialisme. Son autorité sur l'opinion ouvrière se montre dans le *Manifeste des Soixante* de 1864, où des hommes comme Cohadon, ancien fouriériste, et Charles Limousin, fouriériste convaincu, se joignaient aux autres signataires pour affirmer la prédominance intellectuelle de Proudhon. La même chose se constate pour la première époque de l'Internationale. Là, aussi, Limousin s'allie à la plupart des autres représentants français pour défendre le point de vue proudhonien. La doctrine de Proudhon contenait, comme nous le savons, bien des éléments fouriéristes. Ainsi, comme le remarque Malon, les idées de Fourier « sur le groupement sériaire, sur le développement intégral, sont entrées à titre de contingent » dans le socialisme de l'Internationale (1).

Après la Commune, le Marxisme, qui avait déjà, en 1869, conquis la prédominance dans l'*Internationale*, commença à disputer le terrain à Proudhon en France. Là aussi la tradition fouriériste est aux côtés du proudhonisme des ouvriers. Tolain, proudhonien, trouve l'appui de Cantagrel, conseiller municipal et ancien collègue de Considérant, quand il veut faire envoyer à l'ex-

(1) B. Malon, *Exposé des Ecoles socialistes en France*, 1872, p. 57.

position de Vienne, de 1873, une délégation ouvrière (1). Le fouriérisme s'accommodait assez volontiers des conclusions du rapport que la délégation publia, recommandant : organisation syndicale, enseignement professionnel, coopération, crédit mutuel. Mais le marxisme progressait toujours ; le Congrès du Parti ouvrier tenu à Marseille en 1879 proclama la lutte des classes et revendiqua la socialisation des instruments de travail.

Si la victoire de 1879 marqua une transition vers de nouvelles méthodes et vers un nouveau point de vue des leaders du prolétariat, elle ne comportait pas une rupture totale avec le passé du socialisme français. On ne doit d'ailleurs pas s'en étonner, si le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels, qui devient à partir de cette époque, la bible du socialisme, conserve avec le vieux socialisme français, des liens qu'on peut aisément apercevoir. Tâchons de les discerner en regardant le manifeste de plus près. Nous sommes d'autant plus fondés à faire soigneusement cet examen, que le marxisme a joué un rôle prépondérant dans l'évolution du socialisme en France, depuis un demi-siècle.

La première section du *Manifeste* contient un tableau des vices que le capitalisme a apportés dans le monde, tableau qui est en grande partie fouriériste. Les auteurs veulent montrer la démoralisation des relations personnelles dans la famille et la dégradation des occupations honorables par l'empire de l'argent. On y trouve une

(1) Weill, G., *Histoire du Mouvement social en France, 1852-1924*, p. 192.

description de l'anarchie économique due à la libre concurrence et caractérisée par des crises fréquentes, par l'asservissement de la campagne aux villes et par l'âpre recherche des marchés, d'où naissent les guerres. Le travail a perdu tout attrait pour l'ouvrier qui est exploité comme un véritable esclave et qui, en dehors même de son atelier, est la victime de la convoitise des marchands et du parasitisme commercial. La bourgeoisie est impropre à gouverner parce qu'elle est incapable d'empêcher la concentration de la propriété en quelques mains et la prolétarianisation des masses laborieuses. Les vices multiples que le système capitaliste a fait naître, entraîneront inévitablement sa chute et le prolétariat sera l'artisan de cette destruction.

Il y a, on le voit, parallélisme entre la plus grande partie de la critique du *Manifeste communiste* et la critique fouriériste. On est d'autant plus porté à l'expliquer par l'action du fouriérisme que les auteurs du *Manifeste* étaient, sans aucun doute, familiers avec les travaux de Fourier et ceux de Considérant (1). M. Andler, dans son *Commentaire*, attribue la présence de cette partie dans le *Manifeste* principalement à l'influence de Pecqueur. Notamment c'est le cas, dit-il, du tableau de la contamination du monde entier par les méthodes du capitalisme et par la féodalité industrielle (2). Mais la critique économique de Pecqueur vient, selon sa propre affirmation, de Fourier (3).

(1) Bourgin, *Fourier*, p. 477, 499.

(2) C. Andler, *Le Manifeste Communiste*, Introd. et Commentaire, p. 87-91.

(3) V. ci-dessus, p. 30.

M. Bourgin voit ici également l'influence de Weitling, que Malon qualifie de « communiste fouriériste » (1). Les écrits de Weitling, particulièrement son ouvrage principal, les *Garantien der Harmonie*, ne laissent aucun doute sur sa parenté intellectuelle avec Fourier. Selon Bourgin, Weitling doit à Fourier l'essentiel de sa critique et la majeure partie de son système (p. 574).

Plusieurs des mesures de transition préconisées dans la deuxième section du *Manifeste*, pour être employées pendant les premières phases de la prise du pouvoir par le prolétariat, avaient été déjà proposées par Fourier pour sa société garantiste. Ainsi la septième mesure recommande « l'augmentation des manufactures nationales et des instruments de production », ce qui, juge M. Andler (p. 161), reprend le projet des ateliers nationaux « esquissé par Fourier et Schuster, enjolivé par Weitling, développé par Louis Blanc ». Puis, les terrains incultes doivent être défrichés et les terres cultivées d'après un système général, avec l'aide d'armées industrielles — tout cela n'est que la reproduction presque textuelle de Fourier. Quant aux armées industrielles, dit M. Andler, Weitling « avait fait adopter les termes fouriéristes ». On doit noter, pourtant, que Weitling et le *Manifeste*, quoiqu'ils revendiquent avec Fourier le droit au travail, le dépassent en faisant du travail une obligation pour tous, dans les armées industrielles et en dehors d'elles. La recommandation qui suit dans le *Manifeste*, concernant la combinaison du travail agricole et industriel et les autres mesures

(1) F. Lasalle, *Capital et travail*, trad. par B. Malon, voir introduction de Malon, p. 4.

tendant à faire disparaître la distinction entre ville et campagne, paraissent à M. Andler avoir été suggérées par Pecqueur; celui-ci les avait trouvées sans doute dans Fourier (1). Enfin le *Manifeste* réclame l'éducation publique et gratuite; elle devra être en rapport étroit avec la production. A propos de cette proposition, M. Andler montre que les babouvistes et Weitling avaient déjà réclamé l'éducation publique et gratuite, et que Weitling avait ajouté l'autre suggestion contenue dans le *Manifeste*, à savoir l'urgence d'une liaison entre l'éducation et la production matérielle. Mais Weitling, comme Bourgin nous le dit, « a conservé presque intégralement la théorie de l'éducation élaborée par Fourier », dans laquelle cette idée de liaison tient une place importante (2).

Ainsi des dix recommandations faites dans le *Manifeste*, quatre se retrouvent entièrement ou en partie dans le fouriérisme, d'où elle furent, plus ou moins directement, recueillies.

La deuxième section du *Manifeste* conclut en prévoyant la fin de la lutte des classes quand le prolétariat, ayant conquis le pouvoir, tous les hommes seront devenus les membres égaux d'une vaste association où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous ». La liberté, a dit Fourier, l'apôtre de « l'association », « est illusoire, si elle n'est pas générale » (3).

Dans la troisième partie du *Manifeste* où la littérature

(1) Bourgin, *Fourier*, p. 558.

(2) V. ci-dessous, chap. sur *L'Education*, p. 65-79.

(3) *Unité Univ.*, II, p. 162.

socialiste précédente et contemporaine est critiquée, Marx commence par reconnaître le grand mérite des parties négatives du socialisme « petit-bourgeois ». Suivant M. Andler, Marx pense à Pecqueur quand il loue la démonstration irréfutable faite par cette école, des effets de la concentration des capitaux et des terres, de la guerre commerciale entre les nations et de ce cosmopolitisme bourgeois, qui, en imposant à tous les peuples les formes de la production bourgeoise, travaille aussi, à son insu, à l'effacement des nationalités anciennes » (p. 175). Ces idées, Pecqueur, affirme M. Bourgin, les aurait empruntées à Fourier (p. 480-484). M. Rist affirme au contraire que Marx a puisé chez Sismondi l'idée de la concentration des fortunes entre un petit nombre de possédants (1). L'opinion de M. Tougan-Baranowsky n'est pas moins catégorique. Pour lui, il n'y a « aucun doute » que la théorie de la concentration des fortunes et de l'appauvrissement des classes ouvrières fut « empruntée par Marx aux fouriéristes qui l'ont soigneusement élaborée dans leurs revues » et par l'intermédiaire desquels elle fut bientôt partagée par tous les socialistes entre 1839 et 1848. M. Tougan-Baranowsky conclut donc que « le *Manifeste Communiste*... dans les parties précisément qui ont eu le plus d'influence n'est que la reproduction de la doctrine fouriériste... Seule l'ignorance de la vieille littérature socialiste explique que cette doctrine favorite des fouriéristes, soit devenue célèbre comme doctrine marxiste » (2). Ce qui explique la diversité d'opinion concernant les sources du

(1) Gide et Rist, *Hist. des doct.*, ec., p. 233.

(2) Tougan-Baranowsky, *Socialisme*, p. 80.

Manifeste, c'est le fait — et M. Tougan-Baranowsky le constate — qu'une foule d'écrivains, socialistes ou non, de la première moitié du XIX^e siècle signalent l'accroissement de la grande production comme un phénomène extrêmement caractéristique de la révolution industrielle. Turgot, Ricardo, Malthus avaient déjà vu dans la misère croissante comme une loi d'airain.

A propos d'un débat sur la priorité des idées de Marx et de Rodbertus, M. Menger remarque dans son *Etat Socialiste* que ce débat n'aurait jamais pu naître si tous deux n'avaient pas pris tant de soin de ne pas faire connaître au public les sources de leurs opinions. N'est-il pas probable que Marx, comme la plupart des socialistes, avant lui et après lui, avait étudié les penseurs socialistes avant de connaître l'économie politique; et que, ayant trouvé en celle-ci la confirmation de ce qu'il avait déjà rencontré dans le socialisme français, il jugeait plus prudent d'invoquer l'autorité des économistes tels que Sismondi, que celle des socialistes utopiques ?

Après avoir apprécié la valeur du travail des socialistes « bourgeois », Marx fait l'aveu de ce qu'il doit dans sa partie critique aux utopistes, en disant qu'ils « ont amoncelé des matériaux merveilleusement propres à éclairer les ouvriers » (1). M. Andler écarte cependant du *Manifeste communiste* l'influence de Fourier, à cause du « discrédit dont est frappé Weitling en 1846 » (p. 196).

Cette affirmation se concilie difficilement avec la reconnaissance de ce que doit le *Manifeste Communiste* à

(1) Cité par C. Andler, *Le Manifeste Communiste*, Introd. et Commentaire, p. 196.

Pecqueur — celui, comme dit M. Bourgin, qui parmi les théoriciens du socialisme français, doit le plus à Fourier (p. 572). En presque chaque endroit où on peut constater l'influence de Pecqueur nous avons trouvé une idée déjà énoncée par Fourier.

Marx connut bien les idées de Weitling; il l'avait lu, il fut personnellement en contact avec lui et avec les membres de l'ancienne Fédération des Justes de Weitling, lesquels prirent part avec Marx au Congrès de 1847 à Londres où fut constituée la Fédération Communiste (1). Ce que nous savons des habitudes intellectuelles de Marx rend peu vraisemblable l'hypothèse qu'il ait négligé les travaux de Weitling uniquement parce que ses solutions générales étaient discréditées alors qu'il pouvait y trouver des intéressantes suggestions. Au contraire, comme nous l'apprend Engels dans la préface à l'édition anglaise de 1890 du *Manifeste*, en choisissant délibérément le mot de « communiste » pour le titre de leur manifeste, ils ont voulu imiter l'exemple des deux groupes vraiment ouvriers du socialisme contemporain : celui de Weitling et celui de Cabet. Marx et Engels ont alors choisi comme titre de leur écrit un mot que tout socialiste allemand de l'époque associerait au nom de Weitling, puisque celui-ci en avait seul fait usage jusque-là en Allemagne.

Le discrédit presque complet dans lequel le fouriérisme se trouvait parmi les marxistes après 1870, n'empêcha pas Engels d'affirmer en 1878 avec beaucoup de force, la valeur de Fourier, dans son livre *Herrn Dührings Umwälzung*

(1) C. Andler, *Le Manifeste Communiste*, Introd, p. 32-49.

(p. 217-218); la dialectique fouriériste lui paraît aussi puissante que celle d'Hegel, il trouve profonde la critique de Fourier, dont il cite le mot : « en civilisation la pauvreté naît de l'abondance ». Il fait un éloge dithyrambique du tableau que compose Fourier des trois périodes de l'histoire de l'homme (1).

Les éléments de la doctrine de Marx, a dit un marxiste, « sont éparés dans toute la littérature de 1840 » (2). Par l'intermédiaire principalement des auteurs du *Manifeste communiste*, la critique sociale de Fourier et diverses théories particulières, comme l'association de l'agriculture et de l'industrie, le travail attrayant, les armées industrielles, l'éducation professionnelle ont été incorporées au socialisme contemporain. Tout en louant l'œuvre de Marx, M. Brousse, le « possibiliste », a vu en lui non pas le représentant du socialisme « scientifique », mais « le plus savant doctrinaire du communisme utopique » (3). Jaurès, dans ses *Etudes Socialistes*, a fait la remarque que « le Manifeste communiste de Marx et d'Engels fait encore partie de la période d'utopie ».

M. Maxime Leroy juge que ce *Manifeste* est un des quatre manifestes qui dominent l'histoire du prolétariat depuis 1789, les trois autres étant le *Manifeste des Egaux* de 1796, le *Manifeste des Soixante* de 1864 et le *Manifeste de la Démocratie Pacifique* de 1843 (4). Entre celui-ci et celui de Marx et Engels, les analogies sont frappantes.

(1) Ed., 1878, p. 117-118.

(2) Paul Louis, *Les Etapes du Socialisme*, p. 310.

(3) V. G. Weill, *Hist. du Mouv. Soc.*, p. 247.

(4) Maxime Leroy, dans son Introduction à la *Capacité Politique de Proudhon*, 1924, p. 5.

D'abord dans le plan : des trois parties du *Manifeste Communiste*, le premier est historique et analytique, les deux derniers exposent le programme des auteurs et celui autres écoles socialistes. Le manifeste phalanstérien est divisé en deux parties : la première intitulée « l'Etat de la Société » commence par une description historique, suivie d'une analyse des changements économiques et politiques accomplis par la Révolution française. La deuxième partie, intitulée « l'Etat de l'Opinion » étudie les divers partis démocratiques, y compris le parti des auteurs.

Quant au fond, les rédacteurs de la *Démocratie Pacifique* ne s'écartent pas essentiellement du point de vue de Fourier, mais la manière et le langage sont beaucoup plus près de ceux du *Manifeste Communiste*. Dès le début, il est question de « l'exploitation de l'homme par l'homme ». Ici est reconnu nettement l'existence d'un prolétariat, et la possibilité d'une guerre de classes est même envisagée. « La société tend à se diviser de plus en plus indistinctement en deux grandes classes : ...l'aristocratie nouvelle ...à laquelle le gouvernement est inféodé » et « les légions faméliques de pauvres et de prolétaires » (1). « Le Capital et le Travail sont en guerre flagrante. L'atelier de la production... n'est qu'un champ de bataille éternel. Maître des instruments de travail, le capital fait nécessairement la loi au travail (p. 20). « Le prolétariat est le servage moderne » (p. 26). Les rédacteurs de la *Démocratie Pacifique* protestent, comme Marx et Engels, contre la théorie du travail-marchandise : « les classes populaires n'ac-

(1) Reproduit sous le titre « *Principes du socialisme, manifeste de la Démocratie au XIX^e siècle* », 1847, p. 11-12.

ceptent pas... qu'elles doivent être à jamais des denrées dont le prix augmente ou diminue suivant le cours de la matière prolétaire sur le marché industriel » (p. 14). Ces analogies, entre autres, ne rendent-elles pas vraisemblables l'hypothèse que les auteurs du *Manifeste Communiste* ont puisé dans les colonnes du premier numéro de la *Démocratie Pacifique* qui contenait le manifeste phalanstérien, ou dans la réédition de cet écrit qui parut en 1847, quelques mois avant la rédaction du *Manifeste Communiste* ?

Mais quand les signataires du manifeste de 1843 offrent leur solution positive, ils sont aussi loin du *Manifeste Communiste* que l'est Fourier. Leur principe, comme le sien, est l'association volontaire de toutes les classes. Ils n'accepteront pas l'idée de l'absorption des industries par l'Etat, qui instaurerait, disaient-ils, « un despotisme sociétaire ». Au « droit révolutionnaire », ils opposent « le droit démocratique ».

En dépit, donc, de ses obligations nombreuses envers ses prédécesseurs, le marxisme possédait une forte originalité, un caractère qui le distinguait du vieux socialisme français. Ceux qui, après la Commune, se trouvaient en désaccord complet ou partiel avec les postulats et les méthodes du marxisme se tournèrent, comme on pouvait s'y attendre, vers leurs prédécesseurs français pour chercher en eux des guides. Cet héritage se présente à eux comme *le socialisme de 48*, une masse de doctrine assez hétérogène dans laquelle M. Bourgin croit reconnaître comme étant d'origine fouriériste : la critique du capitalisme, la conception de l'association universelle fondée sur une organisation économique décentralisée, la théorie du droit au travail et des droits de la femme, la théorie de l'association

industrielle et agricole, la théorie des armées industrielles, enfin la théorie du garantisme avec les institutions transitoires (1).

La déviation la plus marquante qui se produisit après la formation du Parti ouvrier dont Guesde rédigea le programme, fut le *socialisme intégral* de Benoît Malon et de ses associés. L'organe de ceux-ci fut la deuxième *Revue Socialiste* fondée en 1885. La thèse générale qui différencia Malon de Guesde et Lafargue, les chefs des socialistes marxistes en France, était que le socialisme devait satisfaire les plus hautes aspirations de l'homme, aussi bien que ses besoins matériels, qu'il devait inaugurer une civilisation supérieure dans laquelle l'individu atteindrait son complet développement. Le socialisme de Malon était ouvertement éclectique et prétendait seulement conserver les éléments principaux du socialisme français de 48.

Le titre même de *socialisme intégral* était un titre dont Considérant s'était déjà servi pour désigner la synthèse des expressions diverses de l'esprit socialiste (2). Malon voyait en Fourier « le plus grand et le plus humain des philosophes de socialisme », mais il lui reprochait de n'être « ni un révolutionnaire, ni un égalitaire, ni un perfectibiliste » (3). « La critique que Fourier fait de la civilisation, dit-il, ...restera un des monuments du socialisme » (4). Dans le socialisme intégral on aperçoit le fouriérisme comme la source de l'idée que « l'accroissement de la richesse et du bien-être peut être obtenu par le dé-

(1) Bourgin, *Fourier*, p. 514.

(2) Considérant, *Vieux Monde*, p. 131.

(3) *Histoire du Socialisme*, 1879, p. 102 ss.

(4) *Ibid.*, éd., 1883, II, p. 72.

veloppement intégral de l'être humain et par l'association des énergies » (1). Il est dans la tradition du socialisme français, y compris le fouriérisme, quand il fait appel à toutes les classes; il penche plus vers Saint-Simon et les communistes, que vers Fourier, quand il s'adresse aux sentiments altruistes, plutôt qu'aux sentiments égoïstes. Il s'oppose comme ses prédécesseurs de 48 à une révolution violente; il veut accomplir progressivement la révolution, en appliquant un programme de réformes pratiques et immédiates. Dans tous ces points, le socialisme intégral subissait l'influence du fouriérisme, tel, surtout, que Malon le connut au cours des dernières années de l'Empire. Ainsi on peut rapprocher du socialisme de Malon, l'exposé de la doctrine de l'Ecole socialitaire faite dans la *Science Sociale* de décembre 1868. On y lit que « le problème économique peut et doit être résolu : 1° par l'association libre et volontaire du travail, du capital et du talent; 2° par une organisation du travail propre à le rendre attrayant et par conséquent productif et d'une richesse suffisante; 3° par une rétribution proportionnelle à la coopération de chacun. La solution du problème moral repose sur le jeu des facultés individuelles dans un milieu social combiné de manière à substituer le plus possible la liberté à la contrainte, l'accord des intérêts et des caractères à l'antagonisme... » On peut comparer aussi aux tactiques réformistes de Malon, les moyens pratiques préférés par ses contemporains fouriéristes, notamment Jules Duval, rédacteur de l'*Economiste français*, et de la *Science Sociale* (2). On se rappelle que

(1) Bourgin, *Systèmes Socialistes*, p. 224.

(2) V. *La Science Sociale*, octobre et novembre, 1868.

Fourier lui-même avait regretté de n'avoir pas jusqu'en 1819 aperçu la grande importance qu'il y avait à élaborer un programme des mesures transitoires (1).

Les successeurs de Malon à la Revue Socialiste n'acceptaient pas de rester aussi près de Marx que l'avait été Malon. Ils cherchaient à adapter plus exactement le socialisme intégral à la psychologie française. Ainsi, Rouanet, ancien éditeur du journal du Familistère, le *Devoir*, dénonçait dans une série d'articles en 1887, le caractère anti-français de la pensée de Marx et demandait un retour à la tradition socialiste française (2). Ancien fouriériste, instituteur, comme Millerand, à la « maison rurale d'enfants pour l'expérimentation sociétaire » du Docteur Jouannes, c'est la doctrine de Fourier, qui, sans doute, inspirait sa foi dans le pouvoir émancipateur de l'association volontaire des individus. Fournière, rédacteur à la même Revue, connaissait et appréciait également le fouriérisme. Dans son *Histoire du règne de Louis-Philippe*, publiée dans la collection de l'*Histoire socialiste*, sous la direction de Jaurès, il s'exprime comme suit sur la contribution de Fourier au socialisme moderne : « Il nous reste de lui, dit-il, la série, cette notion supérieure de la division du travail fondée sur la liberté, l'émancipation de la femme, fondée sur la libération familiale et économique; la coopération, où le socialisme français commence à apercevoir l'école pratique d'administration qui lui manquait... » (3).

(1) V. ci-dessus, p. 24.

(2) V. Pirou, G., *Les doctrines économiques en France depuis 1870, 1923*, p. 13.

(3) Page 326 citée par Gaumont, *Hist. gén. de la coop.*, p. 373-374.

C'est peut-être parmi les rédacteurs de la *Revue socialiste*, Georges Renard, qui alla le plus loin dans la réaction contre le marxisme orthodoxe. Il insiste sur ce point, que l'organisation socialiste doit être résolument libérale; et il montre, comme Fourier, qu'il n'existe pas de liberté réelle si l'homme ne jouit pas, ainsi qu'on l'observe aujourd'hui, de l'indépendance économique (1). Il veut l'autorité administrative largement décentralisée, par l'institution d'un fédéralisme qui assignera une part considérable des services publics aux communes. « La représentation nationale se fondera sur le groupement professionnel et sera limitée encore par l'établissement de la législation directe du peuple » (2). Se heurtant, comme tous les socialistes, au problème de la conciliation de la liberté et de la discipline, il le résoud quant au travail en rendant celui-ci obligatoire.

Sur ce point, il s'écarte de Fourier qui n'admettait aucune autre contrainte que celle de l'opinion publique. Mais Renard également se préoccupe d'éviter la contrainte autant que possible. Ainsi il réserverait aux travaux désagréables les salaires les plus élevés, rappelant ainsi la suggestion de Fourier, qui récompensait par des honneurs particuliers les membres des « petites hordes » employés aux tâches désagréables de la communauté. Renard, comme Malon, estime que ce sont les sentiments sociaux des hommes bien plus que leur intérêt personnel qui les conduiront à accepter le socialisme. On s'aperçoit que le socialisme de Renard contient, à côté d'éléments indépen-

(1) V. G. Pirou, *Les Doct. Econ.*, p. 22.

(3) Paul Louis, *Les Etapes du Socialisme*, p. 290-291.

dants, une forte dose de fouriérisme et de proudhonisme : c'est le socialisme individualiste, comme dit M. Gonnard, de la tradition de Rousseau, de Fourier, de Proudhon et de Jaurès (1).

Jaurès, dont la place dans l'histoire récente du socialisme est de première importance, fut gagné dès le début de sa carrière au socialisme intégral de Malon. Il reconnut lui-même, dans un discours qu'il prononça pour l'inauguration de la statue de Malon, que l'influence de celui-ci avait été une de celles qui l'avaient déterminé à entrer dans la voie qu'il s'est tracée. Dans la conclusion de sa thèse latine sur le socialisme allemand, il loue le socialisme intégral de Malon, qui englobe non seulement une classe, mais l'humanité toute entière (2).

Il estimait l'idéalisme de Malon, mais essayait de le concilier avec le matérialisme marxiste, dont les forts arguments et la valeur pratique le frappaient. Mais pour lui, comme pour Fourier et pour Proudhon, l'humanité est en perpétuel progrès, et ne s'achemine pas, comme le pense Marx, vers une catastrophe.

Il avait pour la doctrine de Fourier une grande admiration, bien qu'il reconnut ses défauts. Fourier, comme Owen, était un utopiste, dit-il dans ses *Etudes socialistes*, car il croyait que la révolution s'accomplirait par

(1) Gonnard, *Hist. Doct. Econ.*, III, p. 152.

(2) Jaurès, *De Primis Socialismi Germanici Lineamentis* apud Lutherum, Kant, Fichte et Hegel, (Thèse, Lettres, Paris), éd. Chauvin, Toulouse; 1891, Gaumont remarque qu'ainsi Jaurès a fait pénétrer, comme il le dit lui-même, « dans la vieille Sorbonne, sous le vêtement de la langue latine, de la langue savante, la doctrine, la pensée et le nom de l'ouvrier qui s'était élevé lui-même ». Gaumont cite ici le discours de Jaurès à l'inauguration du monument de Benoît Malon (recueilli dans la Revue socialiste de décembre 1913). V. Gaumont, *op. cit.*, II, 283.

le simple bon vouloir des classes supérieures. Cependant, si cet aspect de la tactique fouriériste est utopique, on ne pourrait pas, selon lui, qualifier semblablement les « grandes conceptions constructives » de Fourier, basées sur l'association du capital et du travail. Dans son système, Fourier met beaucoup d'espoir dans le concours des capitalistes. Ceci ne doit pas, dit Jaurès, nous étonner, si l'on considère que jusqu'à l'époque de Fourier les méthodes du capitalisme naissant étaient les meilleures qu'on ait conçues.

Que Fourier ait gardé une place aussi importante aux capitalistes, n'est donc pas plus utopique que la confiance de Marx dans le prolétariat qui commençait à se former sous ses yeux. Ce fut une contribution géniale de Fourier et de Saint-Simon aussi, dit Jaurès, de comprendre la possibilité de remplacer l'ordre présent sans refouler le capitalisme, mais en le dépassant. En outre, par son idéal d'un libre essor de toutes les facultés, Fourier efface la nuance d'ascétisme que la Révolution française avait donnée au socialisme.

Il y a d'inévitables analogies entre la pensée de Fourier et celle de Jaurès, qui fait la synthèse du collectivisme et du socialisme français. On peut les discerner dans le caractère progressif et réformateur de la tactique de Jaurès ; il sentait, comme Fourier, la nécessité de décrire et de préparer dès maintenant la Cité future. C'est pourquoi il voulut que la Verrerie d'Albi appartînt au mouvement ouvrier tout entier et non pas aux verriers seulement. Sous cette forme, elle lui paraissait une représentation anticipée de l'organisation industrielle de l'avenir.

Tous deux font la même critique du parasitisme et de l'anarchie mercantile. Le socialisme, qui doit faire disparaître ces défauts, présente chez les deux penseurs un même caractère associationiste. Nous ne sommes pas étonnés de trouver que Jaurès, différent des guédistes, fut un ardent défenseur de la coopération; on constate la même sympathie pour la coopération chez la plupart des continuateurs de la tradition française. Malon fonda la Société coopérative *La Revendication*; Fournière fut un des principaux partisans de l'unité coopérative (1).

Ce caractère associationiste du socialisme de Jaurès apparaît dans le fait qu'il ne pense pas seulement à améliorer le sort de la classe ouvrière. « Il veut faire du socialisme, une doctrine de l'humanité tout entière. Jaurès n'était pas partisan de l'idée de la conquête violente du pouvoir public, du caractère exclusivement prolétarien de la tactique des marxistes. Pour accomplir les réformes désirables, il préférerait coopérer avec tous les hommes attachés aux idées libérales en utilisant les méthodes démocratiques » (2).

Le collectivisme centralisateur de Marx, dit M. Gonnard, devient en Jaurès un collectivisme décentralisateur, dans lequel l'Etat délègue ses droits aux groupes professionnels et dans lequel l'inégalité économique subsiste entre les groupes (3). Ce collectivisme de Jaurès est très près de l'association de groupements autonomes de Fournier.

(1) V. E. Fournière, *L'Unité Coopérative*, Rivière, 1910.

(2) H. Bourgin. *Les systèmes socialistes*, p. 316.

(3) R. Gonnard, *Histoire des doctrines économiques*, 1922, III, p. 141.

Que l'activité de Jaurès et de la *Revue Socialiste* n'ait pas été stérile, malgré la faible répercussion qu'elle eut sur la masse, mais qu'elle ait pu former un système homogène et indépendant, c'est ce que montre le discours prononcé par M. Millerand à Saint-Mandé, en 1896. Dans ce discours, les méthodes et la philosophie d'un socialisme réformiste sont mises en relief (1).

Quoique l'unité socialiste de 1905 se fut faite, suivant les résolutions du Congrès internationale de 1904, sur des principes étroitement collectivistes, depuis cette date, les pratiques des socialistes, plus que leur langage, tendirent à s'écarter de l'idée de la lutte de classes et de la révolution violente. Le parti socialiste français a pris ainsi une position plus en accord avec les tendances fondamentales du socialisme de Jaurès. La scission de Tours, si elle a peut-être eu pour résultat de diminuer l'ardeur qu'on attendrait des héritiers de Jaurès, a accentué encore ce rapprochement.

La vitalité du fouriérisme depuis le début du 19^e siècle jusqu'à nos jours s'explique par le fait qu'il exprimait une interprétation des développements de la Révolution industrielle qui fut partagée par beaucoup de socialistes. Cela est surtout vrai de la partie critique de sa doctrine. Dans ce domaine, la plupart des socialistes avant et après 1848, furent redevables envers Fourier, directement ou indirectement.

Quant à la partie positive, les vues générales de la doctrine fouriériste furent bien accueillies en France parce

(1) G. Pirou, *Les Doctrines Economiques en France*, p. 21, 28.

qu'elles s'harmonisaient avec ce que M. Laskine, dans son *Socialisme suivant les peuples* (1920), appelle le « socialisme national » de la France. Le socialisme de Fourier est libertaire dans sa fin et dans son moyen général, à savoir l'association volontaire. En second lieu, il est rationaliste, comptant sur le sens de la solidarité et croyant au pouvoir persuasif de la justice et de la vérité. Enfin, il est réaliste et précis, s'efforçant d'imaginer avec netteté les détails de la société future.

Dans sa partie positive, aussi bien que dans sa partie négative, la doctrine fouriériste se montra donc susceptible d'être assimilée par la pensée socialiste. En effet, les sources du socialisme français, comme l'exprime M. Albert Thomas dans sa préface à *Histoire de la Coopération*, de Gaumont, sont le socialisme sociétaire et le socialisme proudhonien (p. 16).

Etudiant le socialisme international moderne dans son ensemble, M. Bourgin conclut que « directement ou par son école, Fourier a contribué à la formation de la plupart des principales doctrines socialistes du 19^e siècle » (1). Il ne manque pas, en même temps, de rappeler que le socialisme d'aujourd'hui s'est résolument détaché des postulats et des biens des solutions quasi-communistes ou impraticables de Fourier (2).

(1) *Les systèmes socialistes*, p. 64.

(2) *Fourier*, p. 516, 33.

CHAPITRE II

EDUCATION ET FEMINISME

Fourier s'est vivement intéressé à l'éducation et il a beaucoup écrit sur ce sujet. L'homme, a-t-il dit, n'a « aucun besoin, plus urgent, après la subsistance, que l'éducation ». Ses idées, à peine effleurées dans les *Quatre Mouvements* (1808), reçoivent leur plein développement dans le *Traité de l'Association domestique-agricole* de l'année 1822. Il édifie dans cet ouvrage un système d'éducation remarquablement précis et moderne.

Le but de l'éducation, suivant Fourier, c'est de « développer de front le corps et l'âme », de conduire tout enfant à « la vigueur, la dextérité et l'instruction ». Ce doit être, en un mot, une éducation « intégrale », qui forme l'individu aux besoins de la société. L'éducation dans une société bien ordonnée est publique, gratuite et unitaire; tous les enfants sans distinction de classes ou de sexes possèdent les mêmes droits à l'enseignement. On laisse à chaque enfant la liberté complète d'étudier ce qu'il veut et comme il le veut. Pas de méthodes fixes et dogmatiques; on compte principalement sur l'enseignement des enfants les uns par les autres. On évite l'enseignement théorique

jusqu'à l'âge où l'enfant lui-même demande l'explication des phénomènes rencontrés dans son activité pratique. « Il faut, disait Fourier, que le travail de l'école soit lié à celui des ateliers et cultures et provoqué par les impressions reçues à ces ateliers. » (*Unité Universelle*, IV, 117).

Et en effet, dans le phalanstère, on laisse l'enfant, aussitôt qu'il peut marcher, errer dans de petits ateliers industriels, dans les champs et dans la cuisine où des enfants plus âgés travaillent avec des outils en miniatures sous la direction des ouvriers-instructeurs (*Nouveau Monde Industriel*, p. 175). E. Bonnemère, disciple de Fourier, discutant les méthodes d'enseignement propres à relever l'agriculture demande qu'on emploie « plus de choses et moins de mots » (*Traité sur l'Agriculture*); comme nous dirions aujourd'hui, ce sont des « leçons de choses » que Fourier a dessein de donner.

Les matières qui doivent être comprises dans l'instruction sont des plus variées. On ne néglige pas de cultiver les sens, de donner à tous une voix et une oreille justes. Ainsi l'enfant peut faire sa partie dans des chœurs; il participe à des exercices de gymnastique et des exercices militaires. Les deux grands moyens de cultiver les sens sont, dans ce système, l'opéra et la cuisine. En dépit de la grande diversité des matières, tous les degrés de l'enseignement sont emboîtés les uns dans les autres, afin que l'enseignement procède du « faible au fort », comme disait Fourier.

De cette manière, on fera éclore dès le plus bas âge « les vocations d'instinct ».

Fourier a eu quelque connaissance de ce qu'ont dit sur

ce sujet plusieurs grands précurseurs comme Montaigne, Descartes, d'Alembert, Rousseau et Pestalozzi — au moins, il fait allusion sommairement à leurs idées. Il raille la méthode « intuitive » de Pestalozzi; néanmoins, comme nous le verrons, il applique lui-même un principe semblable. Il est possible qu'une note publiée en 1821 par un M. Huard et exposant le système pédagogique d'Owen, lui ait apporté des suggestions. En tout cas, il n'aurait pu y trouver que très peu de choses, car il y a de grosses différences entre les deux écrivains.

Un écrivain récent a apprécié comme suit le système d'éducation fouriériste : « Fourier a, le premier, établi que l'éducation doit être intégrale et consister dans le développement harmonique de toutes les facultés. Dans son phalanstère il fait vivre et agir l'enfant d'une vie intense et d'une action multiple. Le point de vue individuel et le point de vue social sont également observés. L'un n'est pas sacrifié à l'autre. La vie, après l'école, sera la continuation de la vie dans l'école » (1).

On reconnaîtra, dans ce résumé des idées pédagogiques de Fourier, des analogies avec la méthode froebelienne. Il n'y a là peut-être qu'une rencontre; mais il convient de noter que Froebel a connu le fouriérisme et a même été disciple de Fourier comme le constatent Benoît Malon (2) et M. Charles Gide (3).

Si on consulte, par exemple, le livre de Froebel *L'Edu-*

(1) M. E. Rigolage, article dans le *Manuel général de l'Instruction primaire*, 17 mai, 1902, cité par *La Rénovation*.

(2) *Histoire du Socialisme*, 1882-1883, II, p. 70.

(3) Gide et Rist, *Hist. des Doct. Ec.*, p. 297.

cation de l'Homme, paru en 1826, et qui a sans doute exercé une grande influence sur la pédagogie française, on y remarque des préoccupations et on y voit préconisées des méthodes que nous avons déjà trouvées chez Fourier. Froebel veut donner libre cours au besoin d'activité et d'imitation si fort chez l'enfant. Le jardinage, le ménage, le chant, etc., sont, selon lui, des exercices instructifs.

D'abord l'activité, les faits, puis leur notion, c'est ainsi qu'on peut résumer cette méthode. Et il est intéressant de noter aussi, à propos des rapports entre les deux hommes, que Froebel, comme Fourier, s'est beaucoup intéressé aux problèmes cosmogoniques. Un article sur Froebel dans le *Nouveau Dictionnaire Pédagogique* nous apprend que l'idée de l'unité universelle, avec l'analogie entre des choses apparemment très différentes, pénétra de plus en plus l'esprit de Froebel après 1811. Ainsi, les lettres de l'alphabet représentent à Froebel des idées élémentaires : la lettre *m* symbolise l'idée de la « matérialité extérieure »). Des conceptions semblables prennent une place importante dans l'œuvre de Fourier.

Froebel est-il redevable envers le fouriérisme ? C'est ce qu'on ne peut affirmer avec certitude, surtout si on se rappelle que Froebel a rencontré Pestalozzi en 1805, avant la publication du premier livre de Fourier. La ressemblance entre les deux auteurs est frappante, mais ne justifie guère sans autre preuve l'affirmation d'un collaborateur de *La Rénovation* que « Froebel n'a fait que prendre à Fourier, sans le nommer, la méthode d'éduca-

tion des enfants par le jeu harmonique de leurs facultés et les leçons de choses ».

L'intérêt apporté par Fourier aux questions d'éducation a été partagé par ses disciples et, du reste, par tous les socialistes. Les divers journaux phalanstériens et les Almanachs de l'Ecole ont consacré de nombreux articles à ce sujet. Parmi leurs collaborateurs figurèrent à diverses reprises Pecqueur, Cantagruel, Briancourt, Laverdant, Jules Duval, Sauvestre et bien d'autres. Presque tous les nombreux livres sur le fouriérisme ont traité de l'éducation d'après l'inspiration du maître. Ainsi, Hippolyte Renaud dans *La Solidarité* (1842) insiste sur la nécessité d'un système d'éducation de l'enfance qui satisfera les besoins d'activité et l'amour du plein air, au lieu d'enfermer l'enfant immobile pendant de longues heures. Considérant, Guilbaud, Savardan, Sauvestre, Laverdant, Delbrück, ont publié des monographies sur le sujet (1). Considérant réserve tout le troisième fascicule de la *Destinée Sociale* à l'enseignement des conséquences de la formule pédagogique de Fourier. Cette exposition a été récemment commentée en ces termes : « Rien de plus beau, de plus judicieux, de plus complet n'a été écrit sur l'éducation dans le siècle écoulé » (2).

Comme éducateur, le plus connu de ces théoriciens fut Jules Delbrück, fondateur de la revue *L'Education Nouvelle* (1848-54), consacrée à l'éducation de l'enfance. Plus tard, il publia les *Récréations Instructives*, ouvrage en quatre gros volumes, largement disséminés et qui valut à

(1) H. Bourgin, *Fourier*, 1905, p. 522 ss., 527 ss.

(2) Paul Louis, *Les Etapes du Socialisme*, 1903, p. 88.

son auteur l'approbation de nombreuses personnes compétentes; c'est un recueil de petites histoires instructives commentant des images centrales. La revue se propose, dit-il, dans le premier numéro, de favoriser « l'enseignement utile, positif et attrayant;... à l'étude théorique rendue plus accessible par des méthodes intelligentes, nous adjoindrons, dans une certaine mesure, l'étude pratique et professionnelle; celle-ci même sera présentée de façon à provoquer la première et à la faire aimer. L'outil-miniature remplacera souvent un jouet plus coûteux et moins amusant. » A ce dessein, la plupart des éducateurs modernes souscriraient sans doute. Ce n'est que le projet de Fourier que Delbrück a reproduit ici, exprimé pourtant dans un langage autrement moderne et accessible.

En installant l'école du Familistère, Godin s'est en partie inspiré directement de Delbrück, aussi bien que de Froebel. Il constate dans son ouvrage *Solutions Sociales*, que « ce que Fourier a écrit sur l'éducation et l'instruction de l'enfance est un chef-d'œuvre de conception et de génie... que l'ouvrier consultera avec le plus grand profit... Fourier est le fondateur des principes de l'éducation démocratique; ...non seulement toutes les branches de l'enseignement sont ouvertes à l'enfant, mais la fabrique, la ferme... les ateliers... sont des écoles... » (p. 110 ss.). Plus loin, dans le même livre, il consacre quatre chapitres à l'exposition d'un système moderne d'éducation, appliquant avec quelques modifications personnelles les idées de Fourier (p. 551-596). A l'école du Familistère, on appliquait, ainsi que nous l'apprend une brochure publiée par la maison, « l'enseignement attrayant » pour les con-

naissances élémentaires, pour le dessin et pour les petits travaux manuels (1).

Suivant M. Bourgin, le socialiste allemand Weilling « a conservé presque intégralement la théorie de l'éducation élaborée par Fourier » ; « Pecqueur, Flora Tristan, Proudhon, les auteurs du Manifeste Communiste, en ont surtout retenu ce qui concerne l'éducation professionnelle. » (p. 570). Dans la section de *L'Union Ouvrière*, traitant de l'éducation que l'on donnerait aux enfants qui devaient résider à l'Union, Flora Tristan écrit que « les directeurs de l'éducation s'entendraient avec les directeurs des travaux d'ateliers et d'agriculture, afin de faire marcher les trois choses de front. Il faudrait consulter les ouvrages de Fourier. La partie où il traite de l'éducation industrielle contient de très bonnes choses. » (p. 401). L'enseignement de « l'Union ouvrière » va établir « de fait, l'égalité réelle entre tous les hommes ». Flora Tristan ajoute « qu'il faudrait faire des nombreuses séries » suivant les différences de tempérament et de force physique des enfants.

Sur Proudhon aussi, la pensée de Fourier a sans doute fait une grande impression. « Il s'agit, disait-il dans la *Capacité Politique*, de développer, par une éducation intégrale, comme disait Fourier, le plus grand nombre d'appétitudes et de créer la plus grande capacité possibles. » (Ed. Rivière, 1924, p. 345). La pensée de Proudhon en matière d'éducation professionnelle est « plus profonde et

(1) V. *Le Familistère Illustré, Résultats de vingt ans d'association, 1880-1900*, p. 42.

plus riche » que celle de ses précurseurs, Fourier inclus, selon M. Aimé Berthod (1). Il est aussi plus réaliste; ainsi, il calcule les dépenses qu'imposerait, sous le régime actuel, un enseignement public comportant outre l'instruction, la nourriture, l'entretien, les médicaments, etc. (*La Capacité*, p. 338). Ainsi il veut mettre cet enseignement professionnel sous le contrôle des associations ouvrières (p. 343).

Du point de vue pécunaire, il emploie le même argument que Fourier en faveur de la combinaison de l'instruction professionnelle avec l'instruction scientifique et littéraire. C'est que les produits du travail des élèves couvriront aisément les frais d'éducation. Dans le phalanstère, l'enfant-écolier gagnera plus qu'il ne dépensera.

Quant à l'atelier-école de Proudhon, c'est une adaptation, peut-on dire, aux conditions d'industrie de son époque, des suggestions de Fourier concernant l'organisation du travail dans le phalanstère. Le travail attrayant de Fourier comporte la connaissance des divers métiers; au cours de son apprentissage, l'enfant s'exercera, guidé par des ouvriers-instructeurs, à tous les travaux qui l'attirent. En outre, le système de la participation à la propriété et de l'élection par voie de suffrage, des sous-chefs d'industrie vise à faire de l'ouvrier un associé. Le dessein de Fourier est de former un ouvrier complet, qui sera aussi un citoyen complet.

(1) V. le chapitre « La Philosophie du travail et l'école » dans l'étude collective, *Proudhon et notre temps*, 1920, p. 79, 97.

On constate les mêmes préoccupations et des méthodes pareilles chez Proudhon. L'ouvrier « parcellaire » deviendra un ouvrier complet par sa connaissance non seulement de tous les procédés de l'usine où il travaille, mais encore par sa connaissance de l'industrie dans son ensemble. De cette façon, il peut devenir un travailleur libre et capable (1). Pour réaliser cette polytechnie de l'apprentissage, dont il donne la théorie précise dans *La Justice*, Proudhon nous montre un premier essai dans la série industrielle des groupes « rivalisées et contrastées », conception tout à fait fouriériste (2). Si, en effet, c'est Proudhon qui s'est écrié : « Si quelque jour notre agissante espèce parvient à la félicité, ce sera par le travail », n'oublions pas que Fourier a prédit que le travail sera « chez les harmoniens, la chose la plus révéree, le charme de la vie. » (*Unité Universelle*, IV, 447). Les deux penseurs méprisent les parasites, y compris les bohèmes littéraires, mais Proudhon a une conception beaucoup plus noble et plus profonde de ce que veut dire le travail. C'est Proudhon et non Fourier, qui a écrit : « Qui travaille de ses mains parle et écrit tout à la fois » (3).

M^{me} Pape-Carpentier (1815-1878) fut parmi les premiers collaborateurs de *L'Education Nouvelle* de Jules Delbrück. Cette dame, fouriériste convaincue (4), directrice pendant vingt-sept ans (1848-1875) de l'Ecole Normale maternelle, « a créé la méthode française des salles d'asiles :

(1) V. Berthod, dans *Proudhon et notre temps*, p. 89, 90, 92.

(2) V. Proudhon et *l'enseignement du Peuple*, Introd. et notes par Berthod et Guy-Grand, 1920, p. 2.

(3) Cité par M. Berthod, dans *Proudhon et notre temps*, p. 70.

(4) V. P. Milliet, *Une famille de républicains fouriéristes*, 1915.

...elle a deviné en quelque sorte la méthode, les procédés et les enseignements qui conviennent à la salle d'asile » (1). à l'éducation de l'enfant du peuple.

Elle jouit de l'estime et de l'amitié de Victor Duruy, qui, vers la fin de son ministère, lui demanda de tracer un plan d'enseignement primaire. Elle répondit par un opuscule dans lequel elle recommanda « 1° La substitution de la méthode naturelle et attrayante aux procédés factices, dépressifs... jusqu'ici en usage »; 2° L'introduction de quelques connaissances d'utilité générale, telles que l'histoire locale, l'histoire du travail, l'hygiène, etc.; 3° L'introduction d'éléments professionnels, s'étendant au commerce, aux métiers, etc. « Sans doute, commente le *Nouveau Dictionnaire*, ces idées n'étaient point nouvelles; on les trouverait un peu partout... quelquefois même avec des commencements d'exécution. Mais Mme Pape-Carpentier eut au moins l'honneur de les formuler nettement une des premières. » Elle s'est trouvée en communauté d'idées avec Rousseau et Pestalozzi avant même de les avoir lus, remarque cet article du *Dictionnaire*. Il est permis d'expliquer en grande partie cette communauté d'idées par le fait que de bonne heure elle avait lu Fourier.

Le plan qu'elle avait conçu en répondant à la demande de M. Duruy était « l'enseignement concentrique »: sa méthode, « l'instruction par les faits ». Ne s'est-elle pas inspirée de Fourier et de Considérant, qui cherchaient

(1) V. article de M. Brouard, *Mme Pape-Carpentier* dans le *Nouveau Dict. de Pédagogie* de F. Buisson; voir aussi la revue *l'Education Joyeuse*, juillet, 1914.

tous deux à obtenir dans le domaine de l'enseignement des résultats « convergents », comme ils les appelaient ? Ils insistent aussi sur la méthode expérimentale, c'est-à-dire le maniment des choses, au lieu de la répétition des mots.

Parfois, observe M. Brouard, M^{me} Pape-Carpentier tombe dans une sorte de mysticisme nuageux ; quand elle affirme quelque part, par exemple, que « la ligne courbe représente le cours de la vie pratique... la ligne droite la vie théorique, l'idéal... » Cela semble à M. Brouard « renouvelé de certaines doctrines de Froebel ». Nous ne craignons pas d'ajouter « ou de Fourier », qui, dans cet ordre d'idées, a écrit tant de développements fantaisistes.

En somme, si nous nous rappelons les nombreux écrits de Mme Pape-Carpentier qui ouvrirent à l'éducation des enfants de nouveaux chemins, l'influence que, au cours de ses vingt-sept années d'enseignement elle exerça sur ses élèves-institutrices, ses relations avec des personnes distinguées dans la vie publique, comme Geoffrey St-Hilaire, Adolphe Garnier, Victor Duruy et d'autres, il faut reconnaître que par elle, le fouriérisme a pu jouer un rôle appréciable dans l'évolution de l'éducation en France.

D'autres éducateurs se rattachent à Fourier — par exemple Jean Macé, fondateur, en 1866, de la Ligue de l'Enseignement qui a tant fait pour l'instruction obligatoire, gratuite et laïque. Il nous dit, dans *Les origines de la Ligue de l'Enseignement* (1891), que son socialisme à l'époque de 1848, quand il dirigeait le bureau de la *Propagande Socialiste*, « se rapprochait de la nuance phalanstérienne ». Il assista souvent aux banquets annuels des fouriéristes, il eut parmi ses principaux collabora-

teurs plusieurs fouriéristes comme Pelletier, Jules Duval, de *l'Economiste français*, Charles Sauvestre. Il signale en ce dernier « le champion de tous les jours de la cause de l'instruction populaire ». Jean Macé, M. et Mme Sauvestre (1), Mme Pape-Carpentier, Dr. Barrier (2) et bien d'autres font preuve, en poursuivant leur œuvre d'instruction populaire d'un grand dévouement au peuple. N'est-ce pas Fourier en qui M. Gide constate un réel amour du peuple, qui a éveillé en eux un semblable sentiment ?

L'école du Familistère, comme nous l'avons vu, était une réalisation de la théorie pédagogique de Fourier; « la maison rurale d'enfants pour l'expérimentation sociale » en était une autre. Cette école, située à Ry, dirigée par le Dr. Jouanne, dura quelque vingt ans et compta parmi ses maîtres Alexandre Millerand et Gustave Rouanet, plus tard éditeur de la *Revue Socialiste*.

Hors de ces deux écoles et une ou deux autres, il n'y eut pas en France d'écoles se rattachant consciemment à Fourier. Il en existe pourtant qui semblent s'être inspirées du fouriérisme. C'est le cas, par exemple, de ces écoles qui ont voulu appliquer le système tutorial anglais, car ce système présente bien des points communs avec les idées de Fourier. C'est ce qu'a constaté M. E. Rigolage, ancien principal du collège de Saumur, dans l'article du *Manuel général* déjà cité (ci-dessus, p. 67 n.).

(1) Auteur de la *Guide Pratique pour les Ecoles professionnelles de jeunes filles*, 1868.

(2) Président en 1868 et un des fondateurs de la « Société protectrice de l'enfance ».

On peut voir la justification de cette observation dans l'œuvre de M. E. Desmolins, fondateur de l'Ecole de Roches et qui, en grand admirateur de l'éducation anglaise, a adopté quelques-unes de ses méthodes. Ainsi, Desmolins a cherché à imposer de grandes responsabilités aux petits élèves; en outre, lui et ses successeurs, comme J. Wilbois (1), ont ajouté à leur culte de l'initiative individuelle, celui de l'action concertée. Ces idées et les détails de leur application font songer au mécanisme sériaire de Fourier, qui avait pour objet de satisfaire aux « douze passions ». Pour ne citer qu'un procédé, Fourier préconise de créer les *petites hordes* d'enfants qui, affectés aux travaux répugnants, mais nécessaires, sont élevés au rang d'honneur à cause de leur utilité publique. (*Unité Universelle*, p. 138 ss.). Desmolins a compris, dit M. G. Bertier (2), que « l'intérêt de l'école n'est pas opposé à l'intérêt et au désir de l'enfant; il transforme en coopération et en amitié une opposition séculaire ». Fourier l'avait bien compris aussi et ses disciples se sont efforcés de le faire comprendre aux autres. Les *petites hordes* étaient une expression de la pensée de Fourier à ce propos; les Eclaireurs d'aujourd'hui ressemblent beaucoup à ces *petites hordes* de Fourier. M. Gide croit voir dans cette organisation une application des idées de Fourier. (*Fourier*, p. 106).

Jetant un coup d'œil rétrospectif sur l'évolution de l'instruction publique en France depuis la Révolution, M. P.

(1) J. Wilbois, *La Nouvelle Education française*, 1922.

(2) Dans un recueil, *L'Education et la Solidarité* (Etudes présentées au 3^e Congrès Intl. d'Educ. Morale), s. d.

Lapie, dans sa *Pédagogie Française* (1920), écrit qu'après une première période, stérile, du 19^e siècle, « vient une période de fermentation intellectuelle : les idées révolutionnaires renaissent, chaque école socialiste possède sa doctrine pédagogique. Considérant, en bon fouriériste, expose une méthode d'éducation « naturelle et attrayante » » (p. 16); plus loin, il ajoute : « à chaque génération d'instituteurs, depuis près de quarante ans, les hommes qui dirigent l'enseignement public redisent : «...soyez concrets ! ...Tout en contrôlant leurs efforts (il s'agit de l'effort des enfants), laissez courir leur esprit; ne leur imposez ni une direction tyrannique ni une opinion dogmatique. » » (p. 22). La pédagogie française, conclut-il, est une pédagogie libérale, et non autoritaire.

Si faible que soit l'influence que le socialisme français a exercé sur l'acceptation de la méthode concrète et sur l'institution de la pédagogie libérale, dont parle M. Lapie, nul doute que cette influence ne remonte directement ou indirectement au fouriérisme.

L'après-guerre a fait naître bien des réflexions sur l'éducation en France (1). D'abord on critique le rendement du système actuel, défaut d'autant plus grand que la tâche essentielle de l'école d'aujourd'hui est de donner des producteurs au pays. Mais comment cela est-il possible, se demande-t-on, en présence de « l'inégalité devant l'instruction », inégalité qui blesse à la fois l'utilité sociale et le droit que, en toute justice, possède tout individu à l'enseignement intégral. Il faut jeter « des

(1) V. article de M. Deat, dans *Politica*, Nov. 1925, *L'Ecole unique et la réforme de l'enseignement*.

ponts entre l'utilité et la culture », a affirmé M. Guy Grand dans les *Libres Entretiens* de 1919 sur l'éducation; c'est une condition préalable, a-t-il dit, de la fusion des classes. M. Zoretti, aussi, dans son *Education, Essai d'organisation démocratique* (1918), proteste contre le fait qu'il y ait en France « un enseignement pour les riches et un autre pour les pauvres », répétant ainsi, dit M. Déat, une « doctrine socialiste »; c'est pourquoi il réclame l'organisation de l'école unique.

Il est vrai qu'en tout cela on réentend la voix du socialisme passé et présent. On se rend compte ces jours-ci de ce qu'il y a de suggestif dans les écrits de Saint-Simon et de Proudhon sur le rôle du producteur dans la société. Mais on oublie peut-être trop facilement que c'est là aussi une des grandes idées de Fourier qui veut que l'éducation se propose « d'élever l'enfant à sa destinée industrielle ». Et on oublie peut-être aussi que Fourier qui, au total, a consacré à l'éducation l'équivalent d'un fort volume épars dans toute son œuvre, a exercé une grande influence sur toute une lignée de disciples et de lecteurs. En outre, il faut retenir que Fourier est un des précurseurs de l'éducation démocratique. « L'éducation unitaire, dit-il, est le moyen principal de rapprochement des classes riches et pauvres. » (*Unité Universelle*, IV, 299).

*
* *

Fourier s'est beaucoup occupé de la question des

femmes. C'est lui, semble-t-il, qui a inventé le mot de *féminisme* (1).

Selon Fourier, un des plus grands défauts de l'éducation, c'est qu'elle contribue à l'asservissement des femmes. On veut, dit-il, restreindre l'éducation des femmes à l'art d'écumer le pot au feu; on s'oppose à ce qu'elles soient élevées à la culture générale et aux arts. Les carrières leur sont fermées. Il est « scandaleux de voir les athlètes de 30 ans accroupis devant un bureau et voiturant avec des bras velus des tasses et des verres comme s'il manquait de femmes et d'enfants pour vaquer à ces fonctions ».

La religion seconde l'éducation en maintenant les femmes dans un état d'asservissement; les lois consacrent cette infériorité; les mœurs, avant et après le mariage, font d'elles des esclaves morales. De sorte que, si les femmes sont dégradées, c'est la décadence de la civilisation qui l'explique; car, comme le dit Fourier en 1808 dans une formule célèbre : « l'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous les progrès sociaux ». (*Quatre Mouvements*, 196). Cette thèse, acceptée comme vraie par les sociologues, (2), est passée aujourd'hui dans l'arsenal des doctrines de toutes les écoles socialistes.

Mais Fourier ne suppose pas que cette extension, qui mènera, dans le phalanstère, à l'union libre, puisse s'opérer dès le début de la société qu'il espère. « Les deux philosophes, Owen et Pestalozzi, qui font des essais de liberté amoureuse, ignorent, dit-il, qu'avant de pouvoir

(1) C. Turgeon : *Le Féminisme français*, 2 vols, 1902. V. I, 10.

(2) V. Dessignole : *Le Féminisme d'après Fourier*, (thèse) 1903.

remplir seulement la première des neuf conditions (qu'exige cette liberté), il faut au moins 50 ou 60 ans d'harmonie » (*Nouveau Monde*, 283).

Ce que revendique Fourier, c'est l'égalité des sexes — égalité politique, morale, économique. Une éducation appropriée et un état civil indépendant, rendront les femmes aussi libres que les hommes et permettront leur participation à tous les travaux convenables. Dans le phalanstère, la femme sera affranchie des travaux du ménage ; les petits enfants, quel que soit leur âge, seront élevés par la communauté. Fourier prévoit le règne des femmes, une fois qu'elles seront émancipées. « Dans la littérature et les arts... le sexe féminin envahira les palmes, quand l'éducation harmonienne l'aura rendue à sa nature, étouffée par un système social qui absorbe les femmes dans les fonctions compliquées de nos ménages morcelés. » (*Unité Univ.*, IV, 187).

Fourier, nous le voyons donc, fut ce qu'on appelle aujourd'hui un « féministe ». « Il a exposé, a-t-on dit, — un des premiers — un système complet de l'émancipation de la femme », système qui « a exprimé... d'une façon générale les idées et les revendications des féministes les plus entreprenants » (1). Et M. Gide l'appelle « le premier féministe au sens de l'égalité absolue des sexes non seulement devant la loi, mais devant la morale » (2). Et, de ce fait, il semble bien que le féminisme français au XIX^e siècle remonte surtout à Fourier et à Saint-Simon.

(1) Dessignole : *Le Féminisme*, p. 15.

(2) Gide, *Fourier*, p. 161-162.

Tous deux ils réclament l'égalité des sexes; mais alors que Saint-Simon a très peu parlé de la femme (1), Fourier, comme nous l'avons vu, a traité à fond la question de l'émancipation de la femme. Les saint-simoniens, pourtant, guidés par Enfantin, s'inspirent largement des idées féministes de Fourier et rêvent, eux aussi, le règne de la femme. Jusqu'en 1832, leur propagande est beaucoup plus efficace que celle des fouriéristes. Après cette année du procès saint-simonien, et jusqu'en 1848, c'est le fouriérisme, vraisemblablement, qui fournit parmi les écoles socialistes l'apport le plus considérable aux revendications des femmes (2). En Amérique aussi le mouvement féministe, plus avancé, est aidé puissamment par « le grand courant socialiste qui se manifesta de 1825 à 1845 sous l'inspiration des idées d'Owen et de Charles Fourier » (3). L'activité littéraire de l'école sociétaire prête un appui considérable. Outre les nombreux livres généraux d'exposition du fouriérisme dont certaines parties sont toujours consacrées à la femme, les journaux phalanstériens et aussi d'autres journaux, contiennent souvent des articles de Considérant, Clarisse Vigoureux, Jean Macé, Gatti de Gamond, Eugénie Niboyet, sur le même sujet. Cette dernière, transfuge du saint-simonisme, fondatrice

(1) V. Louvancour, *De Saint-Simon à Fourier* (thèse) 1913, p. 118.

(2) L. Abensour, dans son *Féminisme sous Louis-Philippe* (1913), assimillant d'une manière assez surprenante le fouriérisme et le saint-simonisme et ne voyant en Fourier et Considérant que des disciples de Saint-Simon, fait durer la prépondérance Saint-Simonienne jusqu'en 1848 (V. p. 252, etc.).

(3) Auguste Fabre, *Robert Owen*, 1897, p. 45.

de plusieurs journaux féministes à Lyon et à Paris, a rendu des services éminents à la cause (1).

De toutes les féministes actives avant 1848, la mieux connue fut peut-être Flora Tristan, dont le féminisme, suivant Bourgin, dérive principalement de Fourier (2). En 1835, elle écrit à Fourier : « Chaque jour je me pénètre davantage de la sublimité de votre doctrine » (3). Dans *l'Union Ouvrière*, elle cite souvent Fourier (4). Elle cite sa condamnation de la servitude des femmes (p. 50); le palais de *l'Union Ouvrière* ressemble beaucoup au phalanstère (5). Comme épigraphe de son *Emancipation de la Femme*, elle emploie la devise de Fourier : « l'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous les progrès sociaux ».

Mais le fouriérisme ne la satisfait pas entièrement. Son extrême « tolérantisme » lui permettait, comme elle disait elle-même, de prendre, dans chaque système, ce qui lui paraît bon et exécutable (6). D'ailleurs elle reproche à Fourier « d'attendre un homme au lieu d'appeler les masses ». Son originalité, comme le remarque M. Puech, réside dans le fait que, différente des féministes bourgeoises de son temps, elle se préoccupe des ouvrières et de leurs salaires. Quand, après 1840, Considérant commence à montrer plus d'intérêt au prolétariat, c'est en lui qu'elle espère trouver le défenseur de la classe ouvrière,

(1) Gaumont : *Coopération*, p. 102, 106.

(2) Bourgin : *Fourier*, p. 544, 564, 571.

(3) Citée par J.-L. Puech *Flora Tristan*, p. 10.

(4) 2^e Edit., 1843, p. 44, 50, 60, 63.

(5) V. J.-L. Puech, *op. cit.*, p. 330-332.

(6) Citée par Bourgin, *op. cit.*, p. 544.

à la condition qu'il ne s'attache pas aux « mystifications » de Fourier (1).

Considérant, en vérité, défendit le féminisme aussi bien par la parole à la tribune de la Chambre, que par la plume; à sa mort, en 1893, Mme Vincent, féministe distinguée, rendit hommage, au nom des femmes, à l'homme qui, « seul en 1848, soutint devant l'Assemblée Nationale la cause de leur droits politiques ».

Les rapports étroits existant entre le féminisme et le socialisme expliquent en grande partie la malveillance du Second Empire envers le féminisme. Au nouvel essor que prend le mouvement après la Commune, les fouriéristes apportent leur aide. Le premier comité directeur de « l'Association française (plus tard la « Ligue Française »), pour le Droit des Femmes », compta W. Gagneur parmi ses membres; Mme Andrée Léo, écrivain de talent, aida à la fondation du journal *Le droit des femmes* et y publia des articles (2). Mme Griess-Traut, la plus distinguée des femmes fouriéristes après 1880, prêta un secours de valeur au mouvement. Vice-présidente de la « Société pour l'Amélioration du sort de la femme », appartenant au conseils d'autres sociétés, elle fut un travailleur infatigable pour les droits de la femme, aussi bien que pour la paix internationale et pour la propagation du fouriérisme.

Le féminisme contemporain laisse voir les liens spirituels qui l'unissent aux précurseurs français, Fourier à

(1) J.-L. Puech, *op. cit.*, p. 315-316.

(2) V. *Les 50 ans de Féminisme en France, 1870-1920*, Paris « La Ligue française pour le Droit des Femmes » (sans date).

leur tête. On les reconnaît, ces liens, dans le programme d'éducation intégrale et de co-éducation. On les reconnaît dans la dénonciation que faisaient Mme Pognon et Mlle Bonneviel, anciennes « leaders » de l'aile gauche du mouvement, de la « résignation chrétienne » qui prive la femme du désir de réclamer ses droits (1). On se rappelle l'indignation de Fourier contre « le concile de Mâcon, vrai concile de vandales qui mit en délibération si les femmes avaient une âme et l'affirmative ne passa qu'à une majorité de trois voix ! » (*Quatre Mouvements*, 193). On peut aussi penser à une des influences qui, suivant Fourier, a, pour une part, affirmé chez les modernes l'esprit « oppresseur du sexe faible » : c'est « l'influence du catholicisme dont les dogmes... ont ajouté le renfort des préjugés à l'antique tyrannie du lien conjugal » (*Q. M.*, 223). En passant, remarquons que les anarchistes partagent cette opinion; par leur idéal, d'ailleurs, ils se rapprochent du fouriérisme (2).

Quand, enfin, les féministes veulent mettre fin à la lutte des classes, qu'elles voient dans l'amour la seule puissance qui puisse fonder l'union et la solidarité entre les humains, elles se montrent de vraies héritières du vieux socialisme français. En effet, comme disait M. Gide, un des grands enseignements qui se dégagent de l'œuvre de Fourier, c'est que la puissance créatrice vient de l'amour, comme dans la nature; que la « haine est impuissante à fonder, puissante à détruire seulement ».

(1) V. Turgeon : *Féminisme*, II, 106.

(2) V. par exemple, Elisé Reclus, *La Revue encyclop.*, 28 nov. 1896. citée par Turgeon, *Féminisme* p. 384 ; v. aussi : Gide, *Fourier*, p. 161-162.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ET LA PAIX

Les quelques idées d'ordre politique que Fourier a émises méritent de retenir notre attention parce que ces idées annonçaient, et par l'action des fouriéristes et de certains hommes d'Etat, préparaient quelques-unes des institutions politiques qui se sont établies depuis ou qui sont proposées aujourd'hui.

A l'encontre du collectivisme, le fouriérisme place les problèmes de l'organisation politique de la nouvelle société dans un plan secondaire. Dans l'état d'Harmonie, « le gouvernement du globe entier sera... bien moins compliqué que celui d'un empire civilisé. » (*Lettre au Grand Juge*, p. 20). Il critique les écrivains politiques qui s'imaginent améliorer la société par des mesures politiques, lesquelles visent à « réformer l'administration (du gouvernement) au lieu de réformer l'industrie » ; les garanties que demande le peuple et qui forment la substance de la liberté, ce ne sont pas des garanties politiques, ce sont « subsistance, travail lucratif, agréable et avènement facile à la petite propriété » (1). De la même manière, le journal

(1) *Fausse Industrie*, II, 128.

fouriériste, *la Phalange*, de septembre 1837, insiste sur la nécessité de la « réforme industrielle ». « En attaquant, dit le journal, la combinaison politique, le pouvoir, on attaque l'effet et non la cause ».

Quelle est l'organisation que prévoit Fourier ? C'est un fédéralisme. L'état d'Harmonie est une fédération de communes autonomes qu'unit un intérêt économique commun. Les relations entre l'autorité centrale et les subdivisions administratives seront semblables à celles de « l'empereur de l'Allemagne à l'égard des princes de la Confédération ; il ne s'immisçait ni dans leur législation ni dans leur système fiscal ; il ne gérait que la branche des relations collectives, les mesures de sûreté générale et garantie de liberté à chacun des états confédérés » (1). Le vrai centre administratif, « l'atelier social », comme l'appelle Considérant, sera la commune. Chaque phalange élira un comité appelé l'aéropage, qui est le « conseil suprême de l'industrie », mais ne possède que des pouvoirs consultatifs. Cependant, dans l'administration économique de la phalange, il n'y a aucune puissance supérieure à l'aéropage, qui se compose « des chefs de chaque série d'industrie », des actionnaires principaux, des vénérables et des personnes distinguées.

Le critère, on le voit, qui sert à Fourier pour apprécier toute organisation politique, c'est son fonctionnement économique. Mais ce n'est pas tout. Une telle organisation ne doit nuire en rien à la liberté individuelle, fin suprême de la société. « Le grand art de la politique, disait-il, est

(1) *Ibid.* II, 728.

d'intéresser chaque membre du corps social au maintien de l'ordre établi ». Ceci est accompli dans l'état d'Harmonie par des moyens foncièrement démocratiques : d'abord en rendant toutes les fonctions accessibles « à chaque sexe, à chaque âge et à toutes les classes de citoyens » (1) ; en second lieu, par le suffrage universel ; enfin, en étendant le suffrage même au domaine économique : salaires, répartition du travail, nomination des chefs de l'industrie ; en somme, presque toutes les questions importantes sont décidées par les suffrages des personnes intéressées. La phalange, disait le socialiste François Vidal, dans sa *Répartition des richesses*, est une « démocratie organisée, se gouvernant elle-même... où les chefs sont élus, ou toute loi, tout règlement, pour devenir exécutoires, doivent avoir avant tout, obtenu l'assentiment de la majorité. » (329 s.).

Ces idées du fédéralisme et de la démocratie du suffrage universel, dont la compétence s'étend à tous les domaines, restèrent des articles de foi chez la plupart des disciples de Fourier. En même temps, ils retinrent de lui l'indifférence relative aux théories proprement politiques. Ainsi ils veulent la démocratie ; mais, pendant de longues années, la forme particulière que peut prendre le gouvernement existant ne les intéresse pas beaucoup. Ils ne font pas d'objection à l'idée de république, mais comme la monarchie constitutionnelle est l'ordre établi, ils préférèrent la garder. Il est vrai, qu'après 1840, dans leur revue, la *Phalange*, et surtout après 1843, date du *Manifeste de la Démocratie pacifique*, ils attaquent hardiment

(1) *Unité Universelle* IV, 428.

les vices du régime; mais ils ne prennent position avec les républicains, qu'aux jours de février. Cela les empêche, sans doute, d'exercer sur les ouvriers toute l'influence dont leur propagande vigoureuse était capable. Néanmoins, la *Démocratie pacifique* se fait entendre, elle sait attirer l'attention et les sympathies.

Dans le numéro du 22 août 1841, le journal fouriériste se livre à une attaque violente de la corruption gouvernementale, dans un article intitulé « Une société qui tombe ». La police ayant saisi ce numéro, la *Démocratie pacifique* redouble son attaque le lendemain, dans un article plus violent encore contre le gouvernement. « Retirez-vous, aujourd'hui, ordonne-t-elle, en concluant, si vous ne voulez pas exposer avec vous la société, la couronne et la France ». Elle y laisse voir, même à cette date d'août 1841, son attachement à la loi et à l'ordre établi. Mené devant le jury de la Cour d'assises et en présence d'un auditoire immense, le journal est acquitté. Son avocat au procès n'eut pas de peine à démontrer, par des citations empruntées à tous les organes fouriéristes publiés depuis 1832, que l'école fouriériste avait toujours défendu la monarchie de juillet (1).

C'est seulement au lendemain de février que les fouriéristes adhérèrent définitivement à la République en inscrivant en tête de leur journal « Vive la République ». Mais leurs attaques incessantes contre le gouvernement avaient sans doute contribué, pour une certaine part, à

(1) V. *Procès de la Démocratie Pacifique*, dans le volume *Principes du Socialisme* de Victor Considérant 1847 (réimpression du *Manifeste de la Démoc. Pacif.* du 1^{er} août 1843).

l'écroulement du régime de Louis-Philippe. La révolution de février donna, en tout cas, aux fouriéristes une certaine célébrité, dont ils profitèrent, ainsi que d'autres socialistes, dans les élections à l'Assemblée Constituante. Considérant, Hennequin, Lechevalier qui, à ce moment, est encore en rapports étroits avec les fouriéristes, y sont élus et y dans les élections à l'Assemblée Constituante. Considérant, est nommé membre de la Commission du Luxembourg, un essai de Ministère du Progrès et des Améliorations Sociales que, depuis des années, Considérant et la *Démocratie Pacifique* et aussi Louis Blanc réclamaient. Dans la discussion de l'Assemblée sur le droit au travail, Considérant réclame la transformation de l'Etat et sollicite quatre séances pour exposer son projet. Mais la motion demandant que ce droit soit inclus dans la Constitution est promptement rejetée (1). Il se fait souvent entendre sur d'autres sujets, comme celui de la législation directe par le peuple.

Ce principe, auquel il fit adhérer Ledru-Rollin, il le défend aussi dans les colonnes de la *Démocratie Pacifique*. Il lui semble une déduction de la doctrine démocratique de Fourier. Ainsi, le journal, qui défendit l'idée jusqu'au Coup d'Etat, cite Fourier à ce propos : « Si on veut soustraire le grand nombre à l'oppression du petit nombre... (il faut) incorporer le grand nombre, lui donner une puissance qui ne soit jamais déléguée ».

Bien qu'ils aient déploré l'insurrection de juin, Con-

(1) Paul Louis, *Histoire du Socialisme en France*, Rivière. 1925. p. 189
191.

sidérant et Cantagrel encouragent Ledru-Rollin et se joignent à lui dans sa protestation contre l'expédition de Rome. Ils durent s'expatrier après l'insuccès de l'appel aux armes du 13 juin 1849. C'est la fin de la carrière politique de Considérant et de son activité de publiciste.

Pendant que les membres de l'Ecole phalanstérienne répandaient par leur activité politique et leurs écrits, les idées politiques de Fourier, un autre écrivain, reprenant ces idées au point où Fourier les avait laissées, devait les développer avec plus de profondeur et d'une façon plus retentissante. Ce fut Proudhon. En ce qui concerne le fédéralisme, il a certainement puisé chez Fourier.

Les groupements médiocres du système fédéral de Proudhon dans l'intérieur desquels tout doit être « sérié », et comportant la division des pouvoirs, sont, comme dit M. Bouglé, « des notions d'origine fouriériste dont Proudhon a fait le plus grand usage dans *La Création de l'Ordre* » (1). C'est chez Fourier qu'on trouve aussi cette alliance « assez lâche et toujours souple » des groupements qui créent un pouvoir aux attributions nettement limitées (« une agence » plutôt qu'un gouvernement, suivant M. Bouglé) « capable de gérer les intérêts qui leur sont communs sans gêner l'indépendance de chacun d'eux » (2).

La précision et la force de l'exposition proudhonienne font défaut à Fourier ; et dans le développement du fédéralisme de Proudhon, l'indépendance intellectuelle de l'au-

(1) C. Bouglé, chapitre sur « Proudhon. Fédéraliste » dans le travail collectif, *Proudhon et notre temps*, p. 241 ss.

(2) *Ibid.*, p. 241, 250.

teur se révèle, notamment dans la large place assignée aux syndicats de travailleurs, dont Fourier n'a pas apprécié le rôle.

L'idée de la législation directe préoccupa longtemps les fouriéristes. Un des plus marquants d'entre eux, Godin, tâcha d'appliquer dans le gouvernement de son usine, des procédés semblables (1). Mais il rencontra des difficultés telles que, sans perdre sa foi dans le suffrage universel, il dût cesser de l'appliquer à tous les problèmes que posait la vie de l'usine. Il parvint ainsi à une théorie propre de la législation indirecte. Cette théorie fut aussi, et pour des raisons semblables, partagée par un autre fouriériste plus récent, Hippolyte Destrem. Ce dernier exprima ses idées dans un livre sur la *Future Constitution de la France* et dans *La Rénovation*, le journal fouriériste mensuel qu'il fonda en 1888. Il esquissa dans ces publications tout un système indirect de gouvernement, constituant, par exemple, des chambres législatives nommées par les délégués des communes, un président de l'Etat nommé par les chambres législatives avec un cabinet responsable à lui seul, etc., etc.. Mais, pour le reste, il ne s'écarte pas beaucoup de Fourier. Ainsi, ce système prévoyait la fondation de manufactures communales et d'associations productives agricoles. Destrem revendiquait en outre le droit au travail, les droits de la femme, la gratuité de la justice et l'impôt progressif. Sur ce corps de doctrine, M. Adolphe Franck, éditeur du *Dictionnaire des Sciences Philoso-*

(1) V. ci-dessous, p. 123-126.

phiques, lut un rapport favorable à l'Académie des Sciences morales et politiques. Paul Déroulède, dans une lettre à la *Rénovation* (août 1899), exprima, lui aussi, son approbation.

Un collaborateur de la *Rénovation* (juin 1911), définit la doctrine fouriériste telle qu'elle était à l'origine et telle qu'elle était restée sous les diverses interprétations qu'on en avait données au cours du XIX^e siècle : dans la sphère politique, elle veut dire « décentralisation, régionalisme, liberté d'association illimitée, autonomie absolue étendue aux provinces ». Elle formule, dit-il, les mêmes desiderata pour les activités économiques.

Ce sont ces parties de la doctrine fouriériste qui ont permis à M. Maxime Leroy de dire dans les *Libres Entretiens* de 1919 : « Les associations d'employeurs, salariés (d'aujourd'hui)... complétées par d'autres associations politiques, artistiques... englobant toutes les formes de l'activité humaine et se fédérant, discutant... entre eux... voilà qui prolonge le fouriérisme et le proudhonisme ».

Cette doctrine de l'Ecole se fonde sur la reconnaissance de la solidarité des hommes, de la solidarité-fait, comme disent les analystes récents du « solidarisme », fait qui s'est révélé aux hommes de pensée depuis l'origine de la civilisation (1). Le choléra, écrit Considérant, « est parti de l'Inde pour faire le tour du monde et écrire sur le globe... le mot solidarité : solidarité des nations... des races humaines » (2). Fourier s'exprime ainsi : « Il

(1) V. G. Pirou, *Les doctrines économiques en France depuis 1870*, Colin 1925, p. 60. — V. aussi R. Gonnard, *Histoire des doct. écon.*, III, 306.

(2) Considérant, *Destinée Sociale*, éd., 1851, I, 293.

Il faut que les pauvres jouissent d'une aisance graduée, pour que les riches soient heureux (1). Dans la *Démocratie pacifique* du 25 août 1850, Eugène Nus écrit : « L'homme tient à l'homme par un lien que rien ne peut rompre... Solidarité, c'est la loi de la justice universelle ». Hippolyte Renaud a intitulé son exposition du fouriérisme, *La Solidarité* et, comme on sait, c'est dans cet ouvrage que Zola a puisé l'inspiration pour son roman *Travail*. Le « solidarisme » d'aujourd'hui qui repose, certes, sur un sentiment du devoir individuel plutôt que, comme c'est le cas chez Fourier, sur l'égoïsme calculateur et le devoir de la société envers l'individu, semble, toutefois, avoir une parenté étroite et par ses postulats et par son programme politique avec le fouriérisme.

Ainsi la propriété individuelle devenue fonction sociale, l'impôt progressif, l'assurance sociale, le minimum d'existence et même la justification de « l'appropriation sociale d'un certain nombre de branches de la production » (2), sont des déductions modernes du fait de la solidarité que l'école sociétaire avait aussi faites. Observons, par exemple, ce que dit Fourier sur l'assurance sociale : « Toute société fondée sur d'autres bases que l'obligation solidaire de la masse pour les biens de l'individu n'est qu'un chaos d'injustice et d'égoïsme » (3).

Frappé par les ressemblances entre le solidarisme et les conceptions de Fourier, M. E. Laskine est amené à déclarer que « la philosophie solidariste dont plus tard

(1) *Nouveau Monde*, 329.

(2) Pirou, *op. cit.* p. 164, citant C. Bouglé, *Le Solidarisme*, Giard, 1924.

(3) *Manuscrit dans la Phalange*, septembre, octobre, 1848.

M. Léon Bourgeois dota le parti radical-socialiste, s'inspirait plus ou moins consciemment du garantisme de Fourier, du droit au travail de Considérant et de Louis Blanc » (1).

Le programme solidariste se trouve incorporé dans la politique radicale française. M. Albert Milhaud, esquisant les grandes lignes de cette politique dans un discours prononcé à Cambridge, le 4 août 1925, à l'occasion de la « semaine libérale anglaise », relève les diverses caractéristiques de cette politique depuis le premier ministère de Léon Bourgeois en 1895 (2). Parmi ces principes, on note d'abord la fusion des classes, « l'association des individus et des groupes humains... véritable instrument des perfectionnements sociaux »; puis « la souveraineté du suffrage universel... dont le principe exige que la Chambre des Députés ait le dernier mot, notamment en matière budgétaire » — principe que Godin aussi, partant de la pure inspiration fouriériste, a formulé dans *Le Gouvernement* (3). 3° refus d'admettre « la liberté absolue de la concurrence qui permettrait indirectement à la puissance financière d'abuser de sa force au détriment des plus faibles ». 4° réforme fiscale et organisation de l'assurance sociale. 5° arbitrage international.

Sans avoir épuisé le programme radical, nous avons là incontestablement un ensemble d'idées qui est bien dans la tradition fouriériste. « Le parti radical, disait M. Léon

(1) *Le socialisme suivant les peuples*, p. 72.

(2) V. compte-rendu, dans la revue *Fructidor*, octobre, 1925.

(3) Ed. Guillaumin, 1883, v. chapitre VI.

Bourgeois dans sa préface au livre de M. F. Buisson sur la *Politique Radicale*, « a une doctrine sociale. Et cette doctrine se résume en un mot : l'association » (1). Ce mot exprime très bien le lien qui unit le parti radical d'aujourd'hui à celui de 1835 et de 1840, d'une part, ces partis et le fouriérisme d'autre part. Ainsi, dans le *Réformateur* de 1834, Raspail, comme Fourier le fait dans ses écrits, insiste sur le principe d'association agricole; comme Fourier, il en fait la base du système social (2). Le programme de ces premiers républicains contient plusieurs points de la doctrine que les fouriéristes répandaient à cette époque. Cherchant à réaliser le bonheur des riches et des pauvres, ils demandent une réforme complète de l'éducation, du droit, de la morale, de la politique, du commerce. Ce programme repose sur le postulat de Rousseau — l'homme est bon. Laissez-le libre, concluent-ils; toute contrainte lui est gênante. L'important, c'est d'avoir plus de production (3).

« Le programme social du radicalisme français qui se résume dans la formule : « Maintien et extension de la propriété privée; abolition du salariat... » est essentiellement, dit M. Laskine, d'origine fouriériste (4), dont, ajoute M. Charles Gide, il procède inconsciemment (5). N'est-ce pas, en effet, dans la *Démocratie pacifique* du 4 août 1850, qu'un fouriériste s'efforce de démontrer aux lecteurs la possibilité de l'émancipation progressive du

(1) Cité par Gide et Rist, *Histoire des Doct. Ec.*, éd. 1926, p. 712.

(2) Bourgin, *Fourier*, 486.

(3) G. Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 147-149.

(4) Laskine, *Le socialisme suivant les peuples*, p. 23.

(5) Gide et Rist, *op. cit.*, p. 293.

travail, de la transformation du salariat, sans toucher au régime de la propriété privée.

Non seulement par leurs écrits divers et nombreux, mais par leur action politique, les phalanstériens ont favorisé l'effort législatif tendant à améliorer la condition des ouvriers. Considérant, Cantagrel, Hennequin, Wladimir Gagneur et d'autres ont été au premier rang dans la lutte pour la législation industrielle. Godin, en 1878, a écrit une série d'articles sur une « caisse nationale d'assistance des travailleurs »; comme député, il a déposé un projet de loi dans ce but. Pour subvenir aux dépenses que Godin exigeait de l'Etat pour réaliser un large programme démocratique, il réclama l'impôt progressif sur les successions directes et l'hérédité de l'Etat pour les autres successions (1). Il défendit ses projets de législation industrielle dans ses divers livres. Le fouriériste P. E. Laviron établit quelques projets de loi créant des retraites pour les ouvriers; en 1882 il écrivit un livre sur le *Droit des travailleurs à la retraite* (2).

De nombreux hommes d'Etat depuis 1848 jusqu'à ce jour ont connu le fouriérisme et y ont sans doute trouvé des idées neuves ou en tout cas des confirmations de leur propre pensée.

Ainsi on a reproduit dans la *Science Sociale*, le jugement de Jules Simon sur Fourier. Il critique vivement

(1) G. Weill, *Histoire du mouvement social en France*, p. 212.

(2) 2^e éd., Paris, 1885, in-8.

Fourier pour avoir mis la passion en avant du devoir. Mais il lui reconnaît deux grands mérites : son idée de l'association et l'idée qu'il faut accepter la nature, la développer, non la contraindre (1). Jules Simon reconnut encore une fois, en 1894, la puissance de la pensée fouriériste. Dans la *Revue Contemporaine* d'octobre 1894, il déclare : « Donnez à Fourier la langue d'un grand écrivain et il sera le maître de son siècle » (2).

Victor Duruy, comme ministre de l'Instruction publique, publie en 1867 un bulletin dans lequel il expose et défend un des principes essentiels et caractéristiques du fouriérisme : l'association du capital, du travail et de l'intelligence. Est-ce son amitié et son respect pour l'opinion de Mme Pape-Carpentier, fouriériste zélée et dont il appréciait les conseils, qui lui ont suggéré l'emploi de cette formule ?

A l'occasion de l'inauguration de la statue de Dorian, M. Etienne, Ministre de l'Intérieur, en 1905, rendait à Fourier, l'hommage d'avoir « inspiré les vertus sociales et civiques du dévoué organisateur de la défense nationale dans Paris assiégé » (3).

Le sénateur Clamagérat, ancien Ministre des Finances, ne procède-t-il pas de Fourier et de Proudhon, quand il écrit dans son livre *La Lutte contre le mal* (1898) que le seul remède aux maux sociaux, c'est la libre association ; il veut que l'Etat ne possède que les fonctions indispensables à la sécurité et à l'ordre intérieur, « en transférant

(1) *Science Sociale*, t. II, 1868, p. 330.

(2) Cité par *La Rénovation*.

(3) *Ibid.* juillet, 1905.

peu à peu la plupart des fonctions qui concernent la collectivité, aux associations libres » (1).

Dans un discours prononcé à Roubaix, M. Waldeck-Rousseau qui déclarait : « c'est par l'association que peut et que doit être assurée l'harmonie des forces sociales et que se réalisera sûrement et progressivement l'accession du travail à la propriété », employait un langage qu'on peut appeler « fouriériste », d'autant plus qu'il a connu la doctrine de Fourier et avait des rapports avec des fouriéristes (2). M. Paul Deschanel, dans son livre *La Question Sociale* (1898) montre qu'il connaît Fourier quand il écrit : « Fourier... ami de la variété, combat le nivellement, l'égalité des conditions. Il est spiritualiste, romantique, métaphysicien et théosophe » (3). « L'Ecole Nouvelle », dont Deschanel a été un des protagonistes, a rêvé, selon lui, « la réalisation d'une cité mieux ordonnée, plus juste, plus heureuse que celle-ci », où « le salariat commencera à disparaître, pour faire place à une forme de rémunération plus haute », par des moyens tels que les réformes législatives en appliquant « l'association et la coopération sous des formes de plus en plus variées et complexes ». On sent dans ce programme l'écrivain qui a étudié Fourier.

Etant jeune homme, M. Millerand a été instituteur à la « maison rurale des enfants » à Ry, une institution fouriériste dirigée par le docteur Jouanne, membre zélé de

(1) V. le journal *l'Emancipation*, mars, 1898.

(2) *La Rénovation*, date du discours non spécifiée.

(3) *Ibid*, Compte-rendu, juillet 1919.

l'école sociétaire (1). M. Millerand, parlant de sa propre activité dans l'élaboration de la législation ouvrière (par exemple, les décrets de 1899, 1900, 1902 sur les heures du travail), déclare « n'avoir jamais séparé les intérêts des industriels de ceux des ouvriers » (2). Il est intéressant de remarquer qu'à cette époque où vraisemblablement sa foi socialiste était jeune et encore entière, il exprimait une opinion si anti-marxiste et cependant si caractéristique de Fourier et de Saint-Simon.

Armé de sa connaissance de la législation industrielle et du socialisme français, M. Maxime Leroy trouve que « la loi de 1915 sur le salaire des ouvriers à domicile (A. Berthod, rapporteur) est « d'une inspiration... nettement fouriériste et proudhonienne » (3).

De l'exposé, un peu sommaire et dispersé, qui précède, on peut, semble-t-il, dégager les probabilités de l'action du fouriérisme sur des hommes politiques de la Troisième République et par eux, sur l'évolution politique de la France depuis la Commune.

*
* *

La tradition socialiste en France est une tradition de paix, comme nous le montre M. J.-L. Puech dans un livre sur ce sujet (4). Dans cette tradition, le pacifisme de Fourier doit certainement prendre un haut rang.

(1) Selon un fouriériste encore vivant.

(2) V. G. Weill, *Histoire du Mouvement social en France*, 3^e éd., 1924, p. 441.

(3) Cité par *La Rénovation*.

(4) *La Tradition socialiste en France et la Société des nations*, 1921, Rivière.

Déjà en 1803, dans sa lettre au Grand Juge, il annonce que l'avènement de la société phalanstérienne offre la perspective d'extirper la guerre et les autres fléaux « qui neutralisent les efforts et absorbent les produits de l'industrie quelques énormes qu'ils puissent être » (1). Un des points principaux de la critique fouriériste, c'est la fréquence dans la civilisation présente des guerres dont l'origine réside le plus souvent dans les rivalités commerciales (2). Les résultats de la guerre sont presque aussi malfaisants aux vainqueurs qu'aux vaincus.

Aussi longtemps que Napoléon occupa la scène, Fourier ne crut pas au « roman » de l'abbé de St-Pierre (3). Il rêvait d'une pacification universelle qu'on réaliserait en unifiant par la force toutes les nations du globe. Mais plus tard, il n'attendit la constitution de l'unité indispensable à la paix que de la réalisation de l'organisation phalanstérienne, laquelle unirait toutes les nations par les liens indissolubles d'une vie commune et indépendante. A cet égard, il reproche aux saint-simoniens « de ne pas même savoir associer un village et, cependant, de vouloir l'association universelle. »

Dans sa société future, tout le monde parlerait une seule langue, userait de signes typographiques, de mesures et de monnaies identiques (4); les moyens de transport et les voies de communication seraient portées au plus haut degré de perfection.

(1) *Lettre au Grand Juge* (Pellarin), p. 21.

(2) Fourier, *Pièges et Charlatanisme des deux sectes St-Simon et Owen*, p. 58-59.

(3) *Manuscrits I*, p. 276.

(4) *Les Quatre Mouvements*, 31.

Si Fourier, dans l'espoir optimiste d'un avènement prochain de ce monde nouveau, qui, de lui-même assurera la paix, ne s'occupa pas des moyens pratiques de la réaliser dans le présent, ses successeurs, plus réalistes, feront de ces moyens une de leurs principales préoccupations. Considérant par là, en 1841, de « l'Unité fédérative des nations » sortie de « l'entrecroisement des intérêts » qui va introduire « l'ère de l'activité pacifique » (1). Déjà dans la *Politique Générale* (1839), qu'il appelle « une seconde édition des suggestions pacifiques contenues dans les *Quatre Mouvements* » de Fourier, il déclare que la France est tout indiquée pour la mission d'établir la paix européenne, pas « en subjuguant les nations, mais en organisant leur association ». Cette association doit trouver corps dans « l'établissement régulier des Congrès d'unité... cette institution étant la pierre angulaire de l'ordre pacifique ». Et il continue : « Cette haute institution ne doit pas être... imposée aux nations; elle doit être amenée bénévolement... en les appliquant à la régularisation d'une foule de mesures essentiellement bienfaisantes, que toutes les nations décideront en concert. Une marche semblable habituerait bientôt les peuples civilisés à considérer comme illégitimes tous les actes de relations extérieures qui ne seraient pas sanctionnés par l'autorité unitaire, commune. » (p. 33-34). Plus loin, il ajoute : « Dans l'intérêt de chaque nation et afin de garantir à chacune... sa liberté en fonctions industrielles et pacifiques, et même son existence, il faut que chacune renonce à la souveraineté

(1) *Bases de la Politique Positive*, 2^e éd. 1842, p. 215.

absolue... au droit de faire la guerre... La Société des Nations exige donc la garantie qui régit la société des individus, la garantie d'un droit commun... une autorité commune » (p. 39-40). Encore une citation : « *Si vis pacem, para bellum !* a-t-on dit depuis longtemps... et la politique de cette maxime ne pouvait donner qu'une paix incertaine et précaire. *Si vis pacem, para pacem !* telle doit être aujourd'hui la devise de l'humanité... Hommes d'Etat... travaillez... à rendre partout la guerre impossible ! » (p. 70).

Considérant a très vite aperçu que pour être unies dans une association durable, il fallait que les nations fussent des démocraties; et contre les Autriches, les Russies, si jamais « elles osaient violer le droit commun, les alliés démocratiques lèveraient... une armée internationale ». *La Démocratie pacifique*, il faut le rappeler, était le nom que les fouriéristes choisirent pour leur journal, en 1843, peu après avoir fait leur entrée dans l'arène politique.

Voilà donc des précisions sur la Société des Nations qui, s'inspirant des généralités de Fourier et profitant peut-être des suggestions de Saint-Simon sur le parlement général « qui serait chargé de rédiger un code de morale universelle » (1), sont les premiers fondements de l'édifice encore plus achevé de Pecqueur, de Charles Lemonnier, de Godin et de travailleurs plus modernes.

C'est en 1842, trois ans après la *Politique générale* de Considérant, que Pecqueur a publié son ouvrage *De la Paix*; ici il est question d'une élaboration plus hardie et,

(1) V. E. Levasseur, *Les Etudes sociales sous la Restauration*, 1902.

au point de vue juridique, plus précise des idées de ses précurseurs et de ses contemporains, surtout de Considérant, sur l'éducation de la paix, l'anti-protectionnisme, la standardisation des monnaies, mesures et la police internationale, l'arbitrage obligatoire, le droit des gens, l'enchevêtrement des intérêts des nations (1).

Proudhon, réaliste, exprima des doutes sur la solidité d'une société de nations unies par des liens juridiques; il n'attendait la paix qu'à une époque où les peuples seraient enchevêtrés par des liens économiques, par exemple ceux qui uniraient les fédérations agricole-industrielles, idée essentiellement fouriériste comme nous venons de le voir (2).

Avec cet héritage, les membres de l'école sociétaire et ceux qui, sans adhérer à un groupe, ont senti l'inspiration du saint-simonisme, ont tout naturellement soutenu toutes les initiatives pratiques se proposant de faire disparaître les guerres entre les nations. Ainsi, voit-on, en 1865, un fouriériste, M. A. Gromier, fonder l'Association internationale des Amis de la Paix et mener une activité incessante pour la paix.

La Société de la Paix et de l'Arbitrage entre les Nations compta parmi ses adhérents les plus influents, à côté de Victor Hugo, J. Passy, Charles Richet, de nombreux fouriéristes : Destrem (éditeur de *La Rénovation*), Mme Griess-Traut, qui apporta un secours financier à sa propagande. Godin qui organisa une filiale de la Société au Familistère

(1) V. J.-L. Puech, *La tradition socialiste*, chap., sur Pecqueur, p. 116-162.

(2) V. *ibid.*, p. 187-188 et ci-dessus, p. 83.

et qui prêcha l'idée de paix dans ses livres et dans sa revue *Le Devoir*. Comme la *Science Sociale*, revue fouriériste, l'a fait, entre 1867-1870, le *Mouvement Social* de Charles Limousin, qui dura de 1877 à 1887, se fait un des organes du mouvement pacifiste. Au Congrès de Berne, en 1884, de l'International Peace and Arbitration Association, Limousin, avec Tachard, Dollfus et Lemonnier à ses côtés comme délégués des pacifistes français, affirma, suivant *Le Temps*, « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». W. Gagneur, député du Jura en 1834, fouriériste tenace, fut un des promoteurs de l'arbitrage international. Pendant quelque temps, Destrem publia un supplément à *La Rénovation* intitulé *L'Unité Humaine*, organe de la Société de la Paix perpétuelle par la Justice internationale.

Le travail de Charles Lemonnier dans ce domaine a, comme on le sait, été de grande valeur. Ancien saint-simonien, il s'est toujours tenu en relation étroite avec les fouriéristes; il assistait par exemple, souvent, aux banquets annuels de l'Ecole. En 1878, il émit l'idée du Bureau international de la Paix, qui se réalisa finalement en 1891.

Au Congrès de la Paix, tenu à Anvers en 1894, Mme Griess-Traut présenta une proposition « tendant à la transformation des armées guerrières destructives en armées pacifiques »; plus tard elle offrit, par l'intermédiaire du Bureau international de la Paix à Berne, un prix destiné au meilleur mémoire sur ce sujet.

Dans un discours au Congrès, en 1898, M. A. Gromier soumit une longue liste de propositions, qu'il appelait « de

siderata fouriéristes », tels l'uniformité des tarifs postaux, des monnaies et des mesures, l'abolition des passeports, d'octrois, etc., etc..

Mme C. Flammarion, sympathique comme M. Camille Flammarion au fouriérisme, fonda en 1898 l'Association pour la Paix et le Désarmement par les Femmes.

Si l'on voulait réduire à l'essentiel les doctrines politiques du fouriérisme, c'est la formule « démocratie pacifique » qui les résumerait le mieux. Cette formule a été en accord avec l'état d'esprit de tous ceux — libéraux, socialistes, humanitaires — qui ont joué un rôle important dans l'évolution vers la constitution des nations en démocraties pacifiques. Des socialistes, comme Pecqueur et Proudhon, s'inspirent en effet largement de Fourier.

En s'appuyant sur cet accord avec son siècle, aussi bien que sur l'activité de l'Ecole dans le domaine théorique et dans celui de la propagande, on peut raisonnablement déduire qu'une grande place doit être assignée au fouriérisme dans l'histoire du mouvement pacifiste en France.

CHAPITRE IV

L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

Il serait téméraire d'affirmer que Fourier est, en quelque mesure, responsable des théories et des pratiques de l'agriculture présente. Les socialistes, agents de transmission de ses idées, se sont, jusqu'à notre époque, désintéressés, pour la plupart, des questions agricoles. Pourtant, Fourier, observateur méticuleux, décrivit, d'une façon frappante les défauts des méthodes employées dans l'agriculture. Apportant ses solutions, il n'hésitait pas à entrer dans le domaine technique et à offrir des suggestions précises. Le tableau qu'il trace des défauts de l'agriculture a été souvent reproduit et quelques-unes de ses solutions ont passé dans l'ordre des faits, sous l'action d'ailleurs des nécessités économiques. Il peut être intéressant de rapprocher cette critique et ces solutions des théories et des conditions modernes de l'agriculture.

Comment s'expliquer que Fourier ait apporté tant d'attention aux questions agricoles ? C'est que le point de départ de sa doctrine dans le domaine économique est l'organisation du travail. Les titres de ses principaux ouvrages sont significatifs : *L'Association domestique-agricole*, *Le Nouveau Monde Industriel*, *La Fausse Industrie*.

Fourier voyait dans le problème social un problème de production plus encore que de répartition. « Ainsi, dit-il dans l'*Unité Universelle* de 1822, il n'y aura pas dans l'Etat futur cette distinction entre « producteurs et consommateurs » qui existe chez les civilisés (les contemporains), il n'y a dans l'Harmonie que des producteurs. » (t. III, 546) (1).

Or, dans cette organisation du travail, c'est le travail agricole qui prime tout. Gonnard remarque que « la trame du système fouriériste est physiocratique en ce qu'il prétend réaliser par l'agriculture, l'ordre social voulu par la Providence, cet ordre qui va assurer le bonheur du monde »; il ajoute : « le tissu (en) est absolument original » (2). Fourier, comme la plupart des penseurs qui se sont occupés de l'économie politique avant la Révolution industrielle, regardait le commerce comme une occupation dégradante, nécessaire jusqu'à un certain point, mais décidément subordonnée à l'agriculture. Mais comme il observait la société de son temps, il vit que les travailleurs de la campagne étaient réduits à un état d'asservissement; il les appelle « ces automates vivants qu'on nomme paysans ». Il remarqua « que l'agriculture, fonction principale, est asservie au commerce, fonction asservie; le propriétaire direct qui cultive... est asservi aux propriétaires indirects ou marchands... L'agriculture était pres-

(1) En passant, on peut noter cette expression écrite en 1822, et qui peut avoir été recueillie de la bouche même de Saint-Simon. En 1803, dans les *Lettres de Genève*, celui-ci avait déjà exprimé l'idée : tout homme doit travailler... Mais dès 1808, Fourier, dans les *Quatre Mouvements*, se préoccupe du principe de l'attraction industrielle, par lequel tous les hommes sont portés au travail.

(2) *Histoire des doctrines économiques*, t. III, 45.

surée par le système féodal, elle l'est maintenant par une autre sangsue, par le corps des agioteurs » (1). De leurs opérations résultent des fluctuations de prix qui découragent l'activité des cultivateurs.

Analysant plus profondément encore les causes des maux de l'agriculture, il parvient à son thème favori du morcellement. Cette question, qui avait déjà préoccupé d'autres écrivains, va être traitée par lui d'une façon complète et définitive. Partout, dit-il, la propriété foncière est morcelée; comme résultat, l'incohérence règne partout. Ou on emploie le système « massif » de culture, réunissant toutes les fleurs d'un côté, toutes les céréales de l'autre; ou le système « engrené » porté à l'excès, accumulant « vingt sortes de cultures sur tel terrain qui n'en devrait pas comporter trois ». Chacun veut « recueillir sur le sol qu'il possède les objets nécessaires à sa consommation ». On laisse les terres se reposer une année, jachère qui ne serait pas nécessaire si « on n'employait aux céréales que les terres convenables... soutenues des masses et des qualités d'engrais nécessaires » (2). La raison qui dirige les paysans « dans leurs distributions de cultures, leur assolement, leurs époques de récolte, c'est le risque de vol ». Ainsi ils sèment du blé, là où le terrain conviendrait mieux à un verger, mais en même temps serait plus difficile à surveiller. Pour la même raison, ils récoltent leurs fruits avant maturité. L'indigence du cultivateur l'expose aux extorsions des banquiers.

(1) *Unité Universelle*, III, 92.

(2) *Ibid.*, III, 99.

Sous le régime associatif imaginé par Fourier, tout un canton sera exploité comme s'il était le domaine d'un seul particulier. D'abord on choisit pour chaque sol les cultures qui lui sont propres. Cette répartition des cultures s'opère selon trois modes : l'un, « l'ordre massif », qui se fait par vastes étendues de terrain réservées à une même production ; l'autre, « l'ordre ambigu » ou « mixte », qui rassemble sur un même terrain différentes sortes de cultures parfaitement appropriées à chaque parcelle de ce terrain — c'est le jardin « anglais », ou plutôt « chinois » ; enfin l'ordre « engréné » ou « composé », qui dispose une même culture sur divers points du domaine, reliés entre eux. Ces trois méthodes sont combinées de telle manière que des groupes d'ouvriers occupés à des cultures différentes travaillent près les uns des autres, circonstance propice à l'émulation et susceptible de rendre plus intéressants leurs travaux (1). Les groupes isolés, tels que Fourier les observe dans l'agriculture de son temps, ne jouissent pas de ces avantages. En effet, Fourier croit qu'il est possible et nécessaire que le travail agricole soit attrayant. En même temps il propose, par l'institution de nombreuses séries, de créer l'extrême division du travail. Comme la préparation du pain est parmi les travaux les plus fatigants et les plus coûteux et que nos goûts naturels nous portent de préférence aux fruits et aux mets sucrés, Fourier voudrait diminuer la culture du blé, étendre et perfectionner l'arboriculture, le jardinage et

(1) *Unité Universelle*, III, 482 : v. aussi Bourgin, *Fourier*, 317 ss.

d'une façon générale, tous les travaux agricoles moins pénibles (1).

Ce système de la grande culture n'entraîne pas, dans la société de Fourier, le grand défaut qu'il peut avoir en « civilisation », c'est-à-dire d'établir « la féodalité d'argent ». Au contraire, tout le monde aura des actions dans les terres cultivées en commun. Les chefs seront élus au suffrage universel. Une autre caractéristique de ce régime sera ce que nous appellerions aujourd'hui les coopératives agricoles. Les comptoirs communaux et les entrepôts fédéraux possédés par les membres associés de chaque commune entreposeront les récoltes, les écoulent, avanceront à leurs membres des fonds garantis par ces récoltes mêmes, et leur vendront des outils et des articles de consommation ménagère aux prix de revient. De cette manière, on supprimera les intermédiaires.

Ces idées ont été répétées par les fouriéristes. Gagneur, Considérant, P. Forest, N. R. Le Moyne, pour ne citer que quelques noms, ont écrit sur la question agricole. Dans son Mémoire, publié en 1841, sur les *Paysans au 19^e siècle*, E. Bonnemère, un fouriériste, cite parmi les raisons du dépeuplement des campagnes, le morcellement, aggravé par la nécessité de partager la terre entre tous les héritiers, « l'impôt de l'usure », le manque d'écoles, de bibliothèques, de théâtres et les conditions anti-hygiéniques de la vie à la campagne. Il préconise un ministère

(1) M. Charles Gide voit dans ses vergers de Californie et dans la culture maraîchère pratiquée sur de grandes étendues aux environs de presque toutes les grandes villes du monde, la réalisation des prévisions de Fourier. V. Gide *Fourier, Précurseur de la Coopération*.

de l'Agriculture, le crédit agricole par l'intermédiaire d'une Banque de France avec succursale dans tous les chefs-lieux, qui sera consacrée aux intérêts de tous les travailleurs, non à ceux des banquiers privés. Il suggère, de plus, la création d'un monopole d'Etat des assurances, l'établissement des écoles professionnelles agricoles, l'association des capitaux fonciers qui permettra l'emploi des machines et des procédés modernes, enfin le reboisement, dont l'importance et les principes ont été déjà savamment exposés par Fourier. Mais le besoin fondamental de l'agriculture, selon lui, c'est la meilleure organisation du travail par l'association — association des travailleurs et des capitaux fonciers. Bonnemère a aussi publié (en 1850) une étude sur *l'Histoire de l'Association agricole*, ouvrage qui lui valut le premier prix, au concours sur une question agricole proposée par l'Académie de Nantes (1).

Louis Napoléon a connu les idées de Fourier, surtout par l'intermédiaire de la *Solidarité* d'Hippolyte Renaud, qu'il lut pendant sa captivité à Ham, et de la *Démocratie Pacifique* dont, comme disait Considérant (*Vieux Monde*, p. 192) « il a été longtemps lecteur assidu et renteur. » Il note, dans son ouvrage *L'Extinction du Paupérisme*, que « notre loi égalitaire de la division des propriétés ruine l'agriculture; il faut remédier à cet inconvénient par une association qui, employant tous les bras inoccupés, recrée la grande propriété et la grande culture... La classe ouvrière ne possède rien, dit-il, il faut la rendre proprié-

(1) Bonnemère édita pendant quelque temps avant 1848, le *Journal d'Agriculture Pratique*.

faire ». Il suggère que les vastes étendues incultes soient louées ou vendues aux associations ouvrières. Les chefs et sous-chefs de ces associations, au lieu d'être nommés par un pouvoir supérieur seront élus par les ouvriers eux-mêmes. Considérant, en fidèle fouriériste, prend plaisir à citer le tableau que fait Napoléon III dans ce livre, du « monde égoïste livré à la féodalité de l'argent » (1). On devrait aussi, dit l'auteur, établir des corps de réserve de travailleurs, semblables aux armées industrielles de Fourier, pour faire de grands travaux (2). Dans le *Nouveau Monde* (p. 511 et ss.), et aussi dans la *Fausse Industrie* (p. 37, 730), Fourier décrit avec presque les mêmes détails les « fermes fiscales » ou « fermes d'asiles » qui seront louées aux colonies sociétaires et qui fourniront du travail et une bonne existence aux pauvres. En même temps, elles rapporteront d'excellents revenus provenant des économies réalisées par la grande culture.

Les problèmes agricoles ont toujours occupé l'attention des hommes. Au 19^e siècle, les observateurs français, frappés du contraste entre le régime agricole de leur pays et le régime anglais, étaient conduits à étudier les moyens de remédier aux inconvénients du morcellement. Fourier donc, n'était pas seul à constater ce vice; son originalité consiste à en avoir mis définitivement en lumière les conséquences. Quand M. Augé-Laribé fait allusion aux réquisitoires historiques prononcés contre le morcellement, il

(1) *Le socialisme devant le vieux monde*, 1849, p. 192.

(2) V. Bonnemère, *Histoire de l'Association Agricole*, 1850, p. 107.

pense tout de suite à Fourier, bien qu'il n'oublie pas ceux qui, même avant Fourier, ont réfléchi sur ce problème (1).

Il est intéressant de rapprocher de Fourier certains théoriciens contemporains de l'agriculture. Prenons, par exemple, l'ouvrage de M. Serça sur la *Richesse agricole et la prospérité* (1921). Comme dans beaucoup d'autres ouvrages sur l'agriculture, nous trouvons ici une critique du morcellement extrême. Néanmoins l'auteur adopte comme programme la division des grandes exploitations en parties suffisamment petites pour n'occuper qu'une famille. « Chacun travaille chez soi; chacun travaille pour soi. » (p. 226). C'est dans ce sens qu'a parlé Proudhon, mais ce n'est pas du tout le programme fouriériste.

M. Augé-Laribé voit dans les associations agricoles de toutes sortes un des principaux leviers pour l'amélioration de l'agriculture française. Il voudrait que tous les cultivateurs fussent engagés dans des associations comme celles de la culture en commun, coopératives de fabrication et de vente, syndicats d'achat d'engrais, caisses de crédit, etc. Il parle de cette forme la plus difficile d'association rurale, l'atelier commun de transformation et de vente des produits agricoles (2), forme décrite par Fourier sous le nom de « comptoirs communaux ». Dans un passage, il s'exprime d'une manière qui eût beaucoup plu à Fourier, tant celui-ci y eût trouvé l'écho de sa propre pensée : « Il n'y a aucune exagération à dire que sans la pratique de l'association sous ses diverses formes, il est.

(1) Augé-Laribé, *Le paysan français après la guerre*, 1923, p. 245.

(2) *Ibid.*, p. 31.

impossible à l'exploitation paysanne de connaître une prospérité durable et même de se maintenir. Isolés, les paysans seront rançonnés par les commissaires des trusts et des usines pour leurs achats d'engrais et de machines : ils seraient dupés par les fausses nouvelles et les ententes des courtiers dans leurs ventes de grains et de bétail... ils ne pourraient profiter des économies de production qu'on réalise dans les vineries, les fromageries, les laiteries coopératives » etc. (1). On croirait lire un paragraphe de Fourier ; seulement, nous savons que la confiance de M. Augé-Laribé dans la pratique de l'association est fondée sur l'expérience et sur l'observation, celle de Fourier est fondée sur le raisonnement pur et il y parvient par une prévision géniale.

C'est le même sens des réalités qui fait dire à M. Augé-Laribé qu' « à l'heure actuelle, aucune propagande en France ne serait écoutée qui oserait proposer de dépersonnaliser la propriété individuelle pour la noyer dans la propriété collective », et il ajoute, « pas plus que de supprimer ni même de limiter sa transmission héréditaire ». Cette dernière objection, les fouriéristes l'ont bien connue, ils l'ont écartée en maintenant le droit d'héritage, contre les saint-simoniens et les communistes. Avant M. Augé-Laribé, ils se sont rendus compte que la masse populaire n'accepterait pas le régime de la propriété collective ; ils ont cru conserver la propriété individuelle par leur système d'actions dans les terres communales. Mais Proudhon a mieux compris l'aspect psychologique de la

(1) Augé-Laribé, *op. cit.*, p. 101.

question, quand il a insisté sur la propriété individuelle paysanne. Cependant Proudhon n'a pas pu ignorer — « il l'a assez lu dans Fourier », dit M. Augé-Laribé (1) — que la grande culture organisée comme une usine présente sur la petite culture, trop morcelée, des avantages économique. M. Augé-Laribé ajoute que la concentration capitaliste prédite par les marxistes (et, aurait-il pu ajouter, par les fouriéristes longtemps auparavant) ne s'est pas produite en France dans la propriété rurale. La loi Chauveau de 1918, visant le remembrement de propriétés foncières, est une reconnaissance récente de ce grand mal du morcellement que Fourier a si abondamment attaqué, il y a un siècle.

Une des choses que M. Augé-Laribé recommande pour rendre plus étroites les relations entre les villes et les campagnes, c'est le colis agricole. « Si les citadins pouvaient régulièrement une ou deux fois par semaine recevoir des paysans qu'ils connaissent, une corbeille de vivres qui n'auraient payé aucun tribut aux boutiquiers détaillants, nous n'entendrions plus de récriminations contre la cupidité paysanne ». Cela rappelle l'histoire de la pomme de Fourier (digne, dit-il, d'être classée avec les pommes célestes d'Adam, de Paris et de Newton) qui fut payée quatorze sous à Paris tandis que dans son Jura natal elle n'aurait pas été payée plus d'un demi-liard. « Je fus si frappé, déclare Fourier, de cette différence de prix entre pays de même température que je commençai à soupçon-

(1) M. Augé-Laribé, dans le travail collective, *Proudhon et notre temps*, p. 118.

ner un désordre fondamental dans le mécanisme industriel » ; de là naquirent ses recherches (1).

Si l'évolution agricole en France semble certainement fortifier la tendance à faire de chaque paysan un propriétaire, il ne manque pas d'écrivains qui se demandent si cette tendance va pouvoir lutter contre les défauts qu'elle entraîne. Au début de son livre, *Le Socialisme agraire*, M. Compère-Morel dresse une liste des inconvénients du morcellement, dont six ou sept au moins peuvent se trouver dans Fourier. Le remède ultime, selon M. Compère-Morel, c'est la propriété collective par « l'ensemble du monde de travail ». Il n'entre pas dans les projets de l'auteur de « dépasser d'un saut... les phases de l'évolution de la propriété agricole » (2). Il veut remettre aux prolétaires agricoles les grands domaines terriens sous « la forme collective : coopérative, communale ou sociale ». Nous avons déjà remarqué la même idée chez Fourier. Pour M. Compère-Morel, comme pour M. Augé-Laribé, la rénovation et le développement de la production agricole sont subordonnés, dans une large mesure, à l'évolution des associations.

Parmi les 22 articles du programme socialiste de réformes agraires exposé par M. Compère-Morel (3), l'un (non d'ailleurs un des plus importants) fait plus particulièrement penser à Fourier. C'est la revendication de la liberté de la chasse et de la pêche. Car, selon l'avis de Fourier, l'avènement de la civilisation a privé l'homme de

(1) *Manuscrits*, I, p. 17.

(2) Compère-Morel. *Le Socialisme agraire*, Rivière, 1920, p. 139.

(3) *Ibid.*, p. 140, 172.

ses sept droits naturels, dont les quatre principaux sont : « la cueillette, la pâture, la pêche et la chasse » (1). Ces droits sont rappelés dans tous les ouvrages de ses successeurs.

*
* *

Dans les questions se rapportant à l'administration de l'industrie, aussi bien qu'à l'agriculture, Fourier a présenté des observations qu'il est intéressant de rapprocher de ce qui se fait et de ce que l'on pense sur ce sujet aujourd'hui.

Nous avons vu que, pour Fourier, le travail agricole est la base de toute économie. Il n'a que mépris pour le commerce sous le régime de la libre concurrence ; il semble peu comprendre la productivité dans le sens économique du commerce. Mais il veut bien laisser quelque place à la manufacture. Dans une comparaison entre le commerce et la manufacture qui rappelle un peu la parabole de Saint-Simon, publié onze ans plus tard, il dit : « Observons... la nullité des marchands et l'importance des manufacturiers... Si une ville perd ses marchands, comme il arriva dans Marseille au temps de la peste, elle se repeuple aussitôt de nouveaux marchands... Si une ville perd ses manufacturiers, comme il est arrivé à Louvain, on ne voit pas de nouveaux fabricants y transporter leurs ateliers » (1).

Mais l'industrie, comme l'agriculture, est morcelée, ce

(1) *Unité Universelle*, II, 163 ss.

(2) *Quatre Mouvements*, 1^{re} éd., 1808, p. 310.

qui rend impossible « l'unité » dans les plans et dans « l'exécution ». De ce vice naissent des conflits d'entreprise, la fraude et le larcin, la « contrariété de l'intérêt individuel avec le collectif ». Non seulement le consommateur souffre, mais encore le producteur est appauvri; de plus, « les ateliers (sont) si malpropres, si dégoûtants, qu'ils inspirent de l'horreur pour l'industrie et pour les industriels » (1).

Aussi bien dans l'industrie et dans le commerce que dans l'agriculture, le régime de la grande production comporte de grands avantages. Déjà, dans les *Quatre Mouvements* de 1808, il a exprimé cette idée si moderne dont à son époque on n'apercevait pas l'intérêt, que « les grandes associations (dans le commerce et dans l'industrie)... sont la base de toute économie » (p. 375 ss.) Pour accélérer la formation de la grande industrie, il suggère qu'on exige de tous les industriels un cautionnement augmenté chaque année. Au lieu de favoriser directement cette évolution nécessaire, la civilisation contemporaine, dit-il, subit, sans réagir, une lutte funeste à tous, entre un trop grand nombre d'entrepreneurs, ce qui aboutit, en définitive, à la féodalité financière.

Dans l'Etat sociétaire, les manufactures tiennent une place accessoire et complémentaire du système agricole. Il serait possible de n'attribuer aux travaux de l'industrie qu'un quart du temps consacré au travail en général, en ne lui faisant fabriquer que des produits durables et en généralisant l'emploi des méthodes industrielles les plus

(1) *Ibid.*, p. 247.

avancées. Les fabriques doivent être situées dans la campagne, en relations étroites avec les fermes dont elles occuperont les ouvriers pendant l'hiver. Les travaux doivent, dans l'industrie comme d'ailleurs dans toutes les activités, être partagés suivant les vocations natives, réalisant ainsi, comme dit Considérant, « l'attrait dans les fonctions utiles ».

Le travail d'usine étant peu attrayant, il faut l'organiser par des groupes ou « séries » émulatrices et « engrenées », avec séances courtes et variées, basées sur la division extrême du travail. Il faut aménager « des mécaniques de toute espèce » pour abréger le travail et « maintes dispositions... pour charmer le repas qui suivra le travail ». Mais on ne peut pas rendre attrayant le travail, sans abolir le salariat. Aussitôt installé le phalanstère, on substituera au régime du salariat, la distribution du produit net suivant la formule : 5/12 au travail, 4/12 au capital, 3/12 au talent.

Guidé par ces principes, Leclaire, « l'un des disciples les plus actifs et les plus dévoués de l'école sociétaire » (1), peintre en bâtiments, qui connut aussi les idées des saint-simoniens et d'autres socialistes de son époque, établit, en 1842, la pratique de la participation des ouvriers aux bénéfices qui, aujourd'hui, s'est étendue à toutes les parties du monde. Quand l'industriel américain Nelson, propriétaire d'une manufacture de pianos où la participation des bénéfices était pratiquée, voulut donner un nom au

(1) V. A. Alhaïza. *Histoire de l'École sociétaire*, 1894.

lieu où il édifia sa fabrique, il choisit le nom de Leclaire, en commémoration du père de la participation.

Dans ce domaine, l'application la plus heureuse et la plus marquante des doctrines de Fourier fut la création du Familistère de Guise. Son fondateur, Godin, après avoir étudié Saint-Simon, Owen, et les théoriciens contemporains, décida que leurs doctrines ne suffisaient pas pour résoudre « les problèmes sociaux qu'elles mettent en évidence ». En 1842, il connut les idées de Fourier, dont « le plan de régénération sociale fondé sur l'association du capital, du travail et du talent, fut pour lui une révélation; il avait désormais trouvé l'orientation de sa vie » (1). Quand sa fabrique fut suffisamment importante, il commença à la transformer suivant les théories fouriéristes.

Cette institution devenue rapidement célèbre, est une des premières où furent appliqués divers principes, qui forment l'essentiel de ce que l'on appelle aujourd'hui « la démocratisation de l'industrie ». Ainsi Godin introduisit l'actionnariat ouvrier obligatoire. Il voulait abolir par degrés le salariat dans sa propre usine et il commença par convertir une partie de ses bénéfices en actions réservées aux employés. Bien que ces actions fussent nominatives, elles ne restaient pas la propriété du bénéficiaire s'il quittait la Compagnie, mais devaient être rendues à la société, qui les remboursait. De cette manière, les actions restaient toujours dans les mains des ouvriers actuels. En second lieu, la répartition des bénéfices entre

(1) V. brochure. *Le Familistère Illustré, Vingt ans d'association*, 1880-1900.

le capital et le travail se faisait sur de nouvelles bases qui réduisaient considérablement l'importance du capital et le montant de la part qui lui revenait. Ce que Godin met en balance c'est, d'une part, la valeur du travail représentée par la totalité des salaires payés dans l'année; d'autre part un capital, représenté non pas par le capital versé dans l'entreprise, mais par l'intérêt courant de ce même capital. Le salaire et l'intérêt étaient ainsi sur le même plan, puisqu'ils étaient, à son avis, les prix des services respectifs du travail et du capital. Nous avons ici le germe de l'idée de plus en plus répandue que le capital n'est que le simple serviteur du travail, qui peut le congédier, après l'avoir remboursé (1), ou, comme disait M. Waldeck-Rousseau, que « le capital travaille et que le travail possède ». M. Gide observe que dans un récent projet du gouvernement sur les sociétés à participation ouvrière, on a proposé d'appliquer ce système (2).

Quant aux procédés spécifiquement industriels prévus par Fourier, Godin ne put pas appliquer celui qui paraissait à Fourier le plus important, c'est-à-dire la série, base du travail attrayant. Mais inspiré par Fourier, Godin construisit ses usines avec des dispositions mécaniques et hygiéniques bien en avance sur son temps. Les visiteurs au Familistère furent nombreux, car on voulut voir cette institution célèbre qui combinait fabrique coo-

(1) V. Gide, *Institutions du Progrès social*, 5^e éd. 1920, p. 522 ss.

C'est ce qu'on fait, remarque M. Gide, Mme Bouccicaut pour le Bon Marché. Leclaire pour son entreprise de peinture, et d'autres, en laissant « passer toutes les actions entre les mains de... (leurs) ouvriers par le jeu automatique de la conversion des parts en actions et sans se réserver pour (eux-mêmes)... une part du capital »

(2) *Fourier, Précurseur de la Coop.*, p. 183.

pérative, parc, coopérative de consommation, habitation en commun, école, etc. — la plus proche approximation d'un phalanstère qui ait pu survivre jusqu'à ce jour. M. Gide rappelle aussi que la méthode, aujourd'hui communément répandue, qui consiste à encourager la collaboration des travailleurs à l'étude des problèmes techniques de l'usine, en récompensant les suggestions qu'ils peuvent apporter, était déjà pratiquée dès longtemps par Godin. Celui-ci s'inspirait d'ailleurs de Fourier qui prévoyait dans son phalanstère des prix pour ceux qui auraient, dans n'importe quel domaine, l'idée d'un perfectionnement utile.

Dès 1857, Godin commençait à préparer son personnel à la direction de l'usine. Il créa des comités d'ouvriers ayant pour fonction de gérer des fonds de secours et de donner avis sur les mesures susceptibles d'améliorer la condition des ouvriers attachés à l'établissement (1). On tenta de faire fixer les taux des salaires par le suffrage, on essaya par le même moyen de faire désigner les chefs d'atelier, ainsi que les délégués des divers groupes chargés d'étudier entre eux les moyens de perfectionner le fonctionnement des services de l'exploitation.

Toutes ces initiatives et beaucoup d'autres constituent un précieux champ d'expérience, même lorsqu'elles n'ont pas toutes réussi. Les livres de Godin ont aussi fourni des suggestions à ceux qui voulurent modifier dans l'usine les rapports du capital et du travail. Dans l'élaboration de son œuvre, il avait toujours présents à l'esprit les prin-

(1) V. J. Prudhommeaux, *Expériences sociales de Godin*, 1919, p. 68.

cipes de Fourier, que son jugement pratique corrigeait et adaptait aux exigences de l'industrie vivante.

Jusqu'à ce jour, l'influence de Fourier sur l'industrie française a été minime. Une des raisons sans doute, c'est que l'industrie s'est surtout préoccupée au XIX^e siècle des questions d'ordre mécanique, telles que l'utilisation de la vapeur et de l'électricité dans la manufacture. « Il est des faits, dit Godin dans son livre *Solutions Sociales*, d'une grande influence sur le mouvement social, dont Fourier n'a pas suffisamment mesuré la portée; telles sont les conquêtes de l'homme sur la matière pour en appliquer les forces à la production. » (p. 95).

Mais on commence maintenant à prêter plus d'attention à la question de l'utilisation des forces humaines dans l'industrie. Ici Fourier apporte d'utiles suggestions, ce qui est reconnu par l'auteur d'une étude récente approfondie sur le *Rendement optimum du travail ouvrier* (1). Les idées de Fourier sont souvent citées dans ce livre.

« Le rêve de celui-ci, dit-il, est entré dans la voie de la réalisation : on est à la recherche d'un mécanisme d'attraction industrielle, garantissant la persistance du peuple au travail. Ce mécanisme satisfera aux conditions physiologiques et psychologiques dont Fourier, et après lui Auguste Comte, Gabriel Tarde et tant d'autres, ont souligné l'importance ». Quel est ce mécanisme que notre auteur d'aujourd'hui préconise ? Il consiste en trois ressorts : la division du travail, la combinaison et la variété des occupations. C'est la prescription intégrale de Fourier.

(1) M. D. Yovanovitch en est l'auteur, éd. Payot, 1923.

« De même, commente l'auteur, qu'elle a satisfait à la première condition énoncée par Fourier, la production industrielle, si elle veut continuer sa marche ascendante, devra se réformer dans le sens des deux dernières conditions, à savoir : la combinaison des travaux et la variété des procédés... L'organisation scientifique a accompli déjà dans cet ordre d'idées de nombreuses réformes et l'on peut affirmer que l'évolution industrielle s'opère dans le sens des propositions de Fourier » (1).

La conclusion de cette étude de M. Yovanovitch montre si bien la vitalité des idées de Fourier dans ce domaine, que je ne peux me défendre de la citer. Quelques principes essentiels doivent présider, dit-il, au choix des méthodes pour arriver à un rendement maximum de travail. Il faut d'abord « attribuer à chaque membre de la société la fonction la plus appropriée à sa vocation et le mettre en état de l'exercer dans les meilleures conditions d'efficacité et de plaisir ». Il faut, ensuite, « augmenter la richesse sociale, c'est-à-dire accroître la somme des biens matériels, spirituels et artistiques mis à la disposition de la majorité ou de tous les membres d'une communauté ». Enfin, il est nécessaire de « favoriser la démocratie politique, économique et sociale, régime capable d'assurer à tous le bien-être et la justice dans la liberté ».

Les deux premiers principes traduisent fidèlement les sentiments et reproduisent les expressions mêmes de Fourier. Quant au troisième, Fourier a cherché le même but,

(1) *Ibid.*, p. 197.

mais par des moyens plus hardis, sans caractère politique, quoiqu'ils fussent, par nature, démocratiques.

Il est probable que dans l'avenir on se rendra mieux compte de la valeur, pour l'industrie moderne, des suggestions de Fourier, celui qui, selon l'avis de MM. Gide et Maxime Leroy, est « l'ancêtre du Taylorism » (1).

(1) V. Libres Entretiens de 1919, *Saint-Simonisme, Fourierisme, Proudhonisme*, à l'Union pour la vérité.

CHAPITRE V

COOPÉRATION (1)

Le fouriérisme est un système d'association des énergies individuelles; Jaurès l'appelle « le socialisme de coopération » (2). L'esprit précis de Fourier ne fut satisfait que lorsqu'il eut conçu et décrit dans leurs détails, les formes actuelles que cette association devait prendre quand elle serait appliquée dans les domaines les plus divers. Il trouva sans doute dans les milieux où il vécut pendant sa jeunesse des exemples qui l'aidèrent à concevoir ces formes pratiques de l'association. On sait qu'il existait dans la seule Franche-Comté, pendant les dernières années du XVIII^e siècle, quelques centaines d'associations agricoles pour la fabrication du fromage (3). Mais c'est Lyon, où il séjourna à différentes reprises entre 1790 et 1793, qui lui fournit les exemples les plus suggestifs.

Lyon, première ville industrielle de France, première aussi peut-être par la misère de ses habitants, avait de

(1) En ce qui concerne l'histoire de la coopération en France et le rôle que le fouriérisme a joué dans son origine et son développement, nous nous appuyons largement sur l'ouvrage monumental de Jean Gaumont, *Histoire Générale de la Coopération en France*, 1924, édité par la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, Paris.

(2) *Histoire Socialiste, la Constituante*, p. 328.

(3) Bourgin, *Fourier*, p. 46.

tout temps pratiqué des formes simples de la coopération; par exemple, l'achat en gros, par des groupes de familles des denrées alimentaires, partagées ensuite entre acheteurs associés. Fourier, sans doute, put observer quelques-unes de ces coopératives rudimentaires. D'ailleurs, à cette époque, vivait à Lyon un homme qui, un des premiers, sinon le premier, aperçut et exprima la signification économique de la coopération. Cet homme fut Joseph L'Ange, ouvrier peintre et officier municipal de Lyon. En 1792, il publia deux brochures dans lesquelles il préconisait, afin de « fixer l'abondance et le juste prix du pain », la formation d'une association de consommateurs et de producteurs, qui se chargerait de la distribution et de l'échange des produits, ainsi que du crédit agricole et industriel. Il y a d'autres détails qu'il n'est pas besoin d'ajouter ici; il suffit de remarquer que Jaurès a pu signaler dans les suggestions de L'Ange « tous les éléments de la pensée fouriériste : ...le capitalisme ordonné et organisé, le collectivisme, la coopération, la mutualité et le garantisme » (1). Mais L'Ange s'attira la malveillance du Tribunal révolutionnaire; il fut condamné à mort et exécuté; son œuvre tomba vite dans l'oubli. Il est probable pourtant qu'elle n'échappa pas à l'attention de Fourier, qui se trouvait à cette époque à Lyon.

On peut donc au moins hasarder, comme le fait

(1) *Histoire Socialiste, la Convention*, p. 344. Jaurès ajoute que la combinaison de L'Ange est collectiviste parce que c'est le pouvoir législatif qui prend l'initiative de la souscription, parce que c'est lui qui règle la construction, sur un plan uniforme, de trente mille greniers et qui donne force légale aux transactions intervenues entre les associations d'approvisionnement et les cultivateurs. (Pour les projets de L'Ange, voir Jaurès, *op. cit.*, p. 328-348).

M. Bourgin, que « la doctrine de Fourier est pour une bonne part le produit de cette conscience lyonnaise qui s'est exprimée une première fois avec une vigueur saisissante dans les brochures de L'Ange » (p. 53). Avec Gaumont, M. Bourgin souscrit au mot de Michelet : « Lyon, seul précédent de Fourier ». Des recherches postérieures n'ont rien fait connaître de plus sur les influences qui auraient pu agir sur Fourier. Ainsi, on n'a pu trouver de rapports d'influence entre Owen et Fourier. La doctrine de Fourier était déjà constituée et publiée au moment où l'on peut supposer qu'il commençait à connaître l'œuvre d'Owen, c'est-à-dire vers 1870. Sans en fournir des preuves, Fourier a accusé Owen de plagiat; les historiens ont fait justice de cette accusation.

Sur les matériaux que Lyon lui fournit, Fourier édifia d'abord une critique du fonctionnement économique de la société, dans laquelle il constatait que le consommateur est exploité (1) et émettait l'idée, comme s'exprime M. Gide, que « cette exploitation est une question aussi grave socialement que l'exploitation du travailleur » (2). Il importe d'abord, affirme Fourier, qu'on « asservisse la fonction distributive... aux deux fonctions productives et consommatrices ». (*Manuscrits*, III, 198). Puis, il faut transformer les salariés en associés. L'association industrielle-agricole remplira ces fonctions.

L'*Association*, voilà le mot qui résume la doctrine fouriériste et que, disait Godin, « le nom de Fourier rappelle pour tout lecteur ». Jamais, avant lui et rarement après,

(1) V. ci-dessus p. 118, l'histoire « des 4 pommes célèbres ».

(2) Ch. Gide : *Fourier, précurseur de la coopération*, p. 14.

on n'a montré d'une manière aussi frappante ce que peut signifier l'association des forces humaines; jamais on n'a développé avec une telle abondance de détails, toutes ses conséquences lointaines. Michel Chevalier, l'économiste saint-simonien, écrivait dans un article de la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1848, qu'il ne voyait dans les écrits de Fourier que « des romans propres à faire valoir l'association, qui en est la morale; ... je ne les estime que pour la morale qu'il font aimer » (1). Fourier déclare avec sa naïveté dogmatique habituelle, que « les savants ont négligé le problème de l'association. Je suis le premier et le seul qui s'en soit occupé » (2).

L'expression idéale de l'association, c'est le phalanstère, qui mettra fin à la double exploitation du consommateur et du producteur. Mais le garantisme, stade intermédiaire entre l'Etat civilisé et l'Etat sociétaire ou l'Harmonie, permettra d'approcher du même but. Dans cette période transitoire, chaque famille, comme actuellement, vit à part, chaque parcelle de terrain, sauf les fermes fiscales louées à des colonies d'agriculteurs, est cultivée par son propriétaire. Mais tous les citoyens reçoivent une protection qui leur manque aujourd'hui; c'est un régime d'assurance sociale et mutuelle réalisé par l'association de ces citoyens (3). On conserve quelques-unes des institutions d'assurance mutuelle qui existent déjà dans la civilisation présente, comme les quarantaines sanitaires, « les lettres de change avec solidarité d'endos-

(1) Cité par Gaumont, *op. cit.* I, 234.

(2) *Quatre Mouvements*, p. 19 (1^{re} Ed.).

(3) *Manuscripts*, II, 7 ; *Unité Universelle*, III, 275, 278.

seurs », les « caisses d'épargne, de coopération parcellaire »(1), les caisses d'amortissement, etc. (2).

L'institution la plus importante de l'Etat garantiste, sans laquelle le consommateur et le producteur ne pourraient être suffisamment protégés, est l'institution des comptoirs communaux. Cette institution appartient aux agriculteurs associés, et remplit les fonctions d'entrepôt des produits locaux, de banque rurale, prêtant aux agriculteurs sur les produits manutentionnés ou sur la garantie des terres. Elle peut s'adjoindre quelques manufactures, aussi bien que des terres et des troupeaux. Elle va procurer, à chaque individu, comme le prévoit Fourier, « toutes les denrées indigènes ou exotiques au plus bas prix possible, en l'affranchissant des bénéfices intermédiaires que font les marchands et agioteurs » (*Unité Universelle*, III, 281 ss.). A propos de ces dernières paroles, M. Gide remarque qu'on « ne peut mieux définir la coopération ». Le développement et l'extension de ces comptoirs et d'autres institutions conduiront à l'établissement des grands « entrepôts fédéraux » avec des fonctions analogues à celles des comptoirs, mais sur une plus grande échelle. Toutes ces institutions seront unies dans « un fédéralisme commercial », comme disait Fourier en 1810 (3).

La transition entre le garantisme et l'état d'Harmo-

(1) C'est un emploi précoce (1829) du terme de coopération. Dans les *Quatres mouvements* de 1808, le mot « coopérateur », employé dans son sens littéral était déjà apparu. Le grand nombre des « coopérateurs », dit Fourier, abrège les travaux des armées industrielles (p. 264).

(2) *Nouveau Monde*, 483 (1^{re} Ed., 1829).

(3) V. *Manuscrits*, III, 64.

nie exige seulement deux innovations encore : l'institution du ménage et de la propriété en commun dans une phalange d'essai et l'introduction des séries, en d'autres termes, l'organisation du travail attrayant (1). Cette phalange d'essai sera vite imitée; en peu de temps, le monde entier sera uni en un réseau des phalanges. Le système d'association composée sera alors une réalité. Ici, l'institution centrale sera le phalanstère, qui, comme dit M. Gide, est « tout à la fois société coopérative de production et société coopérative de consommation, emboîtées l'une dans l'autre... de façon à former par leur réunion l'association coopérative intégrale » (2). « Nous avons là, continue M. Gide, tout ce que le mouvement coopératif a réalisé et même beaucoup plus encore, car cette association coopérative intégrale n'a pu encore, à l'heure qu'il est, être réalisée nulle part, mais seulement par parties séparées... De ce phalanstère utopique sont parties deux voies divergentes qui ont conduit : l'une à la création des associations coopératives de production, l'autre à la constitution des sociétés coopératives de consommation ».

Retraçons, avec M. Gaumont, « ces deux voies divergentes » dont M. Gide fait mention.

C'est à Lyon qu'on trouve ce que M. Gaumont, au cours d'une étude minutieuse, nomme « la première société coopérative de consommation française »; l'établissement de cette société, en 1835, est dû à l'inspiration du fouriérisme. Aux environs de 1830, il y avait à Lyon une cin-

(1) V. *Quatre Mouvements*, p. 52 (tableau) ; *Unité Universelle*, III, 457.

(2) *Fourier*, p. 15.

quantaine de sociétés de bienfaisance et de secours mutuels, ainsi que plusieurs journaux, organes de mutuellistes ou au moins sympathiques aux idées mutuellistes. Ces journaux, d'abord nettement saint-simoniens de sentiment, penchaient, après 1832, vers le fouriérisme. De nombreux transfuges du saint-simonisme venaient au fouriérisme. Parmi eux, se trouvaient les fondateurs du « Commerce véridique et social ». Le promoteur principal de cette société, qui était en même temps son gérant, fut Michel Derrion; Joseph Reynier fut le principal associé de celui-ci.

Une série d'articles publiés dans l'*Indicateur de Lyon* et dans un petit livre de Derrion, intitulé *La Constitution de l'Industrie et l'Organisation du Commerce et du Travail*, montrent bien que cette entreprise est d'inspiration fouriériste. La conception de l'auteur, affirme Gaumont, « procède en droite ligne de la pensée de Fourier. C'est un fouriériste qui a pensé et qui a tenu la plume. Ce sont les expressions même de Fourier sur la concurrence, sur le charlatanisme de commerce, dans l'énoncé du titre de la société « Commerce véridique et social ». C'est le ton et le tour de toute la critique générale du fouriérisme; c'est l'énumération, le calendrier, peut-on dire, de la série des étapes successives fixées par Fourier et ses disciples directs à la transformation sociale. Sur ce point, accord complet. De plus, plusieurs des fondateurs appartiendront, en 1837, au centre de Lyon de l'*Union harmonienne* : Derrion, Reynier, Augiay, Romano, entre autres, sont des fouriéristes authentiques. Les fondateurs ont donc un plan de réformation sociale et ne

sont point simplement des empiriques ou des spéculateurs individualistes ». (I, 152). Les adversaires de Derrion le raillèrent de croire « trouver merveille en empruntant à Fourier le phalanstère ».

On devrait aussi souligner avec Gaumont le caractère coopératif, dans le sens moderne, de l'entreprise nouvelle (1). Rien que par sa raison sociale, dont M. Gide a signalé « la portée révolutionnaire », elle a droit à ce titre. De plus, il faut noter « la ressemblance, l'identité entre les formules dont se servent Derrion et les autres fondateurs du « Commerce véridique » et celles qui figurent dans la plupart des statuts des sociétés coopératives de nos jours. C'est la présence dans ce premier exemplaire de la constitution coopérative de certains des caractères les plus importants du système de Rochdale, à savoir : la vente au comptant et la répartition proportionnelle aux achats d'une partie des boni » (Gaumont, I, 153). Ces réformateurs lyonnais n'étaient pas cependant les premiers à appliquer la règle de la proportionnalité, même s'ils ont devancé de neuf ans les « pionniers de Rochdale ». Alexander Campbell de Glasgow avait déjà, en 1822, conçu cette idée. Mais il ne semble pas y avoir aucune relation d'idées entre ce dernier et les coopérateurs de Lyon.

Fourier a-t-il préconisé la répartition des bénéfices au

(1) B. Lavergne pour qui, cependant, M. Gaumont est l'historien qualifié de la coopération française, conteste cette opinion. Dans son livre, *Les Coopératives de Consommation en France* (p. 45), il déclare : « La société formée à Lyon dès 1835 a le grand mérite d'avoir aperçu le principe coopératif mais elle lui a réservé une application si restreinte qu'elle n'a été elle-même qu'une ébauche de coopérative distributive ».

prorata des achats ? Non. Ni Owen, si généralement considéré à tort, comme le seul précurseur de la coopération, ni Fourier, ne l'ont préconisée. Mais Gaumont se croit en droit d'affirmer pour Fourier, comme Cernesson, historien de la coopération anglaise (1), l'a déjà affirmé pour Owen que sa règle de la participation des bénéfices entre les ouvriers producteurs a conduit « par une pente logique et naturelle... à celle de la proportionnalité aux consommateurs ».

Le « Commerce Véridique » de Derrion ne dura que trois ans, pas assez de temps pour pouvoir devenir le point de départ du grand mouvement coopératif moderne. Pendant cette courte période, six filiales furent ouvertes. La réunion de causes diverses amena sa disparition : hostilité des concurrents et de l'administration, crise commerciale, peut-être aussi l'ouverture de trop nombreux magasins.

Fortifiés par l'espoir de la réalisation graduelle de leur doctrine, les fouriéristes lyonnais ne se laissèrent pas décourager par cet insuccès. Si nous voulons instaurer « l'harmonie », disait Reynier en 1838, il faut commencer non pas par l'essai d'un phalanstère, mais « par tous les moyens transitoires exécutables », dont l'un était la création des coopératives. Ainsi les fouriéristes s'intéressaient beaucoup à la création de boulangeries sociétaires et de magasins alimentaires. Ils en fondent plusieurs eux-mêmes et collaborent à la création d'autres avec des amis socialistes. A Paris aussi les fouriéristes travaillaient pour

(1) J. Cernesson, *Les Sociétés Coopératives Anglaises* 1905. p. 162-3, cité par Gaumont, *Coopération* I, 154.

la coopération. En 1838 fut fondé à Paris, par un ouvrier appartenant au groupe de « l'Union harmonienne », la « Boulangerie véridique », qui inspira une foule d'imitateurs à Lyon, à Bergerac, à Dijon et dans d'autres villes. Gaumont reconnaît dans cette société « la doyenne des associations de consommation parisiennes. » (I. 229).

Non seulement dans leur activité de fondateurs de coopératives, mais comme propagandistes littéraires, les membres de l'école sociétaire aidaient beaucoup à rendre populaire l'idée d'association et de son expression pratique, la coopération. Charles Soria, Savardan, M^{me} Gatti de Gamond, W. Gagneur, Toussenel, Bonnard ne sont que les noms les mieux connus des nombreux fouriéristes qui ont écrit des livres et des articles de journaux sur les vertus de la coopération. Charles Harel, membre du groupe du *Nouveau Monde*, journal phalanstérien de Jean Czynski, publie un « Projet d'un établissement sociétaire » (1839) contenant des aperçus suggestifs sur la coopération.

Après 1840, les fouriéristes continuent à consacrer de grands efforts au mouvement coopératif, qui prend maintenant un peu plus d'entrain. A Nantes, une boulangerie sociétaire est installée par l'*Association des Travailleurs*, groupement conçu par le docteur Guépin, « fils en esprit, comme il le dit lui-même, de la convention de Saint-Simon, de Pierre Leroux et de Fourier » (1). Une société qui rendait les plus grands services, est l'*Humanité* de Lille, qui, en 1850, réunit 1500 associés. Le programme de cette

(1) Gaumont : *op. cit.* I, 320.

société n'est autre, dit Gaumont, que la réalisation du phalanstère de Fourier.

On doit aussi signaler, à cette époque, l'activité de l'*Association des Travailleurs de Vienne*, qui eut, la première, l'idée d'acheter en commun avec d'autres sociétés. Le docteur Henri Couturier, le chef de cette association et plus tard fondateur de la *Société agricole-industrielle de Beuregard*, un essai phalanstérien, se concerta avec trois épiceries lyonnaises pour faire des achats en commun (1). Le docteur Bonnard créa, dès les premiers jours de février, la Ligue du Salut Social, dont le programme contenu dans un *Manifeste* s'est à peu près réalisé dans l'administration des coopératives d'aujourd'hui (2). Nous reviendrons plus tard sur la ressemblance étroite entre ce programme et la constitution, en 1864, de la première société rochdalienne en France (3).

Dans le domaine des associations ouvrières de production, les fouriéristes jouèrent un rôle moins direct, moins influent que d'autres groupes. Les premières coopératives de production en France s'inspiraient plutôt du saint-simonisme. C'est surtout Buchez, ancien saint-simonien, qui formula les règles de vie de ce mouvement. Louis Blanc, tous les communistes, les républicains des *Droits de l'Homme* y collaborèrent. Buchez répandait ses idées dans ses journaux, l'*Européen* et, plus tard, l'*Atelier*. L'association célèbre des *Bijoutiers en doré* fut créée sous

1) *Ibid.* p. 324, 613.

(2) *Ibid.* I, 297.

(3) V. plus loin. p. 143-144.

l'inspiration de Buchez en 1834. Bien d'autres suivirent leur exemple.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas bon nombre de sociétés de producteurs qui ne se réclamaient des idées fouriéristes. Au contraire, on en a signalé de nombreuses entre 1840 et 1851 (1). On peut citer, par exemple, *la Société générale pour la fabrique des rubans* et *la Laborieuse*, société des cordonniers. Cette dernière s'appelait « création de garantisme ». Il y eut plusieurs tentatives de groupement des associations; l'*Union des Associations fraternelles*, conçue et dirigée par Jeanne Deroin, fut celle qui réussit le mieux. Le programme que Jeanne Deroin se proposait pour cette *Union* était une synthèse des idées des socialistes contemporains et de celles de Fourier, dont elle fut le disciple (Gaumont, I, 267). Gaumont note que François Vidal, quand il était encore « disciple fort orthodoxe de Fourier », préconisa la création d'associations ouvrières commanditées par les capitalistes et par l'Etat. Plus tard, il suggérera l'institution des coopératives de consommation qui assureraient l'écoulement des produits de telles associations ouvrières — idée qu'on voit appliquée dans le mouvement coopératif d'aujourd'hui.

Survinrent les jours de février avec leur moisson d'associations. Louis Blanc, s'inspirant consciemment de Saint-Simon, de Buchez et de Fourier, mettait, depuis longtemps, des « ateliers sociaux » à la base de son organisation du travail. L'Assemblée Constituante subvention-

(1) V. C. Glde : *Trois Leçons du cours sur la Coopération*, déc. 1922, cité par J. Gaumont, *op. cit.* I, 566 et s.

na une cinquantaine d'associations ouvrières. Jules Lechevalier présenta aux délégués de la Commission du Luxembourg et des corporations ouvrières un projet de deux grands « syndicats » de production et de consommation, qui fonctionneront en adjonction à la Banque du Peuple projetée par Proudhon. Un des délégués de cette Commission, le fouriériste Victor Chipron, lut un rapport approuvant le double projet (1). La *Démocratie pacifique* aida cette poussée momentanée. Parmi les principaux col-laborateurs des journaux sympathiques au mouvement coopératif, comme la *République* et le *Travail affranchi*, se trouvaient bon nombre de fouriéristes.

Mais la directe et immédiate influence du fouriérisme sur la coopération entre Février et le coup d'Etat ne fut pas grande. La notion phalanstérienne de fusion de classes « ne correspondait plus à la mentalité ouvrière telle qu'elle s'était développée depuis le début de la Révolution » (2). Les ouvriers voulaient se libérer par leurs propres efforts, sans l'appui des bourgeois libéraux. Les associations de producteurs-travailleurs qui devaient abolir le salariat, les intéressaient davantage que les sociétés, formées avec l'aide de classes moyennes, et qui devaient instaurer le juste prix.

Les coopérateurs de 48 étaient, à peu près tous, des républicains; ils étaient, de plus, fortement imprégnés de socialisme. Le coup d'Etat entraîna fatalement la dissolution de leurs sociétés et la dispersion de leurs chefs.

Parmi ceux-ci, Jules Lechevalier, en exil à Londres,

(1) Bourgin : *Fourier* 572. V. aussi Gaumont, *op. cit.* II, 249-251.

(2) Bourgin : *op. cit.*, p. 306.

eut des rapports étroits avec ce fameux groupe de « socialistes chrétiens » — Thomas Hughes, Kingsley, Van Sittart Neale — qui a fortement agi sur la coopération anglaise. Lechevalier parvint, semble-t-il, à les convertir à sa conception de la coopération. Dans cette conception, entraient les idées de Buchez, de Proudhon et de Fourier (1). Nous savons, d'ailleurs, que Van Sittart Neale fut un ardent partisan de l'idée de phalanstère (2). Les coopérateurs anglais, Neale en particulier, purent à leur tour exercer une forte action sur la coopération française. Ainsi, par Lechevalier, à travers les coopérateurs anglais, les idées des socialistes français sont revenues au pays où elles étaient nées pour agir sur la coopération française.

Une nouvelle époque commence vers 1863 — c'est la véritable naissance de la coopération moderne en France. Les causes de cette nouvelle poussée sont multiples : c'est à ce moment que paraît la traduction de l'*Histoire des Pionniers de Rochdale*; l'Empire se montre libéral; les économistes et des bourgeois distingués comme Casimir-Périer encouragent la formation des coopératives. Mais la vraie impulsion vient des idéalistes qui dirigent le mouvement : des icariens comme Béluze, qui publia en 1863 *Les Associations, conséquences du progrès*, livre important; des proudhoniens comme Vermorel et Gustave Chaudey; des phalanstériens : Bonnard, Couturier, Gagneur, Godin, Jules Duval (3).

La création de la Société du *Crédit au Travail*, due à

(1) Gaumont, *op. cit.* I, 284.

(2) Totomiantz, *Anthologie Coopérative*, 1920.

(3) Gaumont, *op. cit.* I, p. 463.

ces hommes, donne le branle au mouvement. Cette association se propose, entre autres choses, d'avancer des fonds aux associations ouvrières existantes et d'aider à former de nouvelles sociétés coopératives. L'idée d'une banque coopérative n'était pas nouvelle. Proudhon et Fourier avaient déjà préconisé cette institution; Considérant l'avait proposée à la Constituante de 1849; les fouriéristes Bonnard et Coignet avaient déjà édifié des institutions semblables qui n'avaient pas duré. L'apparition du *Crédit au Travail* suscita de nombreuses sociétés de crédit analogues; ensemble, elles contribuèrent pour une large part à accélérer le développement des coopératives. Les fondateurs du *Crédit au Travail* publient, à partir de 1864, le journal *L'Association*, par lequel ils répandent leurs idées.

Le premier numéro de ce journal annonçait l'ouverture à Passy de l'*Association générale d'Approvisionnement et de Consommation, Poindron et Cie* (plus tard, *La Sincérité*). Il faut saluer au passage cette société parce qu'en elle se trouvent appliquées, pour la première fois en France, les règles pratiques de Rochdale. Mais les motifs de l'organisation de cette société, exposés dans une brochure annonciatrice et ses actes mêmes, montrent, suivant Gaumont, le rôle prépondérant qu'y a joué l'idéologie fouriériste. Cette brochure, par le programme d'œuvres sociales qu'elle préconise, par la critique qu'elle fait du commerce et aussi par le langage dans lequel sont exposés programme et critique, revêt un caractère fouriériste. C'est presque une répétition du *Manifeste* que Bonnard écrit en 1848 (1) pour populariser l'idée des coopératives de

(1) V. ci-dessus, p. 139.

consommation. « Il est hors de doute, conclut Gaumont, que le fouriérisme, complété ou précisé par les règles pratiques de Rochdale, a, cette fois, mis au point, à peu près de façon définitive, son système de réalisation garantiste avec l'*Association d'approvisionnement* de Passy. » (I, 488).

Pendant ces dernières années de l'Empire se poursuit un considérable effort d'éducation populaire qui sert à préciser les buts démocratiques et idéalistes de la coopération. Cet effort, s'il ne porte pas des fruits immédiats, sera tout de même fécond dans le futur. La Ligue de l'Enseignement que venait de fonder Jean Macé, ancien fouriériste, se prête à cette activité. En 1868, on crée une Ecole d'enseignement coopératif, dont on confie la direction à la Ligue. La *Librairie des Sciences sociales*, appartenant à l'école sociétaire, vend et publie des livres sur la coopération; le journal bi-mensuel de l'Ecole, *La Science Sociale* (1867-70) y consacre de fréquents articles. Dans *La Réforme*, journal hebdomadaire, aussi bien que dans *La Coopération* auquel il fit suite, les fouriéristes se font souvent entendre.

Les sociétés de consommation, dans ces quelques années de la fin de l'Empire, ne prennent cependant qu'une extension restreinte. C'est plutôt une période d'enthousiasme pour les associations de crédit (1). Les quelques sociétés de consommation qui s'établissent appliquent les règles rochdaliennes, mais sans témoigner, dit Gaumont,

(1) V. C. Gide, *Les Sociétés Coopératives de Consommation*, 1914, p. 31.

du « désir de faire servir l'association à d'autres usages que ceux de l'association ménagère, épargne et vie à bon marché ». Il n'y a que l'*Association* de Passy et ce phalanstère embryonnaire qu'était la *Société de Beauregard* de Dr. Couturier, qui montrent des préoccupations plus élevées. « N'y a-t-il pas là, se demande Gaumont, un fait significatif que, seul, à ce moment, le fouriérisme, dans ses écrits et son activité pratique, prétend faire du groupement coopératif un instrument de transformation du milieu social capitaliste ? » (I, 616).

La chute du *Crédit au Travail* en 1869 est le commencement d'une période de recul qui dure plus de dix ans. Cette réaction est fortifiée par la naissance d'un fort courant révolutionnaire dans les classes ouvrières. Ce courant est visible dans l'*Internationale ouvrière*, fondée en 1864 ; son développement amène le Congrès Ouvrier de Marseille (1879) à déclarer que les sociétés coopératives « ne peuvent être considérées comme des moyens assez puissants pour arriver à l'émancipation du prolétariat » (1). Quelques ouvriers, seulement, s'intéressent à la coopération pendant les quinze années qui suivent la Commune ; ceux qui créent ici et là des coopératives sont guidés par une vague sentimentalité qui leur vient des sources fouriéristes et surtout proudhoniennes (2). Ainsi on forme la *Société d'études pratiques* pour le développement des associations coopératives, dont les proudhoniens, Langlois et Tolain

(1) Gaumont, *op. cit.*, II, 66.

(2) *Ibid.*, II, 630.

sont les chefs et dont l'organe est le *Bulletin du Mouvement social* du fouriériste Charles Limousin (1).

Certains théoriciens socialistes de cette première période de marxisme en France consentirent à voir dans la coopération de consommation une puissante auxiliaire de leur tactique révolutionnaire à condition que les coopératives consacraient une forte partie de leurs bénéfices à des œuvres de propagande socialiste. D'autres, comme Simon Deynaud et Mijoul, s'efforçaient de persuader les socialistes de la valeur sociale de la coopération, sur laquelle ils fondaient de grands espoirs. Deynaud, associé de Malon dans la *Revue Socialiste*, employait la grande autorité morale qu'il possédait sur la classe ouvrière à attirer son attention sur l'intérêt de la coopération. Il fut, pendant un temps, rédacteur du journal de Godin, le *Devoir*; comme représentant du Familistère au premier Congrès des Coopératives en 1885, il prononça un discours, très écouté, dans lequel il proclama que « l'œuvre des coopérateurs n'est pas seulement l'élimination des intermédiaires et la substitution de l'équitable échange au commerce. Suivant les inspirations des *Equitables Pionniers* et l'exemple du fondateur du *Familistère*, vous devez améliorer la situation domestique et sociale des membres de vos sociétés, procéder à l'organisation des forces de la production, de la distribution, de l'éducation et de votre gouvernement par l'association » (2). A propos de cette déclaration, Gaumont remarque, qu'« une fois encore (3),

(1) G. Weill, *Histoire du Mouvement Social en France*, 1924, p. 188.

(2) Gaumont, *op. cit.*, II, 107.

(3) Allusion à *l'Association de Poissy*. V. ci-dessus, p. 144-145.

la pensée d'organisation du vieux Fourier était rapprochée de celle de Rochdaliens, pour servir d'enseignement aux praticiens du mouvement coopératif en train de se chercher et de se définir pour la pensée et pour l'action. » (1)

L'activité, entre 1880-1890, d'un Deynaud, secondée plus tard par Benoît Malon et quelques autres socialistes, avait sans doute une certaine valeur. Mais la contribution vraiment décisive de cette période de début fut celle de l'Ecole de Nîmes.

Ce groupe se constitue vers 1883. Auguste Fabre en était le vrai organisateur (2); les travaux d'Edouard de Boyve et de Charles Gide, surtout de ce dernier, donnèrent à l'Ecole l'éclat qu'elle acquit par la suite. Fabre, lecteur passionné de Fourier (3), se lia avec un disciple marquant du maître, André Godin; dans son enthousiasme de disciple, il travailla même pendant une année au Familistère de Guise. Fondateur, avec de Boyve, de la Fédération des Coopératives et membre du comité central de la Fédération de 1885 à 1912, il rendit des services signalés à la coopération française. Edouard de Boyve rendit, lui aussi, de très grands services en rappelant sans cesse aux coopérateurs français les principes et les pratiques de la coopération anglaise et en rapprochant les coopérateurs principaux des deux pays.

« Le véritable constructeur de la doctrine coopérative

(1) Gaumont, *op. cit.* II, 107.

(2) Selon M. Gide, dans ses conférences sur l'Ecole de Nîmes, Collège de France, janv. 1926.

(3) Gide, *Sociétés Coop. de Consom.*, 33.

en France », c'est là le titre que MM. Gaumont et Lavergne (1) donnent à M. Charles Gide, le troisième membre du groupe de Nîmes et que ne lui refuseront pas tous ceux qui connaissent l'histoire du mouvement coopératif en France. Par ses discours et par ses écrits, par la participation officielle qu'il a prise à ce mouvement, il lui a apporté un appui inestimable. Mais ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est que M. Gide a subi l'influence du fouriérisme; il est un de ceux qui ont le mieux connu Fourier. Il est un des premiers, hors des cercles fouriéristes, qui a vu dans le phalanstère un modèle de société de production et de société de consommation combinées. C'est lui qui a reconnu et déclaré que la coopération de consommation « a dû, pour pouvoir vivre et durer, réaliser plutôt les vues de Fourier que celles d'Owen. Les principes communistes et la méconnaissance du rôle et des droits du capital auraient tué la coopération » (2).

L'intérêt que M. Gide trouve au fouriérisme remonte aux jours de sa jeunesse à Uzès, quand Auguste Fabre, habitant lui aussi la même petite ville, lui décrivait les merveilles du phalanstère, de « l'association intégrale. » (3). Dès 1886, au début même de l'activité de l'Ecole de Nîmes, il a essayé de réhabiliter la mémoire de Fourier, dans une conférence sur les *Prophéties de Fourier* devant la *Société d'économie populaire de Nîmes* (4). Depuis, il

(1) B. Lavergne, *Les Coopératives de consommation*, p. 48.

(2) Introduction au livre d'A. Fabre, *Owen*, 1896.

(3) *Conférences au Collège de France*, janvier 1926.

(4) Gaumont, *Coopération*, II, 121.

a publié un recueil des œuvres de Fourier, précédé d'une introduction analytique qui est une véritable étude du fouriérisme. Il a donné des conférences au Collège de France et ailleurs sur les relations entre Fourier et la coopération.

Nul doute que les vues de Fourier n'aient contribué à former les aspirations de Gide, jeune homme, et qu'elles ne lui aient fourni des principes et en quelque mesure les modèles pratiques qui ont préparé les travaux constructifs qu'il poursuivait pour la coopération française. On peut, en effet, voir en M. Gide un de ceux qui a le plus fait pour incorporer les parties viables du fouriérisme au mouvement contemporain de la coopération en France.

A un autre égard, aussi, le fouriérisme a aidé à donner à la coopération française la physionomie particulière qu'elle a aujourd'hui. Nous faisons allusion ici au rôle que la tradition fouriériste semble avoir joué dans l'achèvement du pacte d'unité en 1912. Si Gide et les autres représentants de l'aile nîmoise du mouvement coopératif purent s'unir dans un pacte aux disciples de Jaurès, qui représentèrent les coopératives socialistes, n'est-ce pas pour une large mesure, parce que des deux côtés on s'éleva à une conception idéaliste et non plus seulement utilitaire de la coopération. Cette conception idéaliste se relie en France, plus au moins directement, ainsi qu'on peut le voir dans les pages qui précèdent, à la tradition fouriériste.

Pendant que la coopération de consommation passait par cette évolution significative qui tendait à en faire un instrument de transformation de la structure économique

de la société, la plupart des associations de producteurs, qui vivaient encore après 1880, tendaient à se transformer en des groupements ordinaires de patrons. C'est pour faire face à ce danger que se constitua en 1884, à Paris, la Chambre consultative des associations ouvrières de production. Alors le mouvement commença à prendre une vie nouvelle, très lentement au début, rapidement ensuite. Il fut aidé par le gouvernement et les partis républicains, ainsi que par l'appui financier de plusieurs riches fouriéristes.

Ainsi, Benjamin Rampal, qui servit pendant toute sa vie la cause de la coopération par ses conférences et ses livres, légua, en 1879, à la ville de Paris, une somme de 1.400.000 francs destinée à avancer des fonds à des sociétés de production. Son père, dit Weill (1), Marius Rampal, fouriériste lui aussi, avait subventionné la première société de production, sous Louis-Philippe.

Le Familistère fut, pendant longtemps, un modèle admiré et une source d'inspiration des associations ouvrières. Il a perfectionné la formule de répartition de Fourier en diminuant par beaucoup la part des bénéfices attribuée au capital. Mais son exemple ne fut pas suivi.

Depuis 1890 environ, la coopération de producteurs se réclame plus volontiers de Fourier qu'immédiatement après 1848. C'est ce qu'on constate particulièrement depuis la propagande poursuivie en vue d'ériger la statue de Fourier à Paris. D'ailleurs, cette entreprise n'aurait pu aboutir sans le secours des sociétés de production. L'érec-

(1) G. Weill, *Hist. du Mouvement Soc.* p. 461.

tion de cette statue provoqua des études sur le fouriérisme et eut pour résultat de le faire mieux connaître. On commença alors à reconnaître que ces sociétés avaient dû suivre plutôt les pratiques du fouriérisme que celles de Buchez. Ainsi le secrétaire de la *Chambre Consultative des Associations de Production ouvrières* précisait que les sociétés du type communiste préconisées par Buchez où l'on ne prévoit pas la répartition des bénéfices, mais leur capitalisation afin de les faire « servir au développement ultérieur de la société et à la dotation des œuvres de solidarité, sont la minorité...; la grande majorité des associations, déclarait-il, s'inspire des idées fouriéristes » (1). Dans un officiel appel de fonds nécessaires à l'érection de la statue de Fourier, la *Chambre Consultative*, au nom des 113 sociétés adhérentes, déclara : « Fourier, à nos yeux, est sans conteste l'inspirateur de l'idée coopérative ». Cette affirmation ne s'accorde que partiellement avec la vérité historique, car il faut partager cet honneur, au moins avec Owen; elle constitue, tout de même, une réhabilitation de Fourier.

Tout en souscrivant d'une manière générale à ces appréciations de l'influence fouriériste, on doit observer que sa formule de répartition des bénéfices n'a pas été généralement appliquée, sauf dans une douzaine de sociétés, qui sont, il est vrai, parmi les plus importantes. Dans ces sociétés, on distribue les bénéfices dans une proportion à peu près la même que celle prescrite par Fourier, à savoir : 5/12 au travail, 4/12 au capital et 3/12 à la direc-

(1) Conférence de M. Briat, faite à Strasbourg, 27 sept. 1919., citée par Gaumont, *op. cit.*, II, 566.

tion. La plus grande de ces sociétés de type fouriériste, c'est *Le Travail*, entreprise de peinture à Paris. On peut juger combien vivace reste chez M. Henri Buisson, le directeur de cette société, la foi en Fourier en lisant, dans un rapport financier récent de la compagnie, *Le Travail*, ce qui suit : « Nous disons, avec la plus profonde conviction et une expérience de quarante années, que la formule qui prévaudra dans l'avenir est celle révélée et décrite par le grand philosophe, Charles Fourier : l'association pour la production basée sur une répartition équitable de la richesse créée entre les éléments qui aident à sa réalisation, en tenant compte du concours apporté par les trois éléments, capital, travail et talent. Cette forme a ceci d'attrayant, c'est que, prenant la société (la nation) telle qu'elle est organisée dans son ensemble... sans rien changer aux principes qui sont la base de la civilisation, celui notamment du maintien de la propriété individuelle, elle... fait régner l'harmonie entre les diverses classes de la société » (1).

Le crédit populaire, comme les sociétés de production, a bénéficié de l'appui de quelques fouriéristes. Benjamin Rampal, par exemple, servit aussi ce mouvement. C'est lui qui avait publié, en 1874, une traduction du *Cours d'Economie politique* de Schulze-Delitsch; c'est dans sa maison que le professeur italien Vigano vint, en 1876, donner une série de conférences sur le système de crédit de Schulze-Delitsch. Si les associations ouvrières ont pu vivre et même s'étendre, c'est en grande partie grâce à la

(1) C. Gide, 2^e Leçon du *Cours sur la Coopération* Janv. 1923, p. 31.

Banque Coopérative des Associations ouvrières. Cette banque, fondée au capital de 10.000 francs en 1893, reçut un secours opportun d'un fouriériste, M. Moigneu, qui lui fit don d'une somme de 500.000 francs (1). On choisit pour diriger la Banque, M. Henri Buisson, directeur déjà de la société *Le Travail*.

Nous voyons donc, qu'aussi bien dans l'ordre théorique que dans l'ordre politique, la contribution du fouriérisme à la coopération française a été considérable. Elle a revêtu deux aspects. D'abord elle proclama le principe de la rétribution du capital sans lequel la coopération n'aurait pu acquérir des ressources suffisantes pour durer. En second lieu, elle répandit l'idée que la coopération est quelque chose de plus qu'un procédé de l'économie ménagère et qu'elle implique des possibilités de transformation sociale. Ces idées n'appartenaient pas aux fouriéristes seuls; un grand nombre de ceux qui admiraient les Rochdaliens, les professaient aussi. Pour les coopérateurs français qui ignoraient l'œuvre de Rochdale, et naturellement c'était le très grand nombre avant 1848, la principale source d'inspiration était fouriériste. Pour ceux qui avaient puisé à l'inspiration de Rochdale, le fouriérisme apparaissait comme une confirmation particulièrement précieuse et influente, parce qu'elle provenait d'un compatriote. Dans sa préface au livre de Gaumont, M. Albert Thomas constate que « ce qui, depuis les premiers disciples de L'Ange et de Fourier jusqu'aux coo-

(1) C. Gide, 3^e Leçon sur les *Coopératives de Production*. Ed. 1923, p. 25.

pérateurs modernes, a maintenu toujours en dépit de toutes les vicissitudes politiques et économiques... l'existence d'un mouvement coopératif français..., ce qui a permis de se libérer des séductions d'une coopération terre à terre, mercantile, soucieuse uniquement des profits immédiats..., c'est la foi indomptable... des masses ouvrières en la vertu de transformation sociale de la coopération, ou comme on a dit longtemps, de l'association ». Gaumont nous a suffisamment montré, semble-t-il, que c'est précisément cette foi dans l'association que les fouriéristes ont représentée et se sont efforcés de répandre.

Est-ce assez pour qu'on puisse appeler Fourier un précurseur de la coopération ? Oui, sans aucun doute. Un Fourier qui, un des premiers, a posé le grand problème de l'exploitation du consommateur (1), qui a préconisé dans le Phalanstère l'entente entre producteurs et consommateurs et le groupement des consommateurs pour subvenir à leurs besoins en commun, les libérant ainsi de la domination des intermédiaires, semble bien mériter le titre de précurseur. En effet, MM. Gide et Gaumont sont d'accord pour le lui décerner. Même M. Poisson qui, avec M. Lavergne, ne partage pas sur ce point l'opinion de MM. Gide et Gaumont, convient que la doctrine économique des associationnistes était une sorte de prophétie de la coopération, qu'ils n'ont réalisée que sous une forme utopique seulement (2).

Mais le titre de précurseur ne dépeint pas d'une ma-

(1) Gide, *Fourier, précurseur de la coopération*, p. 14.

(2) V. E. Poisson *La république coopérative*, 1920 p. 151.

nière tout à fait adéquate la valeur de la contribution du fouriérisme à la coopération.

Sans doute, M. Gide a raison de réserver le titre de « fondateurs de la coopération » aux rochdaliens. « L'histoire, dit-il, maintiendra aux Pionniers de Rochdale leur titre de fondateurs, parce que ce titre revient, non à ceux qui ont semé et dont la semence n'a pas germé, mais à ceux qui ont fait œuvre de vie » (1). Mais on ne peut souscrire au jugement de M. Lavergne que ni Fourier, ni Owen ne possédaient pas même « le moindre soupçon des principes fondamentaux de la coopération de consommation. » (2). Il n'est possible de maintenir une telle opinion qu'en donnant une définition étroitement technique de la coopération. Et, en effet, nous trouvons que pour MM. Lavergne et Poisson, le critère d'une coopérative de consommation, c'est le principe de la ristourne suivant les achats (3). C'est là une définition de la plus grande utilité pour les législateurs contemporains, mais elle n'est pas du tout nécessaire à la compréhension de ce que veut vraiment dire la coopération. Cette définition reviendrait à dire que, si une association de consommateurs vendait à ses membres des marchandises au prix de revient, ce ne serait pas une coopérative. On reconnaîtra plutôt la vraie formule de la coopération dans le mot d'Owen, qui, suivant M. Gide, « a défini admirablement la coopération » : « Il faut, disait Owen aux ouvriers, que vous deveniez vos propres marchands et vos propres fabricants... pour vous fournir,

(1) *Les sociétés coopératives de consommation*, 5^e Edition, 1924, p. 21.

(2) *Les coopératives de consom.*, p. 47.

(3) Poisson, *La Répub. coop.*, p. 154.

vous-mêmes, avec les marchandises de la meilleure qualité et au plus bas prix » (1). Ou bien, on peut dire avec M. Gide, que si l'on veut une définition en deux mots de la coopération, c'est de « réaliser le juste prix ». C'est l'idée de l'association pour subvenir en commun aux besoins de tous qui semble bien être l'essence de la coopération ; nous avons là tout ce qu'il nous faut pour la comprendre : le but et le moyen général. Aussitôt qu'on a eu l'idée géniale d'appliquer l'association à la satisfaction des besoins journaliers des consommateurs, et aussitôt qu'un écrivain comme Owen ou Fourier a eu assez clairement la perception de cette idée pour l'exprimer avec force et attirer sur elle l'attention, la coopération sous la forme où nous la voyons aujourd'hui était inévitable : la graine était semée. Tôt ou tard, après des échecs fréquents, quelqu'un devait, nécessairement, découvrir, comme l'ont fait les Rochda-liens, le moyen de la faire germer.

Pour mieux apercevoir l'apport de Fourier et d'Owen à la coopération, remarquons qu'ils intéressèrent toute une lignée de coopérateurs à leur découverte et leur enseignèrent la signification de ce principe vivant de l'association. Les doctrines et les constructions de Fourier ne furent-elles pas une source d'inspiration pour les fondateurs du *Commerce véridique* de Lyon et des sociétés plus récentes ? Owen n'inspira-t-il pas les tisseurs de Rochdale, et en particulier, comme le constate M. Lavergne, Charles Howarth, l'auteur de la règle des bonis ? (2). Une longue succession de praticiens et de théo-

(1) Gide, *Sociétés coop. de cons.*, p. 12.

(2) Lavergne, *Les coop. de cons.*, p. 47.

riciens coopérateurs, depuis Derrion et Reynier en passant par Bonnard, Couturier, Lechevalier, Jules Duval, Gagneur et d'autres, jusqu'à Bernardot du Familistère et Charles Gide — celui-ci que M. Lavergne appelle le « fondateur » avec M^{me} Béatrice Webb de la doctrine coopérative — ont été orientés vers la coopération par l'influence de Fourier. Evaluant la contribution du fouriérisme au mouvement social du XIX^e siècle, M. Tougan-Baranowsky insiste sur « l'impulsion puissante que, de concert avec l'owenisme, il a donné aux différentes formes du mouvement coopératif ». Sans le fouriérisme, il semble bien que la coopération française d'à présent aurait été quelque chose de différent. Même aujourd'hui, a-t-on dit, « dans la littérature du mouvement coopératif qui est dirigé en droite ligne contre le négoce capitaliste, nous trouvons... encore des déclamations et des considérations, tout empreintes de l'esprit de Fourier » (1). Il n'est certes pas excessif de reconnaître avec M. Maxime Leroy que Fourier fut « le maître » de la coopération française (2).

(1) Tougan-Baranowsky, *Evolution historique du Socialisme moderne*, 1913, p. 105.

(2) M. Leroy, *Henri de Saint-Simon*, 1924, p. 151.

CONCLUSION

L'œuvre de Fourier a laissé des traces plus profondes qu'on ne l'aurait attendu à première vue d'une doctrine communément considérée comme utopique. On ne peut mesurer d'une façon précise l'étendue de cette influence, mais si on se souvient que cette doctrine est apparue à un moment opportun, à une époque qui était prête à la recevoir et si l'on se rappelle quels puissants moyens de propagande furent employés à la répandre, on est conduit à l'hypothèse que le fouriérisme s'est incorporé, plus ou moins, dans les idées et dans les institutions d'aujourd'hui. Car, quant aux institutions, remarquons que le fouriérisme, comme le saint-simonisme, a eu la vertu, comme quelqu'un l'a déjà observé, de s'attacher fortement des hommes de toutes professions, de grands industriels comme Godin, ou de simples tisseurs lyonnais, des architectes, des médecins, des éducateurs. Levasseur,

dans son étude du système de Fourier, écrit que « l'industrie, le commerce, l'édilité des grandes villes lui ont emprunté plus d'un modèle » (1).

Quand E. Nus, collaborateur à la *Démocratie pacifique*, fait une liste, dans le numéro du 6 octobre 1850, des diverses institutions qui lui semblent transporter chaque jour les théories fouriéristes sur le terrain de la pratique : « crèches, salles d'asiles... cités industrielles, chauffoirs, décentralisation administrative, congrès de la paix, etc. » on sent qu'il n'affirme pas seulement ce qu'il veut croire et que ses déclarations sont pour une large mesure exactes, mais on souhaiterait qu'il eût précisé un peu plus les relations entre la création de ces institutions et le fouriérisme. Ces institutions, dira-t-on, dérivent de la vie même, ce qui est vrai en grande partie, mais leur avènement pourrait bien avoir été hâté par les prévisions d'une grande doctrine.

Elles auraient pu revêtir une forme quelque peu différente, peut-être moins parfaite, si une telle doctrine ne leur avait pas préparé la voie. En vérité, en poursuivant l'étude de l'action du fouriérisme, on est conduit à croire qu'une documentation étendue, unie à une connaissance du milieu historique et sociologique de la France depuis la Révolution, révélerait une action encore insoupçonnée du fouriérisme.

Deux faits entre autres rendent probable une telle hy-

(1) *Les Etudes sociales sous la Restauration* (extrait de la *Revue Internationale de Sociologie*) 1902.

pothèse. D'abord on ne se rend pas toujours compte que, en bien des points, entre le fouriérisme et la doctrine de Saint-Simon et de son école, il y a des convergences. Chacune de ces deux doctrines fortifia l'influence de l'autre dans les parties où elles s'accordent. N'est-il pas vraisemblable que là où l'on croit voir l'action du saint-simonisme -- doctrine beaucoup mieux connue par les historiens d'aujourd'hui que le fouriérisme -- il faudra souvent voir aussi l'action du fouriérisme ? C'est une hypothèse qui n'a pas jusqu'à aujourd'hui été suffisamment envisagée.

Un autre fait qu'il faut retenir en entrevoyant la possibilité d'une action insoupçonnée du fouriérisme, c'est l'influence signalée que cette doctrine a exercé sur Proudhon. C'est là encore un fait sur lequel on n'insiste pas toujours assez. Par Proudhon, la sphère de l'action du fouriérisme se trouve considérablement élargie.

L'interprétation très particulière de la nature de l'homme, qui est un des aspects essentiels de la doctrine de Fourier, devait, au contraire, limiter son influence. Bebel dit que Fourier dépasse Goethe dans sa connaissance de l'homme (1). Cela peut être, mais on est tenté d'en douter. On souscrirait plus volontiers au mot d'Emerson, le philosophe américain, que Fourier a très peu compris la nature des femmes (2). Le tableau d'une espèce humaine dont le seul mobile serait le plaisir, était de na-

(1) Bebel, *Charles Fourier, sein Leben und seine Theorien*, 1890. p. 280-2, cité par Warschaner *Geschichte des Sozialismus* 1893, 2^e Abteilung, p. 430.

(2) *Lectures and Biographical Sketches*, p. 333.

ture à rebuter les esprits les plus nobles du siècle. Ceux qui s'attachaient à la doctrine, devaient faire des modifications radicales pour dominer leur répulsion. Renouvier, par exemple, attiré par les tendances de son esprit vers une doctrine comme le fouriérisme où la personnalité humaine est le centre et la liberté individuelle la condition primordiale, ne pouvait admettre que la raison fût abandonnée aux passions; il entreprit de la rétablir dans sa place prééminente (1). On pourrait dire que, si Fourier avait eu une compréhension encore plus profonde de la nature humaine, il n'aurait pas attendu de tels miracles de la vie en commun du phalanstère; mais, moins profonde, cette compréhension ne lui eût pas permis de dégager de l'idée de phalanstère, le principe de l'association des forces humaines et de lui donner toute sa signification en montrant combien fécondes peuvent être ses applications à tant de domaines de la vie.

Ici nous touchons au véritable sens du fouriérisme. C'est l'idée d'association qui en est le plus précieux reliquat. L'évolution économique apprend, de plus en plus, aux hommes, l'utilité de l'association. Mais à côté de cet enseignement par les choses, la philosophie associationniste de la première moitié du XIX^e siècle a aidé à faire mieux comprendre ce principe. Fourier, selon M. Gide, peut en revendiquer la paternité dans l'histoire (2). Rey-Laul, dans ses *Etudes sur les Réformateurs*, déclare que

(1) V. sur Renouvier, Gaston Richard, *La Question Sociale et le Mouvement philosophique au 19^e siècle*, 1914.

(2) C. Gide, *Fourier, précurseur de la coopération*, p. 165.

Fourier, en appliquant cette idée à l'industrie dans la formule de l'association du capital, travail et talent, a prononcé « le premier mot concluant sur l'organisation de l'avenir industriel » (1). Levasseur aussi a noté que le fouriérisme contribuait beaucoup à propager le goût de l'association (2). Dans la société contemporaine, l'idée associationiste se répand; des expressions typiques de cette idée, qui prolongent peut-on dire l'association de Fourier sont : la coopération, le mouvement pour l'autonomie communale, la paix entre les classes, la paix entre les nations.

Il reste aussi de Fourier sa critique de la libre concurrence et du morcellement. Dépouillée de ses extravagances, cette critique est devenue partie intégrante de la critique de ceux qui voudraient réformer la société.

*
* *

Ainsi nous devons reconnaître, avec Emile Faguet, que l'apparition du fouriérisme est une date importante dans l'histoire intellectuelle et morale du XIX^e siècle (3). Si, comme l'estime M. Gide, « Fourier n'a pas encore repris dans l'histoire des doctrines économiques la place... qui lui est due », dans l'avenir il est tout à fait probable qu'on apportera plus d'attention à ses idées et à des idées

(1) L. Reybaud, *Les Etudes sur les réformateurs*, 6^e Ed. 1849, p. 317.

(2) V. E. Levasseur, *op. cit.*

(3) Charles Fourier, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1896, cité par *La Rénovation*, nov. 1904.

semblables qui procéderont souvent de lui. Car, comme le dit encore M. Gide, non seulement les réformes que demandait Fourier et qu'on a réalisées sont plus nombreuses que celles qu'ont prévues tous les autres socialistes, mais son œuvre contient encore un plus grand nombre de projets de réformes réalisables. Bebel, lui aussi, admire la profondeur de la pensée de Fourier, qui, il y a un siècle, a prévu des institutions qui conviennent à la société présente et qui conviendront à la société future (1).

Vu, le 20 Mars 1926

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

F. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

P. LAPIE.

(1) Bebel, *op. cit.* p. 280-2.

BIBLIOGRAPHIE

I. — LE FOURIÉRISME

A) OUVRAGES DE FOURIER

Lettre de Fourier au Grand Juge (4 nivose, an XII), publiée à nouveau par C. Pellarin, 1874, in-12, 105 p.

FOURIER (Charles). — **Théorie des quatre mouvements et des destinées générales**. Première édition, Lyon 1808, in-8, 425 p. Edition citée : 2^e édit., 1841, dans les *Œuvres Complètes*, t. I, p. 1-448.

Traité de l'Association domestique-agricole. Paris et Londres, 1822, 2 vol., in-8, LXXX-592 et VIII-648 p. Edition citée : 2^e édit., 1841, dans les *Œuvres Complètes*, t. 2-5, sous le titre de : **Théorie de l'Unité Universelle**.

Le Nouveau Monde industriel. Edition citée : 1^{re} édit., Paris, 1829, in-8, XVI-576 p.

Pièges et charlatanisme des deux sectes, Saint-Simon et Owen. Paris, 1831, in-8, VIII-72 p. (non compris dans les *Œuvres Complètes*).

La Fausse Industrie, Paris, 1835-1836, 2 vol. in-8 (non compris dans les *Œuvres Complètes*).

Publication des Manuscrits, 4 vol., Vol. I (1851) ; Vol. II (1852) ; Vol. III (1853-1856) ; Vol IV (1857-1858). Vol. I, p. 52-53, contient l'article du 11 frimaire, an XII, sur l'« Harmonie Universelle ».

L'Harmonie Universelle et le Phalanstère. Recueil méthodique de morceaux choisis (fait par les disciples de Fourier, qui lui ont donné ce titre). Paris, 1849, 2 vol., in-12, 308 et 391 p.

Œuvres Choiesies, avec introduction, par Charles Gide. Paris, Guillaumin, 1895, in-16, LVI- 232 p.

Le Socialisme sociétaire. Extraits des Œuvres Complètes, publiés par Hubert Bourgin. Paris 1903, in-16, 200 p.

B) OUVRAGES DES DISCIPLES DE FOURIER

ALHAIZA (A.). **Historique de l'école sociétaire**, fondée par Charles Fourier, suivi d'un résumé de l'école fouriériste et du sommaire du garantisme élucidé par H. Destrem. Paris, 1894, in-18. « La Rénovation ».

ALHAIZA (A.). **De phalanstérien à socialiste**. Paris, 1900, Imp. Nouvelle, 18 p.

BONNEMÈRE (E.). **Les paysans au 19^e siècle**. Nantes, 1847, in-8 50 p.

BONNEMÈRE (E.). **Histoire de l'Association Agricole**. Paris, 1850 in-12, 166 p.

BONNEMÈRE (E.). — **La commune agricole**. Paris, 1871, 191 p.

CONSIDÉRANT (V.). — **Destinée sociale**. Paris, 1836-1844, 3 vol. in-8 ; Edition citée : 4^e édit., Paris, 1851, 2 vol., in-12.

CONSIDÉRANT (V.). — **Bases de la politique positive**. Manifeste de l'Ecole sociétaire, 1841, IV-119 p.

CONSIDÉRANT (V.). — **Principes du socialisme**. Manifeste de la Démocratie au 19^e siècle, suivi du Procès de la Démocratie Pacifique. Paris, 1847, 143 p. (Re-impression du « Manifeste de la Démocratie pacifique », 1^{er} Août 1843).

CONSIDÉRANT (V.). — **Le Socialisme devant le Vieux Monde**. Paris, 1849, 225 p.

GATTI DE GAMOND (Mme Zoé). — **Fourier and his system**, translated by C. T. Wood. London, 1842, 104 p.

GODIN (J.-B. André). — **Solutions sociales**. Paris, Guillaumin, 1871, in-12, 663 p.

GODIN (J.-B. André). — **Le Gouvernement, ce qu'il a été, ce qu'il doit être et le vrai socialisme en action**. Paris, Guillaumin, 1883, in-8, 568 p.

Documents pour une biographie complète de J.-B. André Godin, rassemblés par Mme veuve Godin, née Marie Moret, publiés par le Familistère de Guise, 3 vol., 1897-1901, 1902-1906, 1910.

- LIMOUSIN (Charles). — **Le Fouriérisme**. Bref exposé, la prétendue folie de Fourier. Paris, Guillaumin, 1898, in-8, 20 p.
- PELLARIN (Charles). — **Vie de Fourier**. Paris, Dentu, 1871, 5^e édit., in-12, 28 $\frac{1}{2}$ p. (1^{re} édit. 1843).
- SILBERLING (E.). — **Dictionnaire de sociologie phalanstérienne**. Guide des Œuvres Complètes de Charles Fourier. Paris, Rivière, 1921, in-8, XI- 459 p.
- YOUNG (Arthur). — **Vocabulary index of the three-fold basis of sociology**. London, 1881, in-8, XII- 91 p.

C). — PERIODIQUES DE L'ECOLE SOCIETAIRE

1. La réforme industrielle ou LE PHALANSTÈRE, hebdomadaire, première série, t. I et II, in-4^o, du 1^{er} juin au 28 février 1834.
2. LA PHALANGE, faisant suite au journal, Le Phalanstère, trimestriel, puis bi-mensuel, in-4^o, 10 juillet 1836 au 15 août 1840, deuxième série.
3. LA PHALANGE, journal de la science sociale, tri-hebdomadaire, in-4^o, 2 sept. 1840 au 30 juillet 1843.
4. LA DÉMOCRATIE PACIFIQUE, journal des intérêts du gouvernement et des peuples, quotidien, in-fol., 1^{er} août 1843 à 30 nov. 1851.
5. LA PHALANGE, revue de la science sociale, mensuel, ou bi-mensuel, 1843-1849.
6. ALMANACH PHALANSTÉRIEN pour 1848-1849-1850-1851-1852.
7. LE NOUVEAU MONDE, théorie de Charles Fourier, 15 juin 1839 au 1^{er} novembre 1843 (Journal dissident).
8. LA SCIENCE SOCIALE, revue bi-mensuelle, faisant suite au Phalanstère, à la Phalange, à la Démocratie Pacifique, du 16 mars 1867 au 19 août 1870, 4 vol., gr. in-8^o.
9. BULLETIN DU MOUVEMENT SOCIAL, 1872-1880, suivi par la REVUE DU MOUVEMENT SOCIAL (1880-1887), mensuel.
10. LA RENOVATION, organe de la conciliation sociale et des doctrines d'association, hebdomadaire d'abord, puis apparaissant de façon intermittente, 1888-1923.

D) ÉTUDES MONOGRAPHIQUES SUR FOURIER ET SUR LE FOURIÉRISME

- REYBAUD (L.). — **Fourier**, « Revue des Deux-Mondes », 15 nov. 1837,

- reproduit dans les **Etudes sur les réformateurs**. Paris, 1849, 6^e Ed., in-12, t. I, 428 p.
- WARSCHAUER (Otto). — Geschichte des Socialismus und Kommunismus im 19^e Jahrhundert : 2^e Abtheilung, **Fourier, seine Theorie und Schule**, Leipzig, 1893, in-12, 131 p.
- GIDE (C.). — **Introduction** aux Œuvres Choiesies de Fourier, Guillaumin, 1895, in-16, LVI p.
- MUTAFOFF (C.). — **Zur Geschichte des Rechts auf Arbeit, mit besonderer Rücksicht auf Charles Fourier**, Berne, 1897, in-8^o, 142 p.
- SAMBUC (M.). — **Le socialisme de Fourier** (Thèse, Aix-Marseille), Paris, Larose, 1899, in-8^o.
- GAGNEUR (M.-L.). — **Le droit au bonheur, Charles Fourier, d'après Zola et Jaûrès**, Dentu, 1901, in-8^o, 48 p.
- VUILLEZ (J.). — Un ancêtre du socialisme : **Fourier et sa doctrine** (Cours d'appel d'Aix), Aix, 1901, in-8^o, 36 p.
- BOURGIN (H.). — **Fourier**, Contribution à l'étude du socialisme français. Paris, Bellais, 1905, in-4^o, 638 p. (Thèse, Lettres, Paris).
- CASTELOT (F. Jollivet). — **Sociologie et Fourierisme**, Paris, Dargaud, 1908, in-18, 233 p.
- BOURGIN (H.). — **Victor Considérant**, son œuvre, Imp. Réunies, Lyon, 1909, in-8^o.
- HARMEL (M.). — **Charles Fourier** (portraits d'hier, 2^e année, n^o 36, 1^{er} sept. 1910), Paris, Fabre, 1910, in-8^o, paginé 161-190.
- NICOLAI (J.). — **La conception de l'évolution sociale chez Fourier**. (Thèse). Paris, Rousseau, in-8^o, 1910.
- LAFONTAINE (A.). — **Charles Fourier**, Paris, Blond, 1911, in-12, 63 p.
- LOUVANCOUR (H.). — **De Henri de Saint-Simon à Charles Fourier** (Thèse, Droit, Paris), Chartres, Durand, 1913, in-8^o, 452 p.
- MILLET (P.). — **Une famille de républicains fouriéristes**. Paris, Giard et Brière, 2^e Ed., 1915, gr. in-4^o, 407 p.
- GIDE (Charles). — **Fourier, Précurseur de la Coopération**. Paris, Association pour l'enseignement de la Coopération, 203 p. (Cours donné au Collège de France en 1922-1923).

II. — LES DOCTRINES SOCIALES ET LE MOUVEMENT SOCIAL

A) OUVRAGES D'ENSEMBLE

STEIN (L. von). — **Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich**, Leipzig, 1851, 3 vol. in-8°. Vol II : Der Socialismus und Communismus Frankreichs von 1830 bis 1848.

SOMBART (W.). — **Le socialisme et le mouvement social au XIX^e siècle**. Paris, Giard et Brière, 1898, in-16, 187 p.

WEILL (G.). — **Histoire du parti républicain en France, 1814-1870**. Paris 1900, Alcan.

RICHARD (Gaston). — **La Question sociale et le Mouvement philosophique au XIX^e siècle**, Paris Colin, 1914, in-12, XII-363.

WEILL (G.). — **Histoire du Mouvement social en France, 1852-1924**, Alcan, 3^e Ed., 1924, 512 p.

B) LE SOCIALISME ET LES DOCTRINES SOCIALES

SAINT-SIMON (Henri de). — **Lettres d'un habitant de Genève, Sa Parole Politique, le Nouveau Christianisme** (dans un volume), publications d'O. Rodrigues, Librairie saint-simonienne, 1832.

SAINT-SIMON (Henri de). — **Opinions littéraires, philosophiques et industrielles**, 1826.

Doctrine de Saint-Simon. Exposition, Première Année, 1829, 2^e Ed., Paris, 1830.

PECQUEUR (C). — **Théorie nouvelle d'économie sociale et politique**. Paris, 1842, in-8°, XXV-898 p.

VIDAL (François). — **De la répartition des richesses** ou de la justice distributive en économie sociale. Paris, 1846, in-8° 416 p.

BLANC (Louis). — **Organisation du travail**. Paris, 9^e Ed., 1850, 240 p.

PROUDHON (P.-J.). — **De la Création de l'ordre**, Paris, 2^e Ed., 1849, in-12, 454 p.

PROUDHON (P.-J.). — **Du principe fédératif**, Paris, 1863, in-12, 324 p.

PROUDHON (P.-J.). — **De la Capacité politique des classes ou-**

- vrières** (Œuvres Complètes de P.-J. Proudhon, nouvelle Edition sous la direction de MM. C. Bouglé et H. Moysset), Introd. et Notes de Maxime Leroy, Paris, Rivière, 1924, in-8°, 423 p.
- MARX ET ENGELS. — **Manifeste Communiste**, 1848, Ed. Giard, 1897.
- MALON (B.). — **Exposé des Ecoles socialistes françaises**, Paris, 2^e Ed., 1872, in-12, 289 p.
- MALON (B.). — **Histoire du socialisme**, 1882-1883, 5 vol. in 8°, cf. t. 2, « Fourier et l'Ecole sociétaire ».
- WARSCHAUER (O.). — Geschichte des Socialismus und Kommunismus im 19 Jahrhundert : 1^{re} Ableitung, **Saint-Simon und der Saint-Simonismus**, v. Einleitung. Leipzig, 1892, in-12, 106 p.
- WEILL (G.). — **Saint-Simon et son œuvre**, Paris, Perrin, 1894, in-12, X-247 p.
- WEILL (G.). — **L'école saint-simonienne**, son histoire, son influence, jusqu'à nos jours. Alcan, 1896, in-18, 319 p.
- LICHTENBERGER (A.). — **Le socialisme et la Révolution française**, Alcan, 1899, in-8°, 316 p.
- MENGER (A.). — **Le droit au produit intégral du travail**, trad. Bonnet, Paris, Giard et Brière, 1900, in-18.
- JAURÈS (Jean). — **Etudes socialistes**, 2^e cahier, 3^e série. Paris, 1901, in-18, CV-274 p.
- Histoire socialiste, 1789-1900**, sous la direction de Jean-Jaurès, t. III, la Convention, s. d., cf. p. 328-348 Ed. Rouff.
- BOURGIN (H.). — **Proudhon**, Paris, Rieder, 1901, in-16, 97 p.
- ANDLER (C.). — **Le Manifeste Communiste, Introduction historique et commentaire**. Rieder (Bellais), 1902, in-12, 209 p.
- LEVASSEUR (E.). — **Les études sociales sous la Restauration** (Extrait de la Revue Intle de Sociologie), Saint-Simon et le saint-simonisme, Fourier et le fouriérisme, Paris, Giard et Brière, 1902, 56 p., in-8°.
- LOUIS (Paul). — **Les Etapes du socialisme**, Paris, Charpentier, 1903, in-12, 357 p.
- FOURNIERE (E.). — **Les Théories socialistes au XIX siècle de Babeuf à Proudhon**, Paris, 1904, Alcan.
- ISAMBERT (G.). — **Les Idées socialistes en France de 1815 à 1848**, Paris, Alcan, 1905, in-8°, 426 p.

- BOUGLÉ (C.). — **La sociologie de Proudhon**, Colin, 1911, in-12, XVIII-333 p.
- TOUGAN-BARANOWSKY (M.). — **L'évolution historique du socialisme moderne**, trad. J. Schapiro, Rivière, 1913, 248 p.
- Libres Entretiens**, II^e série, **Les disciplines françaises**, I et II : Saint-Simonisme, Fourierisme, Proudhonisme. Paris, Union pour la vérité, janv. 1919, in-16, 51 p. (B. N. 8^o R. 12330).
- LASKINE (E.). — **Le socialisme suivant les peuples**. Paris, Flammarion, 1920, in-16, 264 p.
- Proudhon et notre Temps**. Travail collectif de MM. Guy-Grand, Harmel, Berthod, Augé-Laribé, Oualid, Roger-Picard, Pirou, Puech, Bouglé. Préface de M. C. Bouglé. Paris, Chiron, 3^e édit., 1920, in-8 XV-256 p.
- PUECH (J.-L.). — **La tradition socialiste en France et la Société des Nations**. Préface de Charles Gide. Paris, Rivière, 1921, in-12, X-228 p.
- GONNARD (René). — **Histoire des doctrines économiques**, T. III, Nouvelle Librairie Nationale, 1922.
- LOUIS (Paul). — **Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Cabet** (avec des extraits des œuvres étudiées). L'Humanité, 1922, in-16, 71 p.
- POISSON (E.). — **Socialisme et Coopération**. Rieder, in-12, 1922.
- BOURGIN (H.). — **Les systèmes socialistes**. Paris, Doin, 1923, in-12, XVI-417 p.
- DESLINIÈRES (L.). — **Délivrons-nous du marxisme**. France, édit., Paris, 1923.
- DESLINIÈRES (L.). — **Le socialisme reconstituteur**. Paris, 1924.
- LEROY (Maxime). — **Henri de Saint-Simon**. Le socialisme des producteurs. Rivière, 1924, 195 p.
- PIROU (G.). — **Les doctrines économiques en France, depuis 1870**. Colin, 1925, 204 p.
- LOUIS (Paul). — **Histoire du socialisme en France**. Rivière, 1925, in-8.
- GIDE et RIST. — **Histoire des doctrines économiques**. Paris, Sirey, 5^e édit, 1926, 814 p.

C) ÉDUCATION ET FÉMINISME

Proudhon et l'enseignement du peuple. Pages choisies avec une introduction et des notes par MM. Berthod et Guy-Grand. Chiron, 1920, 28 p.

DELBRUCK (J.). — Les récréations instructives. Paris, 4 vol., in-4, 1860-1863.

SAUVESTRE (Mme C.) — Guide pratique pour les écoles professionnelles de jeunes filles. Brochure, 1868, 25 p.

MACÉ (Jean). — Les origines de la Ligue de l'enseignement, 1861-1870. Paris, 1891, in-12, 690 p.

BUISSON (F.). — Nouveau Dictionnaire Pédagogique et d'instruction primaire. Hachette, 1911, 2088 p. Cf. articles sur Fourier, Froebel, Mme Pape-Carpentier, le Familistère, etc.

LAPIÉ (P.). — Pédagogie française. Alcan, 1920, in-12, IV-216 p.

Les meilleures pages des écrivains pédagogiques, extraits avec un avant-propos et des notes par E. Parisot et F. Henry. Paris, Colin, 1920, in-12 XII-366 p.

L'Education et la Solidarité. Etudes présentées au 3^e Congrès Intl d'Education morale. Paris, Delachaux, s. d., in-12, 229 p.

TRISTAN (Flora). — Union ouvrière. Paris, 2^e édit., 1844, XIII-136 p.

PUECH (J.-L.) — La vie et l'œuvre de Flora Tristan. Rivière, 1925, in-8, III-514 p. (Thèse, Docteur ès-Lettres, Paris).

DESSIGNOLE (E.). — Le féminisme d'après la doctrine sociale de Charles Fourier. (Thèse, droit, Dijon). Lyon, Stock, 1903, in-8, 148 p.

ABENSOIR (L.). — Le Féminisme sous Louis-Philippe et en 1848. Plon, Paris 1913, in-12, XVI-337 p.

TURGEON (C.). — Le féminisme français. Larose et Tenin. Paris, 1902, 2 vol., in-12.

Les 50 ans de Féminisme en France, 1870-1920 Paris, La Ligue française pour le droit des femmes, s. d.

D) AGRICULTURE ET INDUSTRIE

Voir les ouvrages d'E. Bonnemère, cités ci-dessus, p. 166.

AUGE-LARIBÉ. — **L'Evolution de la France Agricole**. Colin, 1912.

COMPÈRE-MOREL. — **Le socialisme agraire**. Paris, Rivière, 1920, in-8, 176 p.

SERÇA (A.). — **La richesse agricole et la prospérité**. Paris, Rivière, 1921, in-8, 255 p.

AUGE-LARIBÉ. — **Le paysan français après la guerre**. Paris, Garnier, 1923, in-8, 292 p.

Le Familistère Illustré. — Résultats de vingt ans d'association 1880-1900. Paris, Guillaumin, s. d., 85 p.

PRUDHOMMEAUX (J.). — **Les expériences sociales de J.-B. A. Godin**. Paris, Imprimerie Nouvelle, 1919, 272 p.

YOVANOVITCH (D.). — **Le rendement optimum du travail ouvrier**, Etudes sur les stimulants modernes de l'activité ouvrière. Paris, Payot, 1923, 490 p.

E) CO-OPÉRATION

L'ÉMANCIPATION. Journal d'éducation coopérative et sociale, mensuel, Nîmes, 1886-1926.

HOLYOAKE (J.). — **Histoire des Equitables Pionniers de Rochdale**, résumé extrait et traduit par Mme veuve Godin. « Le Devoir », Guise, 2^e édit., 1890.

FABRE (A.). — **Owen**, un socialiste pratique. Introduction par Ch. Gide. Nîmes, 1896, in-8, XV-136.

RENOUARD (P.). — **Saint-Pierre Fourier et Charles Fourier**. Contribution à l'Etude des origines de la Mutualité. (Thèse). Paris, 1904.

FOURNIERE (E.). — **L'unité coopérative**. Rivière, 1910, in-12, 80 p.

LEROY (Maxime). — **La coutume ouvrière**, vol. II, p. 685-694. Paris, Giard, 1913, 2 vol., in-8.

POISSON (E.). — **La république coopérative**. Grasset 1920, in-12, 256 p.

LAVERGNE (B.). — **Le coopératives de consommation en France**. Colin, 1923, VIII-216 p.

GIDE (Ch.). — **Fourier, précurseur de la coopération**. (Cours donné au Collège de France en 1922-1923). Paris, Association pour l'enseignement de la coopération, 203 p.

GIDE (Ch.). — Les divers types d'Associations Coopératives de Production. 2^e Leçon du **Cours sur la Coopération** de janvier 1923. Association pour l'Enseignement de la Coopération.

GIDE (Ch.). — **Les sociétés coopératives de consommation**. Sirey, 1924, 4^e édit., in-12, XIV-338 p.

GAUMONT (Jean). — **Histoire Générale de la Coopération en France**. Paris, la Fédération Nationale des Coopératives de consommation, 1924, 2 vol., in-4, 630 et 735 p.

INDEX ALPHABÉTIQUE

Abensour L. — 82 n., 172.
 Alembert (d') — 67.
 Alhaiza A. — 9 n., 122 n.
Almanach social — 10.
Almanachs phalanstériens — 12, 167.
 Andler C. — 29 n., 46, 48-50, 51 n., 170-173.
L'Association — 143.
L'Atelier — 139.
 Augiay — 135.

Barrier Dr — 76.
 Baudet-Dubary — 10.
 Bazard — 21, 27.
 Bebel — 161, 164.
 Béluze, 142.
 Béranger — 8.
 Berbrugger — 9.
 Berthod A. — 72, 73 n.
 Blanc Louis — 24, 35-36, 43, 91, 96, 139-140, 169.
 Bonnard A. de — 138-139, 142-143, 157.
 Bonnemère E. — 66, 113, 114 n., 115 n., 166.
 Bonneval Mlle — 85.
 Bouccicaut Mme — 124 n.
 Bouglé C. — 39, 41 n., 43, 92, 171.
 Bourgeois L. — 96, 97.
 Bourgin H. — 9 n., 13 n., 21 n., 26 n., 30 n., 32 n., 33, 34 n., 41, 42, 43, 46-56, 61 n., 63, 69 n., 71, 83, 97 n., 129, 131, 137 n., 141 n., 166, 168, 171.
 Boyve E. de — 147.

Briancourt — 12, 69.
 Briat — 151 n.
 Brouard — 74 n., 75.
 Brousse — 52.
 Buchez — 34, 35, 36, 139-142, 151.
 Buisson F. — 74 n., 152, 172.

Cabet — 51.
 Campbell A. — 136.
 Cantagrel — 10, 13, 69, 92, 98.
 Casimir-Périer — 142.
 Castelot F.-J. — 168.
 Cernesson J. — 137.
 Chaudey G. — 142.
 Chevalier M. — 132.
 Chipron V. — 141.
 Clamagérant — 99.
 Coignet — 41, 42, 143.
 Compère-Morel — 119, 173.
 Comte Auguste — 126.
 Considérant Victor — 14, 15, 21, 22-25, 35-38, 46, 55, 69, 82, 84, 90-92, 94, 96, 98, 103, 113, 115, 143.
Coopération (La) — 144.
 Couturier — 139, 142, 145, 157.
 Czynski — 138.

Déat M. — 78 n., 79.
 Delbrück J. — 70-73, 172.
Démocratie Pacifique (La) — 11, 13, 21, 23, 24, 28, 42, 53, 54, 89, 90, 91, 104, 141, 160, 167.
 Deroin Jeanne — 140.

Déroulède P. — 94.
 Derrion M. — 135-137, 157.
 Deschanel P. — 100.
 Desmolins E. — 77.
 Dessignole — 80 n., 81 n., 172.
 Destrem — 105, 166.
Devoir (Le) — 57, 106, 146.
 Deynaud S. — 146-147.
 Dollfus — 106.
 Dorian — 99.
 Duruy Victor — 75, 99.
 Duval Jules — 15, 56, 69, 76, 142, 157.

L'Economiste français — 15, 76.
L'Education Nouvelle — 69.
L'Emancipation — 100, 173.
 Emerson R. W. — 161.
 Enfantin — 25 n., 27, 82.
 Engels — 32, 45, 51, 52, 170.
 Etienne — 99.
L'Européen — 139.

 Fabre A. — 82, 147, 148, 166, 172, 173.
 Faguet E. — 163, 173.
 Flammarion M. C. et Mme — 107.
 Forest P. — 10, 113.
 Fournière E. — 57, 61 n., 170.
 Franck A — 93.
 Froebel — 67, 68, 75, 173.

Gagneur M.-L. — 168.
 Gagneur W. — 84, 98, 113, 138, 142, 157.
 Garnier A. — 75.
 Gatti de Gammond Mme — 82, 138, 166.
 Gaumont J. — 42 n., 57 n., 59 n., 63, 83 n., 129 n., 132 n., 134, 136, 137, 138-140, 142, 144-148, 153, 154, 174.
 Gide Charles — 27, 67, 76, 77, 81, 85, 97, 113 n., 124, 125, 128, 131, 133, 134-136, 140 n., 144 n.,

147, 148, 149, 152 n., 153, 157, 162-164, 166, 168, 171, 173, 174.
 Gide et Rist — 38 n., 49 n., 67 n., 97 n., 171.
 Godin J.-B. — 70, 93, 96, 98, 104, 105, 123, 125, 131, 142, 146, 147, 159, 166.
 Godin Mme veuve — 166, 173.
 Goethe — 161.
 Gonnard R. — 7 n., 16, 59, 61, 94 n., 110, 171.
 Grégoire XVI — 13.
 Griess-Traut Mme — 15, 84, 105, 106.
 Gromier A. — 105, 106.
 Grün C. — 14.
 Guépin A. — 138.
 Guesde Jules — 55.
 Guilbaud — 69.

 Harel C. — 138.
 Harmel M. — 168.
 Hennequin V. — 13, 91, 98.
 Henry F. — 172.
 Holyoake J. — 173.
 Howarth C. — 156.
 Huard — 67.
 Hughes Thomas — 141.
 Hugo Victor — 105.

Isambert G. — 35 n., 170.

Jacqmin — 12 n.
 Jaurès — 17, 52, 57, 59, 60, 61, 62, 123, 129, 130, 140, 170.
 Jouannes Dr — 57, 76, 100.

Lacordaire — 28.
 Lafontaine A. — 168.
 L'Ange — 130, 153.
 Langlois — 15.
 Lapie P. — 78, 172.
 Lasalle F. — 47 n.
 Laskine E. — 97, 171.
 Laverdant, 69.

Lavergne — 136 n., 148, 154-157, 173.

Laviron P.-E. — 98.

Lechevalier — 9, 41, 91, 141, 142, 157.

Ledru-Rollin — 91, 92.

Leclaire — 16, 122, 124 n.

Lemonnier C. — 104, 106.

Le Moyne N. R. — 9, 113.

Léo Andrée Mme — 84.

Leroux P. — 34, 138.

Leroy Max. — 7 n., 43, 52, 94, 101, 128, 157, 170, 171, 173.

Levasseur E. — 104 n., 159, 163, 170.

Libres Entretiens — 43, 79, 94, 128 n.

Lichtenberger A. — 170.

Limousin C. — 15, 106, 146, 167.

Louis Paul — 22 n., 36 n., 43, 52 n., 58 n., 69 n., 91 n., 170, 171.

Louvancour H. — 25 n., 26, 82 n.

Macé J. — 15, 75, 76, 82, 144.

Malon B. — 11, 13, 14 n., 47, 55-59.

Malthus — 50.

Manifeste Communiste — 23, 29, 32, 45-48, 50-54.

Manifeste des 60 — 44, 52.

Marx et Marxisme — 21, 32, 36, 43, 45, 48, 49, 50-53, 57-61, 118, 130, 170.

Menger A. — 37, 50, 170.

Michelet — 131.

Mijoul — 146.

Milhaud A. — 96.

Millerand A. — 57, 62, 67, 100, 101.

Milliet P. — 73 n., 168.

Moigneu — 16, 153.

Mouvement social (Bulletin ou Revue du) — 15, 106, 146, 167.

Mutafoff — 37, 38 n., 168.

Napoléon III — 14, 102, 114, 115.

Neale Van Sittart — 142.

Nelson — 122.

Newton — 118.

Nicolai — 168.

Niboyet Eugénie — 28, 82.

Nouveau Monde (Le) — 10, 167.

Nouveau Dictionnaire Pédagogique — 74.

Nus E. — 160.

Oualid W. 41 n.

Owen R. — 59, 80, 82, 123, 131, 151, 155, 156.

Ozanam — 28.

Paget A. — 9, 28.

Pape-Carpentier Mme — 70, 73-76, 99, 112.

Parisot E. — 172.

Passy J. 105.

Pecqueur C. — 9, 20 n., 29-32, 34, 42, 43, 46, 49-51, 69, 71, 104, 107, 169.

Pellarin C. — 8, 10, 17, 18 n., 102 n., 165, 167.

Pelletier — 76.

Pestalozzi — 67, 74, 80.

Phalange (La) — 10, 88, 89, 167.

Phalanstère (Le) — 9, 29, 167.

Pirou G. — 57 n., 58 n., 62 n., 171.

Pognon Mme — 85.

Poisson E. — 154, 155 n., 171, 173.

Pompéry E. de — 10.

Proudhon et proudhonisme — 7, 14, 37-44, 52 n., 59, 71-73, 79, 92, 99, 105, 107, 116, 117, 141-143, 161, 169, 172.

Prudhommeaux J. — 125 n., 173.

Puech J.-L. — 29 n., 83 n., 84 n., 101, 105 n., 171, 172.

Rampal B. — 149, 152.

Rampal M. — 150.

Raspail — 97.

Réclus Elisé — 85 n.

Renard Georges — 41, 58.
Renaud H. — 9, 10, 12, 28, 69,
114.
Renouard P. — 173.
Renouvier — 161 n., 162, 167,
168, 170.
Rénovation (La) — 12 n., 68, 94,
99-101, 106, 167.
Revue Socialiste (La) — 55, 57,
58, 62, 76, 146.
Reybaud L. — 27 n., 167.
Reynier J. — 135, 137.
Ricardo — 50.
Richard Gaston — 162, 169.
Richet C. — 105.
Rigolage E. — 67 n., 76.
Rist C. — 49.
Rochdale, pionniers de, — 136,
143, 153.
Rodbertus — 50.
Romano — 135.
Rouanet G. — 57, 76.
Rousseau J.-J. — 59, 67, 74.

Saint-Hilaire G. — 75.
Saint-Pierre, abbé de — 102.
Saint-Simon — 18, 25-27, 32, 56,
60, 79, 81, 82, 101, 104, 120,
138, 169.
Saint-Simoniens et saint-simo-
nisme — 25-31, 34, 43, 82, 102,
105, 117, 122, 132, 135, 161.
Sambuc M. — 168.
Sand G. — 13.
Sauvestre C. — 69, 76.
Sauvestre, Mme C. — 76, 172.
Savardan — 69, 138.
Science Sociale (La) — 15, 98,
106, 144, 167.
Serça A. — 173.
Silberling E. — 167.

Simon Jules — 98-99.
Sismondi — 49, 50.
Sombart W. — 169.
Soria C. — 138.
Stein L. von — 25 n., 28, 160.
Sue E. — 13.
Swift L. — 14 n.

Tachard — 105.
Tarde G. — 126.
Thomas A. — 63, 153.
Totomiantz — 142 n.
Tougan-Baranowsky — 33 n.,
81 n., 49, 157, 171.
Transon A. — 9, 25 n., 28.
Tristan Flora — 8, 71, 83, 172.
Turgeon C. — 80 n., 85 n., 172.
Turgot, 50.

Vermorel — 142.
Veillot — 28, 40.
Vigoureux C. — 10, 82.
Vincent Mme — 84.
Vuillez J. — 168.

Waldeck-Rousseau — 100.
Warschauer O. — 9 n., 17 n., 76,
161 n., 167, 168, 170.
Webb Mme B. — 157.
Weill G. — 11 n., 15 n., 18 n.,
27 n., 45 n., 52 n., 97 n., 98, 101,
146 n., 149 n., 150, 169, 170.
Weitling — 47-48, 50-51.
Wilbois J. — 77 n.

Young A. — 167.
Yovanovitch D. — 126 n., 127.

Zola — 13.
Zoretti — 79.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
Chapitre Premier. — Le socialisme	17
Chapitre II. — L'Education et le Féminisme	65
Chapitre III. — La Politique et la Paix	87
Chapitre IV. — Agriculture et Industrie	109
Chapitre V. — La Coopération	129
CONCLUSION	159
BIBLIOGRAPHIE	165
INDEX	175

